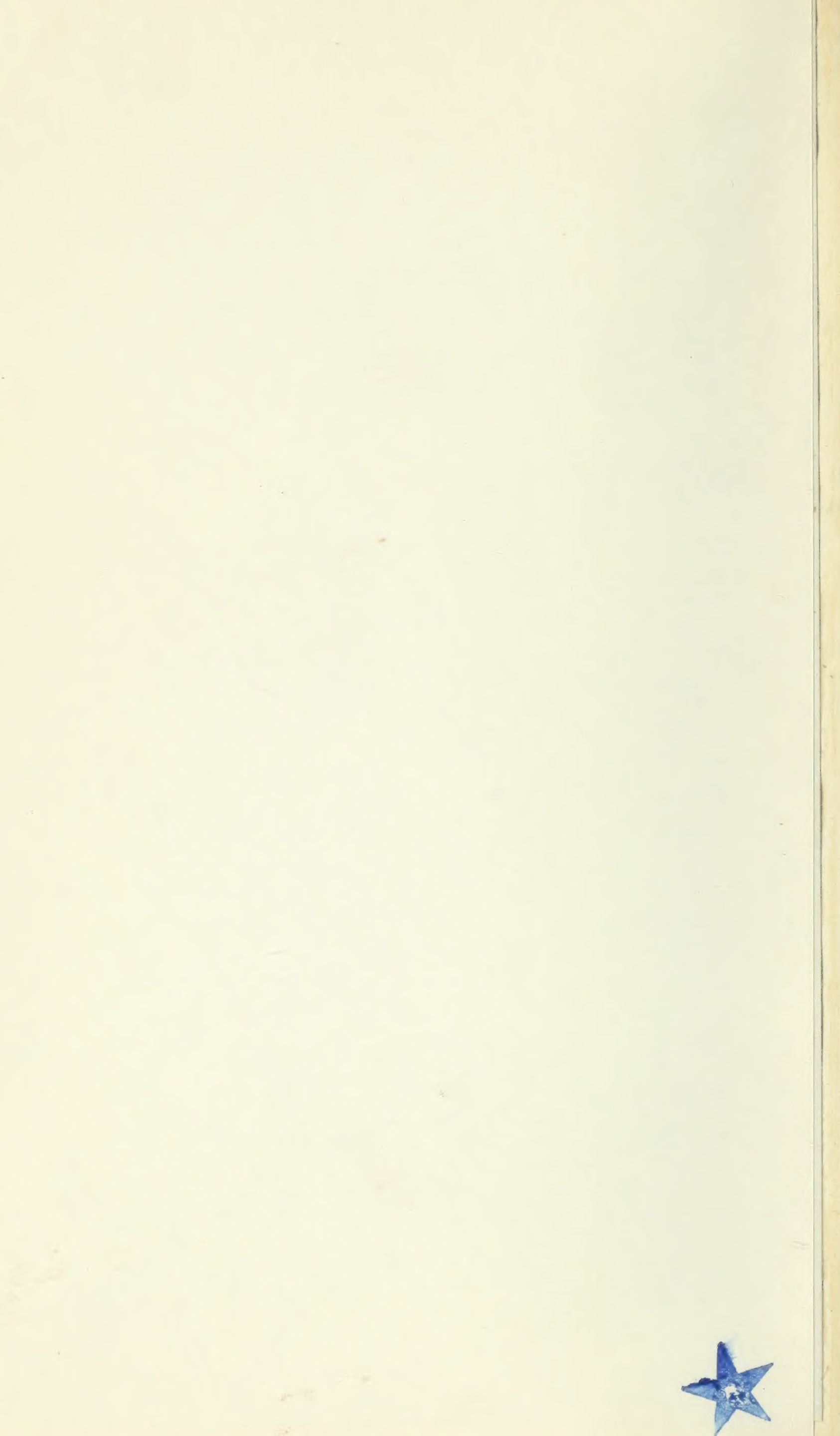




Introduction :

Politique Mondiale

(1492-1757)

HISTOIRE DU MONDE

PUBLIÉE

SOUS LA DIRECTION DE M. E. CAVAIGNAC

Tomes X et XI

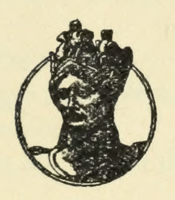
INTRODUCTION :

POLITIQUE MONDIALE

(1492-1757)

PAR

M. Eugène CAVAIGNAC
Professeur à l'Université de Strasbourg



E. DE BOCCARD, Editeur
1, Rue de Médicis, 1
PARIS (VIe)

—

1934

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Il ne saurait être question, dans un ouvrage de ce genre, de donner une bibliographie complète. Mais je ne puis me dispenser de nommer quelques ouvrages auxquels j'ai fait des emprunts directs pour certains détails.

Grenard, *Baber*, 1932.

Gonnaud, *La colonisation hollandaise à Java*, 1905.

Wrong, *The rise and fall of New France*, 1928.

Halecki, *La Pologne de* 963 *à* 1914, 1930.

H. Prutz, *Der Kampf um die Leibeigenschaft in Livland*, 1916.

La Roncière, *Histoire de la marine française*, en particulier t. V (1932).

Brou, *Saint François Xavier.*

Roder v. Diersburg, *Die Feldzüge Ludwigs von Baden gegen die Türken.*

Jacks, *La Salle*, New-York, 1931.

Wylly, *A life of Sir Eyre Coote*, Oxford, 1922.

Rambaud, *Russes et Prussiens.*

Rousseau (Fr.), *Histoire du règne de Charles III d'Espagne*, Paris, 1907.

Ruville (A. von), *William Pitt*, 1905.

Lodge, *Great Britain and Prussia i. t.* 18 *th cent.*, 1922.

Maynard, *Nadir-Chah.*

Julien, *Histoire de l'Afrique du Nord.*

Jagor, *Reisen i. d. Philippinen.*

Gerhard Brandt, *Leben u. Thaten M. de Ruyter*, 1690.

Geschiedkundige Atlas van Nederland, t. XVII (*De Kolonien*), 1924.

Forrest, *The Life of Lord Clive*, 1918 sqq.

Krause (F. E. A.), *Geschichte Ostasiens*, 1925.

Meuvret, *Histoire des pays baltes*, Paris, 1933-1934.

Cabaton, *L'Espagne en Indochine à la fin du XVIe siècle* et *Les Hollandais au Cambodge au XVIIe siècle* (*Inst. Or.* 471, 472).

Juan B. Terau, *La naissance de l'Amérique espagnole* (trad. de Cardaillac, 1930).

Lamouche (Capitaine), *Hist. de la Turquie*, 1934.

Backhouse et **Bland**, *Les Empereurs mandchous* (trad. Mitchell), 1934.

Arnold, *The Caliphate*, 1924.

Minorsky, *Esquisse d'une histoire de Nader-Chah* (**Public.** *de la Soc. des Etudes iraniennes*, n° 10, 1934).

AVANT-PROPOS

Jusque vers 1500, l'historien, quelle que soit sa bonne volonté de synthèse, est forcé de morceler l'histoire de l'humanité civilisée.

Au départ, la géographie physique nous a indiqué des cadres tout préparés, dans lesquels se sont en effet développées des civilisations profondément originales et différentes : cadre méditerranéen (dont la petite Europe n'a été longtemps qu'une annexe), cadre indien, cadre chinois, cadre américain.

Pendant toute l'immense période que couvre le mot « antiquité », l'histoire méditerranéenne forme un tout bien distinct, le seul que nous autres Européens soyons habitués à considérer. L'Iran même, qui est nettement mêlé à la vie de ce domaine, est un peu en marge.

L'Inde, malgré les affinités ethniques qui la rattachent aux populations méditerranéennes, a mené une existence complètement séparée. C'est tout juste si, pendant les quelques générations qui suivent Alexandre, il y a eu contact direct entre elle et le monde méditerranéen : c'est du reste ce qui nous a amenés à tracer là une première coupure. Mais, sans méconnaître l'intérêt que présente ce contact à certains points de vue (histoire de l'art par exemple), il serait puéril d'en exagérer la portée.

Quant à la Chine, elle a élaboré, elle aussi, une civilisation profondément originale, qui n'est vraiment sortie de son isolement qu'au IIe siècle av. J.-C. Même après cette date, elle n'existe pour les Méditerranéens que comme pays d'où vient la soie. Et elle a à peine

une connaissance nébuleuse du grand empire occidental.

En revanche, la propagation du bouddhisme, pendant la seconde période de l'histoire antique (IIe siècle av.-VIIe siècle ap. J.-C.), a créé entre les milieux indien et chinois un lien, important celui-là, et dont les effets ont été durables. Encore cette solidarité relative disparaît-elle après le VIIe siècle.

L'Islam, pour la première fois, touche fortement les divers domaines de l'Ancien Continent. La grande civilisation musulmane a été en relations actives avec toutes les civilisations préexistantes.

Du côté de l'Ouest, si la conquête musulmane a disloqué l'unité méditerranéenne caractéristique de l'histoire antique, elle n'a pas naturellement supprimé les rapports entre l'Europe et les peuples musulmans de l'Asie et de l'Afrique. Ces rapports ont eu au moyen âge, un caractère hostile (Croisades), mais ceci est au fond assez secondaire.

Avec l'Inde et la Chine, le monde musulman a été mis en relations par les Turcs convertis à l'Islam.

Du côté de l'Inde, la progressive conquête musulmane est un des faits capitaux de la seconde partie du moyen âge.

Du côté de la Chine, le contact direct, effectif, agissant, a été plus tardif. Il est, en somme, l'effet de la conquête mongole du XIIIe siècle.

L'empire mogol est un événement qui a intéressé directement ou indirectement presque tout l'Ancien Continent. Il a été éphémère. Mais, même après la disparition de Tamerlan (1405), les conséquences de son action se sont fait sentir dans tout le domaine où il avait un moment promené la foudre.

Quant à l'Amérique, il est inutile de dire que son histoire est complètement isolée jusqu'à la découverte européenne (1492).

Tout cela change avec les découvertes portugaises. A partir de ce moment, et de ce moment seulement, il devient légitime de placer l'Europe au centre de l'histoire mondiale, et d'envisager celle-ci d'ensemble. Il n'est plus de coin du monde qui n'ait à tenir compte des navigateurs, des missionnaires, puis des flottes et des armées de l'Europe.

Mais l'évolution, on s'en doute, ne s'est pas faite d'un coup. Le présent volume n'a d'autre objet que d'indiquer comment les diverses histoires que nous avons suivies séparément jusqu'ici, histoire du monde musulman, histoire de l'Amérique, histoire de l'Inde et de la Chine, histoire du monde russo-tartare, viennent se mêler de plus en plus intimement à l'histoire européenne.

Il faut distinguer ces divers domaines.

1° L'empire turc a renouvelé sous une autre forme le conflit des Croisades. Son action domine désormais les rapports de l'Europe avec ces pays du Levant d'où lui est venue la civilisation.

2° L'Amérique va être pendant trois siècles une simple annexe de l'Europe.

3° Il en est autrement du domaine de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique. Là, les destinées de l'Inde et de la Chine se développeront encore pendant plusieurs générations indépendamment de l'action européenne, avec laquelle elles doivent pourtant compter. Cette situation ne prendra fin pour l'Inde qu'avec Dupleix et Clive (bataille de Plassey 1757), pour la Chine qu'avec la guerre de l'opium.

4° Il est un autre domaine qui n'est pas encore européen : le monde slave-tartare. Tous les historiens européens ont senti que ce domaine n'entre vraiment dans l'histoire européenne qu'après Pierre le Grand, avec les tzarines du XVIIIe siècle.

C'est cette histoire externe de l'Europe que nous voudrions exquisser ici, laissant à des collaborateurs plus compétents le soin d'en creuser le détail. Quant à l'histoire interne, il était indispensable de rappeler en quelques mots les répercussions que l'histoire externe a eues sur elle. Il nous a paru que ces quelques mots se plaçaient bien entre l'histoire des domaines avec lesquels les rapports de l'Europe ont été surtout maritimes (Méditerranée, Atlantique, Océan Indien) et l'histoire du domaine avec lequel le contact est exclusivement continental (Russie). La géographie indiquait cette place : nous l'avons gardée.

Suivant ce plan, nous essaierons de marquer les principales étapes de l'histoire de l'Europe moderne : étape hispano-portugaise (1580), étape hollandaise (1660), étape française (1730), enfin établissement de la prépondérance anglaise (1770).

L'évolution est à peu près achevée vers 1770. Il serait logique, en ce qui concerne l'Afrique noire et le monde jaune, de la suivre jusqu'au milieu du XIXe siècle, jusqu'aux découvertes de Livingstone et à la guerre de l'opium. Mais la constitution de l'empire anglo-indien fait une coupure si nette, des faits comme la découverte de l'intérieur africain ou l'ouverture du monde jaune (sans parler de la sécession des socétés américaines) s'y rattachent si directement qu'on m'excusera d'avoir arrêté là mon exposé.

Au reste, les volumes suivants, où les faits seront exposés du point de vue spécifiquement européen, apporteront ou ont déjà apporté tous les compléments nécessaires.

POLITIQUE MONDIALE (1492-1757)

I

Le monde vers 1520

Vers 1520, l'Europe porte encore fortement la marque de l'unité chrétienne médiévale. Un seul pouvoir spirituel est encore reconnu partout. Les méthodes d'éducation et d'enseignement sont les mêmes du Portugal à la Pologne, et de Naples à la Suède. Le latin est la langue commune de tous les intellectuels. Des hommes comme l'humaniste flamand Erasme, ou le savant polonais Copernic, sont lus et suivis par tout Européen cultivé. Bien que le latin soit destiné à disparaître lentement comme langue vivante, sous les efforts bien intentionnés mais fâcheux des puristes cicéroniens de la Renaissance, des vestiges de l'unité seront toujours maintenus par divers expédients.

Mais déjà « la cognée est à la racine de l'arbre ». Partout existent des Etats qui aspirent à la souveraineté complète, au dehors comme au dedans. Au dehors, ce sont les guerres d'équilibre qui commencent. Au dedans, la monarchie absolue tend à devenir la forme de gouvernement normale. Le Florentin Machiavel vient d'exposer la théorie du Prince que la raison d'Etat affranchit des règles de la morale ordinaire. Dans l'Occident européen, les Etats sont

déjà des nations : Espagne, France, Angleterre. En Italie et en Allemagne, des pouvoirs locaux, sans avoir la même base nationale, sont des puissances comparables à celles-ci.

D'autre part, la voix de Martin Luther vient de retentir, et la contagion de la révolte religieuse va se propager avec une rapidité foudroyante. Dans la moitié des Etats européens, la Réforme va supprimer toute reconnaissance d'un pouvoir spirituel unique, ressusciter le césaropapisme. Même dans les Etats qui resteront catholiques, la fidélité au Saint-Siège devra être payée, et payée cher.

Aussi, tandis que, pour l'histoire du moyen-âge, les questions paneuropéennes, et avant tout la croisade sont au premier plan, l'historien de l'époque moderne s'attache d'abord aux questions intraeuropéennes : conflits d'équilibre, Réforme, Révolution.

Pourtant les rapports de l'Europe avec la non-Europe, en changeant complètement d'aspect, ne perdent rien de leur importance. Leur action, ouverte ou occulte, directe ou indirecte, positive ou négative, continue à se faire sentir sur tous les événements internes de l'histoire européenne. Il importe de les préciser, et nous les avons classés sous diverses rubriques. Ce sont :

La question turque;
La question américaine;
La question des Indes orientales;
La question russe.

C'est sur ces questions que nous concentrerons ici l'attention. Encore une fois, les volumes suivants remettront à leur vraie place les questions intraeuropéennes.

I. La question turque.

En 1453, les Turcs ont tué le dernier empereur romain et fait de Constantinople leur capitale. Les guerres de Mahomet II (1451-1481) ont considérablement élargi la base de leur pouvoir européen. Ni la Grèce, ni l'Albanie, ni les principautés roumaines n'ont pu échapper au joug. Belgrade s'est affirmée provisoirement comme le dernier rempart de l'Europe chrétienne sur la grande voie transversale du Danube.

Sous Bajazet II (1481-1512), il semble que les Turcs vont s'arrêter, prendre l'allure de *beati possidentes*. Mais la marche en avant reprend avec Sélim le Féroce (1512-1520). Cette fois, il s'agit des adversaires d'Asie, de la simplification du monde musulman. Jusque-là les Ottomans ne tenaient que l'Anatolie. Maintenant, après la bataille de Tchaldiran contre les Persans (1514), ils s'installent dans le bassin de l'Euphrate et du Tigre. Puis, vainqueurs des Mameluks (1517), ils conquièrent la Syrie et l'Egypte.

La vulgate historique, sur la transmission de pouvoirs qui aurait suivi la conquête de l'Egypte par Sélim (1517), dérive d'un passage de l'historien d'Ohsson, sans cesse répété depuis plus d'un siècle : « La maison ottomane n'a pas l'avantage d'être du même sang (du sang des Koréichites, tribu du Prophète), comme l'exige la loi canonique, pour avoir droit à l'imamat. Cependant, selon l'opinion unanime des juristes modernes, ce droit est acquis aux sultans ottomans par la renonciation formelle qu'en fit, l'an 923 de l'hégire (1517), en faveur de cette maison souveraine dans la personne de Sélim I, Mohammed XII Abu-Djaffar, dit Mutawwakil al'Allah. C'est le dernier des khalifes abbassides, dont le sacerdoce fut détruit du même coup qui renversa la puissance des Mamelouks circassiens d'Egypte. Sélim I reçut encore

dans la même année les hommages du schérif de la Mecque, Mohammed-ab'ul-Berekae, qui lui fit présenter dans un plat d'argent les clefs de la Kaaba par Abu-Numy son fils. Cette cession pleine et entière des droits de l'imamat, faite d'un côté par un khalife abbasside, et de l'autre par un schérif de La Mecque, tous deux descendants des Koreichs, l'un par la branche de Haschim, l'autre par celle d'Ali, supplée, dans les sultans ottomans, au défaut de la naissance ou de l'extraction qu'exige la Loi pour exercer d'une manière légitime les fonctions du sacerdoce. »

Au cours des discussions soulevées récemment par la disparition du sultanat ottoman, l'assertion de d'Ohsson a été convaincue d'erreur.

Dans les premiers temps de l'hégire, il n'y eut qu'un khalife, « successeur » du Prophète. Le khalifat était encore unique lorsqu'il passa aux Abbassides. Par la suite, le démembrement de l'empire arabe fit surgir d'autres khalifats, mais la prééminence de l'Abbasside fut reconnue en général par les musulmans sunnites, même quand il fut devenu un mannequin aux mains des Seldjoukides. Le sac de Bagdad par les Mongols (1258), et le meurtre du khalife abbasside, soulevèrent une émotion intense dans le monde de l'Islam.

Aussi les sultans mameluks jugèrent-ils politique d'hospitaliser le descendant des Abbassides, et de le tenir en chartre privée. Au XIVe, au XVe siècles, de puissants princes musulmans, même des sultans ottomans, ne dédaignèrent pas de demander des diplômes d'investiture à ce personnage déchu, tout en n'hésitant pas, à l'occasion, à se parer eux-mêmes du titre de khalifes.

Lorsque Sélim devint maître de l'Egypte (1517), il y trouva le représentant de la dynastie abbasside.

Il le traita avec égards, mais rien n'indique qu'il ait daigné lui demander une investiture quelconque. Tous les documents indiquent même le contraire.

Toutefois, il se passa alors deux faits qui ont pu donner naissance à la légende :

1° L'Abbasside détenait des reliques particulièrement vénérées (manteau du Prophète, etc.), qui furent alors transférées à Constantinople.

2° Le sultan ottoman fut reconnu par les autorités traditionnelles de La Mecque et de Médine comme protecteur des villes saintes, d'abord parce qu'il devenait maître de l'Egypte d'où dépendait leur approvisionnement, ensuite parce que l'apparition de Portugais dans l'Océan Indien rendait nécessaire une défense efficace du berceau de l'Islam.

Il résulta de ces faits un grand prestige religieux pour le sultan. Néanmoins, l'essentiel était le fait qu'il avait pris Stamboul, la ville impériale, et recueilli l'héritage de « Roum », de l'empire romain. C'est sous cet aspect que l'aperçoivent d'abord les souverains musulmans qui le flattent, le Grand Mogol, même les sultans lointains des îles de la Sonde.

Quand à lui reconnaître une autorité quelconque sur eux, ils n'y songeaient pas. L'idée qu'il y eût un khalife unique, chef spirituel de tout l'Islam, eût paru hétérodoxe à un musulman correct. Le khalife n'avait jamais été qu'un prince temporel, régnant conformément à la foi et à la loi. Et, pour jouir parmi les successeurs du Prophète de la prééminence qui avait été reconnue à l'Abbasside, il manquait aux sultans, aux yeux des fidèles, la qualité essentielle de membre de la tribu koreischite, de la tribu de Mahomet.

La théorie indiquée par d'Ohsson ne commença à poindre que quand le sultan eut traité avec des

princes chrétiens revendiquant un droit précis de protection sur les chrétiens qui vivaient sous ses lois. Il parut naturel alors qu'il demandât une certaine réciprocité vis-à-vis des musulmans soumis à des autorités chrétiennes. Le développement ultérieur de ces prétentions appartient à l'histoire politique du XIXe siècle.

Revenons en 1517. La victoire de Sélim est un fait de grande portée. Les aventuriers hardis qui, en ce moment, fondent à Tripoli, à Tunis, à Alger, de redoutables États corsaires, reconnaissent le sultan ottoman comme leur maître légitime. A l'autre aile de l'armée turque, les khans tartares de Crimée, que la dislocation de l'empire de la Horde d'or et l'affranchissement de la Moscovie menacent d'isolement, font de même. Et même les souverains musulmans qui gardent leur indépendance politique ne peuvent se dérober au prestige religieux du maître de Constantinople.

Dans cette catégorie se range d'abord le sultan du Maroc, de la dynastie des Chérifs saadiens. Son autorité n'est pas confinée au Maroc. Au moyen-âge, des liens étroits ont existé entre Fez et Marrakech, d'une part, et d'autre part le Soudan occidental, Tombouktou et Gao : les sultans du Maroc sont loin d'avoir renoncé à affirmer ces liens. Comme eux, les khans gengiskhanides de Russie et de Sibérie, les khans timourides de l'Asie centrale, les souverains musulmans de l'Inde, envoient des ambassades flatteuses à Stamboul.

Une exception importante : la Perse.

La Perse a souffert abominablement des ravages des Mongols. Encore au XVe siècle, elle a été déchirée par les rivalités de hordes turcomanes. Mais, vers 1490,

un homme remarquable, Ismaïl-Chah, lui a rendu l'unité et la force. C'est lui qui a tenu tête à Sélim le Féroce, et, bien que vaincu, il lègue à Shah-Tamasp (1522) un empire solide qui va du Tigre à l'Hindoukoush, et de la Caspienne au Golfe Persique. Or, avec cette nouvelle dynastie des Séfévides, la Perse affirme son caractère chiite traditionnel : la dévotion à la mémoire d'Ali dresse une barrière entre elle et les musulmans sunnites qui l'environnent. Entre elle et les Ottomans, en particulier, les haines religieuses sont farouches : un proverbe turc dit que « la mort d'un chiite est plus agréable à Allah que celle de soixante-dix chrétiens ».

Le fond commun des croyances chiites est la théorie de l'*imam*, seul successeur qualifié du Prophète, et qualifié par l'hérédité directe. Le premier imam, après Mahomet, est son gendre Ali, mari de sa fille préférée Fatime. Puis viennent les fils d'Ali, Hassan et surtout Hussein, le martyr de Kerbelah (680). La commémoration de la passion d'Hussein est la grande solennité chiite, Kerbelah le grand lieu de pèlerinage. Par la suite, il arriva naturellement que les chiites choisirent diversement l'imam dans la descendance d'Ali, ce qui donna naissance à des sectes. Mais la secte dominante, et de beaucoup, est celle des *duodécimans* : ils reconnaissent 12 imams depuis Mahomet, le 12ᵉ étant né en 873 et ayant disparu mystérieusement. Depuis lors, on attend sa réapparition, qui fera cesser le règne de l'iniquité et inaugurera l'âge de la justice. A partir d'Ismail-Chah, le souverain séfévide de Perse se considéra comme le *locum tenens* de cet imam. Mais la carence d'un représentant actuel n'est pas un obstacle à la foi dans la réapparition de l'imam pour les millions de chiites répandus en Perse, dans l'Inde et dans l'Iraq.

Ainsi, au moment où s'achève le morcellement de l'Europe occidentale en Etats souverains et rivaux, le front musulman se reconstitue de la Crimée au Maroc, du Danube à l'océan Indien. Il s'en faut de peu que la « Mer blanche », la Méditerranée, n'apparaisse comme un lac ottoman. C'est une menace grave, universellement sentie et redoutée. Dans cette situation, l'hostilité persane apportera à la résistance européenne un appoint non négligeable. Dès l'époque de Tamerlan, on en avait aperçu la valeur : un ambassadeur espagnol avait paru à Samarcande. La tradition se maintiendra, et nous en verrons l'efficacité.

II. La Question américaine.

Au XVe siècle, l'idée de reprendre la Croisade sur de nouvelles bases, de tourner l'Islam, de chercher le contact direct avec les peuples chrétiens ou tout au moins non-musulmans qu'on entrevoyait derrière lui, s'était ancrée dans l'esprit des Européens occidentaux, et, sous l'impulsion énergique du prince Henri, les Portugais avaient pris une large avance dans cette direction. Or, en suivant ces rêves, le Gênois Christophe Colomb, au service des rois catholiques d'Espagne, s'était heurté, le 12 octobre 1492, à l'Amérique. Il apparut peu à peu que l'intérêt immédiat, puis l'intérêt lointain de cette découverte dépassait de beaucoup l'intérêt de celles qu'on avait cherchées.

La constatation ne fut pas instantanée, il s'en faut. Colomb, en naviguant dans la mer des Antilles, croyait toujours être en présence d'îles riveraines du continent asiatique. Les indigènes de terres nouvelles étaient pour lui des « Indiens », et l'appella-

tion s'est maintenue dans le langage courant. Il mourut en 1506 sans être encore complètement désabusé.

C'est en 1513 que Balboa, ayant franchi l'isthme de Panama, salua sur la côte opposée à l'Europe une mer nouvelle, la mer du Sud, pour laquelle devait prévaloir plus tard le nom encourageant d'Océan Pacifique.

Quelques années après (1519-1521), un Portugais au service de l'Espagne, Magellan, après avoir longé la côte atlantique de l'Amérique du Sud, et franchi le détroit qui garda son nom, traversait la mer du Sud et venait tomber aux Philippines. Son lieutenant Del Cano acheva le premier tour du monde, et révéla ainsi à l'Europe quelles immenses solitudes marines isolaient l'Amérique de l'Asie.

Dès lors s'imposa à tous les esprits l'idée d'un grand continent, d'un « nouveau monde », où l'Européen ne rencontrait aucun des concurrents qu'il était habitué à connaître et à redouter jusqu'alors.

Déjà s'étaient posés de toutes parts les problèmes relatifs à l'exploitation de la nouvelle découverte. Elle était l'œuvre d'un Italien, mais d'un Italien agissant pour la couronne d'Espagne. Cependant les Portugais n'étaient pas disposés à laisser oublier leurs droits de priorité : ils avaient été sans contredit les initiateurs. Le Pape Alexandre VI Borgia, invoqué comme arbitre dès 1493, traça la « ligne de marcation » à 1.000 lieues à l'ouest de l'Europe, laissant les terres plus orientales au Portugal, attribuant les autres à l'Espagne. C'est ainsi que le Brésil, où l'alizé conduisit le Portugais Cabral dès 1500, devint portugais. Plus tard, après le voyage de Magellan, le pape Adrien VI dut tracer une « ligne de démarcation » correspondante à la première dans l'autre hémisphère. En tout cas, les titres des deux Etats ibériques se

trouvèrent apostillés par une autorité qui était encore à peu près reconnue dans toute l'Europe.

Portugais et Espagnols étaient des Européens du sud, de race méditerranéenne et de religion catholique. L'hérédité ethnique les faisait moins désarmés que d'autres Européens en présence d'un climat non tempéré. L'éducation religieuse les disposait à regarder le signe du baptême comme levant l'obstacle qui s'opposait au mélange des races.

Malgré tout, ils se trouvaient déjà dans les Antilles en présence d'un climat tropical, de maladies inconnues, le tout aggravé par les difficultés de communications et de ravitaillement. Dès les premières années de la colonisation, les pertes atteignirent, toutes proportions gardées, les dimensions de véritables hécatombes. Il était visible que, si les Européens pouvaient fournir des cadres, ils ne se prêteraient que dans une mesure restreinte à l'accomplissement de la besogne matérielle. Quand, dans l'Amérique continentale, ils abordèrent la nature équatoriale, ce fut pis encore.

Les Indiens qu'on rencontra n'étaient pas tous, à beaucoup près, des gens pacifiques : dans la mer des Antilles, les Caraïbes, par exemple, avaient la réputation de féroces pirates. Mais toutes ces populations étaient privées d'organisation politique cohérente. Elles ne connaissaient par le cheval, les armes à feu. Elles étaient, en somme, sans défense. L'exploitation à outrance de la main-d'œuvre indigène commença aussitôt.

Or, les Indiens étaient, d'après les idées européennes, paresseux, aussi peu entraînés que possible à une exploitation quelque peu intensive des ressources de leur sol. *A fortiori* étaient-ils inadaptés au travail des mines, que les envahisseurs, surexcités par les récits qui couraient sur l'or d'Amérique, voulurent leur imposer. Très vite, les hécatombes

d'Indiens dépassèrent les hécatombes d'Européens, et révoltèrent les sensibilités. Déjà les scrupules de la reine Isabelle, morte en 1504, s'étaient éveillés. Quelques années plus tard, les protestations éloquentes du missionnaire Las Casas contre la « destruction des Indiens » retentissaient aux oreilles du cardinal Ximenès, régent d'Espagne.

Il fallait trouver autre chose.

Or, pendant que Colomb découvrait l'Amérique, les sujets du roi de Portugal, Jean II, continuaient le long des côtes d'Afrique, les explorations lancées par le prince Henri. Dès 1486, le cap des Tempêtes était doublé, et devenait le cap de « Bonne-Espérance ». En 1498, Vasco de Gama abordait dans l'Inde. Dès lors, de Lisbonne à Goa, commencèrent à se multiplier, sur toutes les côtes d'Afrique, les escales portugaises, embryons de futures colonies.

En Afrique, les Portugais rencontraient partout des nègres, gens que leurs prédécesseurs, les marchands maures et musulmans, les avaient habitués à considérer comme du bétail humain. Le contact direct n'était pas fait pour atténuer cette impression. Dans le Soudan, l'introduction de l'Islam avait amené, dès le moyen-âge, la création d'empires relativement organisés. Mais, plus au sud, dans l'Afrique équatoriale et australe, c'était partout l'anarchie primitive, les guerres féroces de tribus à tribus, le cannibalisme, la traite. Les commerçants portugais n'avaient qu'à attendre, dans leurs ports, la marchandise humaine que les conquérants de l'intérieur leur déversaient libéralement en échange de la pacotille européenne.

L'idée devait venir d'utiliser cette main-d'œuvre à bon marché dans les colonies naissantes d'outre-Atlantique. Par un jeu ironique de la destinée, les déclamations bien intentionnées de Las Casas contribuèrent à lui faire prendre corps. Les Portugais

commencèrent à transporter des esclaves noirs au Brésil, puis aux Antilles. Ils ne devaient pas garder longtemps le monopole de ce trafic. Les Espagnols suivirent, puis les autres nations européennes.

Les nègres se montrèrent plus résistants que les Européens et même que les Indiens au travail tel qu'il se présentait dans l'Amérique tropicale. Ils étaient prolifiques. Puisés dans les races les plus diverses, complètement déracinés, ils se montraient plus incapables encore que dans leurs pays d'origine de cohésion et d'initiative. Ils devinrent l'instrument indispensable de l'exploitation du sol américain. Pour tranquilliser les consciences, le bienfait de la conversion parut une compensation suffisante de la perte de la liberté.

Par suite de l'importance primordiale que prit la traite dans le commerce africain, toute la partie occidentale de l'Afrique, avec les populations mélangées du Sénégal et du golfe de Guinée, les peuples bantous de la région congolaise, les Cafres de l'Afrique australe, allait devenir pour trois cents ans un appendice de l'Amérique en voie d'européanisation.

Restait à savoir comment les sociétés indigènes de l'intérieur réagiraient en présence de la conquête incipiente. Les côtes seules étaient déjà reconnues, mais déjà l'on parlait d'empires organisés, pourvus de ressources militaires, qui existaient sur les hauts plateaux, loin des miasmes de la côte et des chaleurs accablantes des plaines. Si ces empires se montraient capables de forcer l'envahisseur à transiger avec eux, la portée de la nouvelle découverte, par rapport à celles qui se poursuivaient dans l'ancien continent, devait rester limitée. Au cas contraire, l'Amérique devait être une « Nouvelle-Europe », une « Grande-Europe », et la position de l'humble péninsule asiatique qu'était la Petite-Europe devait se trouver, par la possession de cette annexe colossale, radicalement changée dans le monde.

III. La question des Indes Orientales.

La découverte de l'Amérique, nous l'avons dit, n'avait pas distrait les Portugais de leur effort pour atteindre par le Sud les pays d'Extrême-Orient, le Cathay et Cipangu. Quelques années après que Christophe Colomb eut touché aux Antilles, Vasco de Gama abordait dans l'Inde (1498) et fondait sur la côte du Malabar le premier établissement portugais. Le second vice-roi, Alphonse d'Albuquerque (1509-1515), avait envisagé la création d'un empire politique : il avait déployé l'étendard portugais dans la mer Rouge, à Ormuz, à Malacca. Lorsqu'à la suite de Magellan les Espagnols arrivèrent par l'Ouest aux Moluques, ils y trouvèrent déjà leurs rivaux installés, et il fallut l'intervention du pape pour régler tant bien que mal le conflit (1526).

Pendant un siècle, les Portugais allaient conserver le monopole que leur assurait leur priorité; ils allaient être les seuls intermédiaires entre l'Europe occidentale et les pays des épices, et tirer de là des bénéfices matériels appréciables.

Le monde où ils s'étaient introduits ne les avait pas attendus pour connaître une navigation relativement développée. Entre l'Afrique et l'Inde, le phénomène de la mousson était connu et exploité dès l'antiquité. Il suffit de lire le poème de Camoëns pour constater que le marchand musulman, — celui que les Portugais, habitués à connaître l'Islam sous son aspect marocain, appelaient le « Maure », — était un personnage familier dans les ports de l'océan Indien occidental. Plus loin, dans les îles de la Sonde, les Malais étaient une autre race de navigateurs, qui au moyen-âge avait essaimé jusqu'à Madagascar d'une part, jusqu'aux plus lointaines îles polynésiennes de l'autre : les Européens rendirent tout

de suite hommage à leurs qualités de commerçants et de pirates. Hindous et Chinois n'étaient pas restés étrangers à ce mouvement maritime. Des rois du Dekkan, au xe siècle, avaient disposé de flottes puissantes. Au xve siècle, un empereur chinois avait envoyé une escadre jusqu'à Sumatra. Néanmoins, chez les Hindous comme les jaunes, le caractère terrien dominait. Même les populations de l'archipel japonais avaient dédaigné le Pacifique, ignoré l'Amérique.

En tout cas, la présence de quelques navigateurs de plus ne pouvait amener un bouleversement dans les habitudes des peuples riverains de la mer : L'arrivée des Portugais ne fait pas époque dans les récits des historiens orientaux. Les indigènes s'amusèrent parfois des nouveaux venus, de leurs longs nez, de leurs moustaches effilées, de leurs hauts-de-chausses bouffants. Ils ne songèrent pas à dresser une barrière devant leurs entreprises économiques.

Il en va autrement des rêves d'hégémonie politique caressés par le nouvel Alexandre que rêvait d'être Albuquerque. Pour comprendre combien ils étaient prématurés, il faut passer en revue les diverses sociétés que rencontraient les Portugais sur la longue route qui les menait du cap de Bonne-Espérance à la ligne de démarcation.

Sur la côte orientale de l'Afrique, les conditions, il est vrai, étaient les mêmes que sur la côte occidentale. Ce n'était qu'anarchie, domaine de « Cafres », d'infidèles, que les marchands arabes, avant les Européens, considéraient comme marchandise humaine. Mais, plus au Nord, on trouvait un royaume chrétien, l'Abyssinie. Convertie au temps où les empereurs romains étaient maîtres de l'Egypte, puis coupée de la chrétienté par la conquête arabe, l'Abyssinie avait gardé, dans ses montagnes, son chritianisme de rit copte. Au temps des Croisades, des tentatives

de rapprochement avaient été esquissées. La légende du « Prêtre Jean », du grand souverain chrétien isolé sur les derrières du monde musulman, s'était fixée, tantôt sur les princes nestoriens de l'Asie centrale, tantôt sur le négus abyssin. Albuquerque chercha le contact avec ce coreligionnaire lointain, lui proposa, pour ruiner les Mameluks, de détourner le Nil vers la mer Rouge ! Mais l'Abyssinie traversait alors une des crises de faiblesse qui sont plus fréquentes dans son histoire que les périodes de force : le mercenaire abyssin était répandu jusque dans l'Inde.

L'Arabie renfermait les villes saintes de l'Islam, proie tentante pour des hommes encore pleins de l'esprit de la Croisade. Le principal résultat de la victoire de Sélim sur les Mameluks (1517) fut de les mettre sous la protection du sultan ottoman. Celui-ci n'oublia pas les velléités qu'avait eues Albuquerque de profaner le tombeau du Prophète. Des escadres turques allèrent soutenir les petits princes indiens qui combattaient les Portugais.

Quand Albuquerque s'installait à Ormuz, sur la côte perse, il songeait à utiliser l'antagonisme religieux qui s'annonçait entre la Turquie sunnite et la Perse chiite. Mais, là aussi, Ismaïl-Chah venait de créer une monarchie solide, la première monarchie nationale que l'Iran eût connue depuis les Sassanides. Il ne pouvait être question de la violenter.

Les circonstances se présentaient, au premier abord, plus favorables dans la péninsule indienne.

Des conquérants turcs ou afghans avaient importé l'Islam dans la vallée de l'Indus dès l'an 1000, dans la vallée du Gange vers 1200, puis jusqu'au fond du Dekkan vers 1310. Un empire musulman comprenant toute l'immense péninsule s'annonçait ainsi, au XIVe siècle, sous la direction des Tughluqs de Delhi. Les campagnes de Tamerlan, de même qu'elles avaient affaibli la résistance musulmane en Russie, portèrent

un coup sensible à l'hégémonie musulmane dans l'Inde (1398). Au XVe siècle, Bahlol reconstitua à Delhi un embryon d'empire qui végéta sous les souverains Lodi, mais ne put rallier ni le Bengale, ni les Rajpoutes du nord-ouest, ni les princes bahmanides du nord du Dekkan. Encore s'agissait-il, dans tous ces pays, d'Etats plus ou moins islamisés. Mais tout le sud du Dekkan passa aux princes purement hindous de Vijayanagar, sur la splendeur desquels les récits des voyageurs musulmans ou chrétiens ne tarissaient pas. Ceylan était coupée en deux.

C'était sur les terres d'un vassal de Vijayanagar qu'avait débarqué Vasco de Gama. Puis, Albuquerque avait fixé la capitale des établissements portugais à Goa, aux confins du domaine de Vijayanagar et des principautés bahmanides. Tout naturellement, les Portugais tendaient à s'appuyer sur l'élément hindou dans leurs conflits avec les princes « maures ». Ils trouvaient à Vijayanagar des choses étranges : une idolâtrie exubérante, la métaphysique des Brahmanes, le régime des castes. Mais enfin ce n'était pas l'adversaire traditionnel : l'Islam.

Or, en ce moment même, une nouvelle révolution, grosse de conséquences, se préparait au nord-ouest de l'Inde.

Après la mort de Tamerlan (1405), des princes timourides, avaient, pendant deux générations, régné avec éclat à Samarkande. Puis leur pouvoir avait sombré. D'une part, les Ouzbeks avaient reflué de la steppe russo-sibérienne sur la Mésopotamie turcomane, et Cheibani avait fait d'eux une puissance. D'autre part, Ismaïl-Chah rassemblait les forces de la Perse. Sa victoire sur Cheibani, près de Merv, en 1510, fixa pour longtemps la nouvelle frontière de l'Iran et du Touran.

Dans ces luttes s'était trempée l'énergie d'un jeune prince timouride : Baber, né en 1483. Cheibani lui avait

fermé le Nord, Ismaïl-Chah lui fermait l'Ouest. Il se fixa à Kaboul, et jeta les yeux du côté du Sud-Est. Le souvenir de la chevauchée du grand ancêtre vers le Gange hantait son imagination. La tyrannie d'Ibrahim Lodi à Delhi multipliait les mécontents, qui l'appelaient. Il se mit en marche, franchit l'Indus, descendit la vallée de la Djamna, la porte classique des invasions. Le 21 avril 1526, Ibrahim Lodi était vaincu et tué à Panipat. Baber s'installa à Delhi. Il n'avait eu que le temps de tâter le Bengale et les principautés du Nord du Dekkan quand il mourut prématurément en 1530. Mais l'ombre du « Grand Mogol » commença à s'étendre sur la péninsule indienne.

Là aussi s'organisait une vaste domination, beaucoup moins favorable aux entreprises européennes que la poussière d'Etats en présence de laquelle on s'était trouvé d'abord.

Les terres situées au delà du golfe du Bengale, Birmanie, Cambodge, îles de la Sonde, etc., avaient été durant presque tout le moyen-âge un appendice de la civilisation indienne. La religion, l'art, venaient de l'Inde : les monuments d'Angkor et de Borobodour en portent encore témoignage. C'est seulement au XVe siècle que l'Islam s'était infiltré en ces parages. En 1478 avait été fondé à Java un sultanat mulsulman, et l'exemple avait été suivi sur d'autres points de l'archipel malais. D'un autre côté, depuis trois cents ans au moins, la descente des peuples jaunes, Siamois ou Annamites, s'était accentuée en Indochine. Les deux évolutions se poursuivaient lorsque parurent les Portugais.

Ils rencontraient donc là des Etats organisés, plus grands généralement que le Portugal, capables de résistance. Ils biaisèrent vers l'Est, occupèrent les Moluques, en pleine région de sauvages. Un avenir intéressant pouvait s'ouvrir à eux vers le Sud. A des hommes pour qui la géographie de Ptolémée faisait

encore autorité, le grand continent austral imaginé par le savant ancien pouvait sembler alléchant. Ils le dédaignèrent, ne cherchant pas encore des colonies de peuplement.

Ils préférèrent la route du Nord, où les attirait la réputation de la Chine. Deux siècles plus tôt, le Vénitien Marco Polo avait apporté en Europe les premières précisions sur l'empire chinois. Les récits de « Messer Milione » avaient laissé les Européens quelque peu sceptiques. A présent qu'on touchait du doigt la réalité, il n'y avait plus à douter : il y avait là un imposant bloc humain hautement civilisé.

La Chine avait changé depuis Marco Polo. En 1368 elle avait renvoyé dans les déserts et les steppes les dominateurs mongols. Tamerlan étant mort au moment de l'attaquer (1405), le cauchemar occidental s'était dissipé pour elle. Deux grands empereurs, Hong-Wou (1356-1398) et Yong-Lo (1404-1424), avaient même songé à reconstituer la domination des Han et des T'angs. Mais, par la suite, les empereurs Mings s'étaient renfermés dans le rôle pacifique et débonnaire qui a laissé un souvenir si reconnaissant aux Chinois.

Au sud, l'Annam, un instant soumis, s'était affranchi en 1427, et la Chine avait laissé faire.

A l'ouest, il était plus tentant de profiter de la décadence où étaient tombés les Mongols du Gobi, les Mongols orientaux. Un instant, les armées chinoises occupèrent Hami, se rapprochant du bassin du Tarim où régnaient encore des Gengiskhanides, tendant la main aux Timourides de Transoxiane. Mais, à partir du milieu du XVe siècle, les Mongols occidentaux, les Eleuthes, découragèrent les velléités des Mings de ce côté. Ils devaient même passer à l'offensive, et au XVIe siècle, se montrèrent plus d'une fois jusque sous les murs de Pékin.

Le Tibet aussi avait connu jadis la suzeraineté

chinoise, et l'on s'en souvenait dans le monde des lettrés chinois. Or, au début du XVe siècle, un homme remarquable, Tsong Kapa, après avoir mené à bien une réforme dogmatique du bouddhisme, instaura à Lhassa une véritable théocratie. Les Tibétains avaient été guerriers, et les autorités temporelles regimbèrent plus d'une fois contre le joug sacerdotal. Mais les grands Lamas appelèrent à l'aide les Mongols, et triomphèrent au XVIe siècle grâce à leur appui. Le bouddhisme, presque complètement extirpé dans l'Inde, et qui en ce moment même devenait suspect en Chine, concentrait son effort sur le Tibet et la Mongolie, et barrait la route aux Mings de ce côté. Les prétentions chinoises ne devaient se réveiller que sous les empereurs mandchous.

Au nord, le royaume de Corée continuera de graviter dans l'orbite de la Chine. Les steppes de la Mandchourie, qui avaient déversé vers le Midi tant de hordes, étaient momentanément quiescentes. En revanche, la Chine allait rencontrer en Corée la concurrence du Japon. Heureusement pour elle, celui-ci venait d'atteindre le paroxysme du morcellement féodal. Les expéditions qui sortaient de ce milieu, comme celles des Scandinaves au IXe siècle, étaient le fait d'aventuriers isolés. En 1523, certains d'entre eux firent une tentative sur la Corée. D'autres cherchèrent fortune aux Philippines, où les Espagnols allaient les rencontrer. Mais, tant qu'aucune autorité unique et forte ne coordonnait ces velléités d'expansion, la Chine pouvait dormir.

Les Mings ne régnaient donc que sur la Chine propre, la Chine du Hoangko et du Yangtsékiang, les dix-huit provinces. Les Chinois, heureux d'avoir recouvré leur individualité nationale, se livraient en paix, dans tous les domaines, à l'œuvre de la restauration confucénne. C'est alors que la civilisation

chinoise prit l'aspect vieillot que nous sommes habitués à considérer comme essentiel en elle. Mais, dans sa somnolence, le pays était uni, prospère, imposant. Les Portugais furent heureux d'y obtenir (et seulement en 1547) la factorerie de Macao.

Par une curieuse coïncidence, le siècle qui avait suivi la mort du grand Timour (1405-1526) avait vu se passer en Asie un phénomène de simplification politique parallèle à celui qui caractérisait à la même époque l'histoire des pays européens. De grandes monarchies centralisées s'y étaient constituées : empire ottoman, Perse séfévide, Grands Mogols dans l'Inde, Mings en Chine — on pourrait ajouter la Moscovie des Ivans, si celle-ci n'occupait une place à part. Ces monarchies étaient plus grandes que celles de l'Europe, incomparablement plus peuplées, généralement plus riches en ressources naturelles. Même au point de vue militaire, les Orientaux avaient connu et pratiqué avant l'Europe les armes à feu : les artilleurs des sultans ottomans, comme les canonniers de maître Ali Kouli, qui avaient décidé la victoire de Panipat, ne craignaient aucune comparaison avec leurs confrères d'Europe. Ces peuples pouvaient accueillir les trafiquants qui leur apportaient les produits manufacturés et les capitaux de l'Occident : ils étaient de taille à arrêter toute conquête.

Les rêves du grand Albuquerque anticipaient de deux cent cinquante ans les révolutions du massif continent. Le roi Emmanuel le Fortuné (1495-1521) faisait sagement de se borner à encaisser le produit des épices

IV. Contre-coups sur l'Europe

Il faut dire un mot des conséquences qu'entraînaient tous ces événements extraeuropéens pour l'histoire interne de l'Europe : nous supposons connus, encore une fois, les faits principaux de cette histoire.

Au xve siècle l'Europe avait vu presque partout les Etats se constituer fortement. L'individu européen avait pris l'habitude de vivre dans le cadre de l'Etat, et c'est du point de vue de l'Etat qu'allaient être envisagés les grands événements mondiaux. Les Croisades avaient été l'œuvre d'hommes venus de tous les points de l'Europe, les colonies chrétiennes d'Orient n'avaient eu d'attaches avec aucun pays particulier. Il ne pouvait plus en être de même. Ce sont les réactions particulières des Etats qu'il faut maintenant passer en revue.

Les Etats italiens faisaient encore, au xve siècle, figure de puissances : avant tous, les républiques maritimes de Gênes et de Venise, de par leur situation privilégiée dans le Levant. Ces Etats furent atteints directement par les événements nouveaux. La conquête turque mit toutes les routes du commerce levantin aux mains d'un maître qui n'était pour le moment enclin ni à la bienveillance ni à l'humilité. Les découvertes portugaises reléguaient au second plan une région qui n'avait pas de contact avec l'Océan. Venise le sentit si bien que, vers 1500, alors que les Mameluks tenaient encore l'Egypte, elle organisa une coalition contre les nouveaux exploiteurs de l'océan Indien, pour défendre le monopole traditionnel de la route d'Alexandrie. Vain effort : la situation devait rester la même pour tout Etat italien jusqu'à l'ouverture de la route maritime de Suez. Ce ne sont pas des événements mondiaux qui ont

abaissé les Etats italiens de la Renaissance : c'est leur petitesse qui, à partir de 1494, fit d'eux la proie de l'Autriche, de la France et de l'Espagne. Mais les événements mondiaux leur ont été de tous points défavorables. Venise n'a sauvé le reste de sa grandeur que par des prodiges de souplesse.

Les Habsbourg du xve siècle avaient fait de leurs domaines héréditaires d'Autriche un Etat comparable aux grandes nations occidentales. Ils avaient renoncé définitivement (1499) à toute autorité sur les cantons suisses. En revanche, un mariage leur avait donné la Franche-Comté et les Pays-Bas, où ils avaient hérité des ducs bourguignons une administration déjà moderne et, aux Pays-Bas, un régime municipal et économique florissant. Un autre jeu matrimonial leur assura, en 1515, la présomption des couronnes de Bohême et de Hongrie. Il allait faire d'eux les voisins immédiats de l'empire turc, et, dès lors, la mission essentielle des maîtres de Vienne était fixée : barrer la voie de pénétration du Danube au dynamisme ottoman, alors en plein élan.

Depuis 1438, les électeurs allemands avaient pris l'habitude de donner à un Habsbourg la couronne impériale. La prééminence qu'elle conférait était assez illusoire. L'Allemagne était en réalité un complexe de princes et de républiques à peu près souverains. Maximilien (1493-1519) avait esayé de lui donner quelque consistance, mais, à partir de 1517, la Réforme vint fortifier le particularisme germanique de tout l'appoint des passions religieuses. La lourdeur du corps germanique qu'avaient à traîner les défenseurs de Vienne n'échappait pas aux Ottomans, et excita plus d'une fois leur verve caustique.

L'Espagne était née en 1479 de l'union définitive de l'Aragon et de la Castille. Dès 1492, elle se complétait par la prise de Grenade. L'événement avait re-

tenti très douloureusement parmi les musulmans de l'Afrique du Nord, jetant une grande partie d'entre eux dans les bras du Turc. D'autre part, l'Aragon était uni depuis longtemps déjà à la Sardaigne et à la Sicile par des liens qui allaient mettre ses maîtres, sur la Méditerranée, en présence de la puissance ottomane. Et le coup de fortune du 12 octobre 1492 assurait à la Castille la priorité en Amérique. L'Espagne en naissant se trouvait donc, de tous les Etats européens, le plus fortement engagé dans tous les problèmes mondiaux.

Il est vrai que le Portugal avait échappé à l'unité ibérique. Un instant, il avait pu sembler que celle-ci se ferait autrement : Portugal et Castille, l'Aragon restant à l'écart. La journée de Toro (1476) en avait décidé d'autre façon, et c'était le Portugal qui s'était trouvé confiné sur l'Océan, tout entier livré à sa tâche océanique. On a vu que les conflits qui s'étaient élevés entre les deux couronnes avaient été résolus pacifiquement par l'autorité du Saint-Siège. En 1526, le mariage de Charles d'Espagne avec Eléonore de Portugal acheva de dissiper les nuages.

L'événement capital des dernières années du xve siècle fut le rapprochement de l'Espagne et de l'Autriche. Lorsqu'en 1494 le roi de France envahit l'Italie, l'Autrichien se ressouvint des prétentions, depuis quelque temps périmées, que sa qualité d'Empereur lui conférait sur la péninsule, et l'Aragonais de ses droits sur les Deux-Siciles. Cet antagonisme commun se traduisit par le mariage d'où naquit Charles-Quint (1500). Un concours de morts prématurées concentra sur sa tête la possession des domaines autrichiens et espagnols, et les électeurs allemands, en le nommant Empereur (1519), donnèrent une consécration encore appréciable à sa position unique en Europe. Pour quarante ans, toutes les besognes mondiales qui in-

combaient à l'Autriche et à l'Espagne allaient être confiées à l'impulsion d'un seul homme; pour un siècle et demi, à celle d'une famille consciente de sa solidarité.

La monarchie française était la plus directement menacée par cette puissance. Lorsque Charles VIII avait passé les Alpes (1494), il suivait en somme une pente que traçait un long passé méditerranéen. La France pouvait régner à Milan et à Naples tout aussi bien que fit plus tard l'Espagne, et les Italiens ne s'en seraient pas trouvés plus mal. Par delà l'Italie, elle aurait assumé la tâche de la lutte contre l'infidèle, et ses rois y étaient préparés. La réunion dans la même main des Etats autrichiens, bourguignons et espagnols lui rappela le délabrement congénital de sa frontière du nord-est : finalement Henri II sacrifia toutes les ambitions italiennes pour gagner les Trois-Evêchés et Calais. Quant aux ambitions que permettait la large situation océanique de la France, elles se concentrèrent d'abord modestement sur le Canada, où l'on était sûr de ne pas heurter la puissance espagnole.

Encerclée par le Habsbourg, ramenée à la défensive, la France aurait pu trouver appui en Angleterre. Mais il ne s'était guère écoulé plus d'un demi-siècle depuis la guerre de Cent ans. Les rois anglais inscrivaient toujours dans leur protocole le titre de « rois de France », ils tenaient toujours Calais. Tout cela orientait leurs regrets et leurs convoitises, quelque peu surannées, contre la France, et beaucoup de leurs sujets étaient prêts à les suivre. Leurs ambitions océaniques ne s'étaient pas encore éveillées.

La France était donc amenée à chercher des auxiliaires sur les derrières de l'ennemi. Elle n'hésitera pas à tendre la main au Grand-Turc. Il y avait des amitiés chrétiennes plus indiquées.

Les États scandinaves, depuis le temps lointain des Wikings, semblaient avoir oublié leur passé maritime. Ils avaient vécu au moyen-âge repliés sur eux-mêmes, conclu entre eux en 1397 l'union de Calmar. Economiquement, ils étaient tombés dans la dépendance de la Hanse : il y eut des moments où la moitié de la municipalité de Stockholm fut composée d'Allemands. Vers 1520, la question qui se débattait était celle de la séparation du Danemark-Norwège et de la Suède. Charles-Quint et la Hanse y intervinrent, et provoquèrent les premières alliances entre Scandinaves et Français. Mais il n'existait en Scandinavie aucun sentiment profond contre l'Empire ni contre le germanisme. Il faudra la Réforme, la solidarité protestante, pour engager à fond les Scandinaves dans la politique européenne.

Un autre allié possible de la France était la Pologne. Au XVe siècle, les rois polonais avaient conquis l'accès de la Baltique sur l'Ordre teutonique, à un moment où rien encore ne faisait prévoir la réunion du Brandebourg et de la Prusse ducale dans la main des Hohenzollern. D'autre part, les Jagellons avaient des visées traditionnelles sur la Bohême et la Hongrie, lesquelles les mettaient en conflit avec les Habsbourg. Mais Maximilien régla la question par deux mariages qui scellèrent la réconciliation des dynasties; déjà la Pologne, depuis la soumission des principautés roumaines au sultan, était voisine des Turcs, et le Polonais n'était pas inaccessible au sentiment de la solidarité chrétienne.

Enfin, unie depuis 1386 à la Lithuanie, la Pologne avait pour voisin de l'Est le Moscovite, et nous verrons que les rapports avec le monde russo-tartare prenaient en ce moment un nouvel aspect.

Voilà comment se présentait la situation de l'Europe, avant même que les conflits religieux ne vinssent encore la compliquer.

Il en résulte que les Etats européens qui, de force ou de gré, seront le plus engagés dans les problèmes mondiaux ne pourront jamais perdre de vue les querelles de voisinage du continent, sur péril de la vie. Une grande partie des forces qui pourraient contribuer à assurer l'hégémonie européenne seront ainsi distraites et retenues ailleurs. Quelques précisions statistiques seraient ici nécessaires : malheureusement, sur ce point, nous sommes forcés de nous en tenir aux grands lignes.

On peut évaluer à 60 ou 70 millions la population de l'Europe au début du XVIe siècle. En face d'elle, le monde musulman, empire turc, Afrique musulmane, Perse, est presque du même ordre de grandeur. En Amérique, d'après les évaluations les moins sujettes à caution, les *conquistadores* se trouveront en présence d'une cinquantaine de millions d'indigènes. Dans les domaines explorés par les Portugais, toute estimation sûre fait parfois défaut : on ne peut guère descendre au-dessous de 100 millions pour la population de l'Inde, ni au-dessous de 200 millions pour celle de la Chine. Il faudrait encore ajouter le monde russo-tartare, mais nous verrons qu'il reste asez loin de tous les chiffres précédents. On voit ce que représente l'humanité européenne dans le monde d'alors: encore une fois, une fraction seulement de ses ressources est disponible pour l'extérieur.

Prenons l'exemple de l'Espagne, sans contredit la nation dominante de l'Europe au XVIe siècle. On ne peut lui attribuer plus de 10 millions d'habitants au temps des rois catholiques : soit un contingent annuel de 70.000 jeunes hommes environ. C'est avec cette réserve humaine que l'Espagne aura à défendre la chrétienté contre l'assaut turc, à conquérir et coloniser une bonne partie de l'Amérique, en même temps qu'elle luttera en Italie et en Flandre contre la France (plus

peuplée) et par surcroît contre les princes protestants du Nord. En vérité, il suffirait de méditer un instant ces chiffres pour s'épargner quelques déclamations sur les causes de la « décadence » précoce de l'Espagne.

Il est vrai que les succès extraeuropéens procureront non seulement un prestige non négligeable, mais encore un apport de forces parfois important : la rôle que joueront dans la politique de petits Etats comme Venise, le Portugal, plus tard la Hollande, en fait foi. Mais la thalassocratie comporte aussi des compensations pour les puissances sur les domaines desquelles « le Soleil ne se couche pas ». Il faut alors plusieurs jours pour aller d'un bord à l'autre de la Méditerranée, plusieurs semaines pour aller en Amérique, plusieurs mois pour gagner l'Extrême-Orient. Et la longueur de ces communications est aggravée par l'absence complète de droit maritime !

Telles sont les conditions dans lesquelles se présentent les entreprises mondiales pour les Etats européens, à la réserve d'un seul, l'Etat moscovite. Celui-là est si particulier qu'il faut le considérer à part.

V. La question russo-tartare.

Au début du XVe siècle, l'Etat polono-lithuanien était encore aux frontières du monde chrétien. La grande-principauté de Moscou, malgré la victoire passagère de Koulikovo, malgré le coup porté à la Horde d'or par Tamerlan, restait encore vassale des Tartares de la Volga, théoriquement obligée à un tribut. Le règne d'Ivan le Grand (1462-1505) changea la situation. Le tribut fut refusé, le khan tartare

repoussé. La Moscovie devenait une puissance indépendante, et tout de suite envahissante.

Dès le moyen-âge, les principautés russes avaient été séparées de l'Europe par le schisme. Les deux ou trois siècles de domination tartare et musulmane n'avaient pas atténué l'antagonisme religieux. Au XVe siècle, les tentatives de rapprochement faites, sous la pression du Turc, entre Constantinople et Rome, furent repoussées brutalement à Moscou. Quand le tsar Vassili, successeur d'Ivan le Grand, entreprit la lutte contre la Pologne pour la possession de Smolensk (1514), la protection des nobles lithuathuaniens orthodoxes fut un des prétextes allégués. L'empereur Maximilien, après quelques velléités d'alliance avec les schismatiques, recula et se retourna vers la Pologne. Et, quand le tsar fut devenu maître de la république hanséatique de Novgorod, l'antipathie religieuse contribua à dresser contre lui l'Ordre livonien, qui tenait les côtes de la Baltique, de la Prusse ducale à la Finlande suédoise.

N'ayant jamais connu l'organisation catholique médiévale, la Moscovie resta étrangère au mouvement de la Renaissance. Elle allait rester étrangère également à la crise religieuse du XVIe siècle.

Surtout, trois siècles de domination tartare l'avaient habituée à regarder du côté de l'Asie.

L'empire de la Horde d'or, un des quatre grands empires sortis de la conquête de Gengiskhan, avait commencé à s'effriter dès le XIVe siècle. Après l'incursion de Tamerlan (1392), il avait encore connu un souverain redoutable aux chrétiens, Yédighéi. Puis était venu le délabrement définitif. Chaque branche de la famille gengiskhanide avait aspiré, au mépris de tous les droits d'aînesse, à se tailler un domaine indépendant des khans de Saraï, et y était parvenu. Ces divisions avaient assuré l'indé-

pendance de la Moscovie, et encourageaient à présent ses espérances.

Au sud, les khans de Crimée tenaient les côtes de la mer Noire, du Dniester jusqu'aux petits Etats du Caucase (Géorgie, etc.). Ils avaient reconnu la suzeraineté du sultan de Stamboul, et cette protection puissante devait assurer la persistance de leur Etat jusqu'au XVIII[e] siècle.

Dans le bassin de la Volga, deux autres khanats, ceux d'Astrakhan et de Kazan, réunissaient sous la direction tartare nombre d'éléments finnois, et continuaient parfois à pousser leurs courses de pillards jusqu'aux portes de Moscou.

Derrière eux, un autre Gengiskhanide régnait à Sibir, près de Tobolsk, et sa domination s'étendait vaguement jusqu'au lac Baïkal, jusqu'aux lieux d'où le grand ancêtre s'était lancé à la conquête de l'Ancien Continent.

Au temps de Tamerlan, les connexions étaient étroites entre ce monde tartare du Nord et les parents de Samarcande. Elles ne s'étaient pas rompues après sa mort. Nous avons vu qu'un Cheibanide, à la tête de ses Ouzbeks, était parti des bords de l'Oural pour s'installer sur les bords du Syr-Daria et de l'Amou : de lui était issu Cheibani le Grand, l'adversaire d'Ismaïl et de Baber. Au début du XVI[e] siècle s'organisèrent, sous la direction de cette famille, les khanats de Khiva et de Boukhara. Un siècle plus tard, on se rappelait encore, dans ces régions, les parentés septentrionales.

Tamerlan avait été aussi en relations tantôt amicales, tantôt guerrières, avec les Gengiskhanides du bassin du Tarim. De ce côté aussi, les liens subsistaient. Un cousin de Baber, Saïd, fonda (1514) un khanat nouveau en Dzoungarie et en Kachgarie. Et cette enclave musulmane devait se maintenir entre les Mongols et les Tibétains devenus bouddhistes.

Toutefois, sans parler de l'aventure prodigieuse de Baber, ces Gengiskhanides et ces Timourides des deux Turkestans allaient se tourner de plus en plus vers les civilisations de l'Ouest et de l'Est, vers la Perse et vers la Chine. Ils se désintéresseront des cousins du Nord en lutte contre la réaction slave.

C'est un spectacle curieux que la dissolution de ce monde tartare, et qui donne tout leur relief aux personnalités extraordinaires de Gengiskhan et de Tamerlan. Au début du XVIe siècle, toutes les hordes qu'ils avaient soulevés en si formidables ouragans étaient retournées à la poussière ancestrale. Leurs ressources en hommes étaient restreintes. On a fait depuis longtemps justice des armées innombrables de Gengiskhan et de Batou. Il est douteux qu'ils aient jamais rassemblé 100.000 hommes. Il est très certain que l'armée qui, au XIIIe siècle, avait terrifié la chrétienté comptait 25.000 combattants. La densité de population de la Sibérie, au XVIe siècle, ne pouvait être supérieure, ni peut-être égale, à ce qu'elle est aujourd'hui. Dès ce moment, les Tartares étaient en état d'infériorité numérique par rapport aux quelques millions d'hommes que comptait la principauté de Moscou. Celle-ci, depuis la suppression des apanages, avait en outre l'avantage de la concentration monarchique et de l'hérédité régulière. Des perspectives favorables s'ouvraient aux entreprises des tsars.

Mais elles achevèrent de les isoler de l'Europe, pour deux cents ans. La délivrance de la Moscovie n'avait pas retenti en Occident comme la perte de Constantinople ou la reconquête de Grenade. Les conquêtes des Moscovites, qui émurent les Turcs, allaient laisser l'Europe indifférente. Au XVIe siècle, l'Ordre livonien aimera mieux se démembrer et se soumettre à tous les Etats voisins que de transiger avec ces demi-Tartares.

Nous allons suivre l'évolution des diverses questions posées par les grands événements du temps de la Renaissance. Encore une fois, nous ne parlerons que subsidiairement des faits de l'histoire interne de l'Europe, renvoyant sur ces points aux volumes suivants. Mais ces faits nous fourniront les points de repère. Nous nous arrêterons à quatre étapes principales :

Vers 1598, après la mort de Philippe II;

Vers 1659, après les traités de Westphalie et des Pyrénées;

Vers 1721, après les grands traités qui clôturent la période de Louis XIV;

Vers 1770, après la guerre de Sept ans et l'établissement de la domination anglaise dans l'Inde.

Ce dernier événement ouvre l'ère contemporaine, celle où nous vivons encore. Elle restera en dehors de cette étude.

II

Le Monde vers 1598

L'époque qui suit est dominée par les figures de l'Empereur Charles-Quint (1519-1556), et du roi d'Espagne Philippe II (1556-1598). Ils ont été envisagés d'ordinaire du point de vue de leurs relations avec les divers Etats européens, et d'après les réactions variées qu'ils y ont suscitées. Le grand Empereur qui a mis en danger « les libertés de l'Europe », le « démon du Midi » des historiens protestants, ont été souvent et très bien présentés, et ne cessent d'exciter la curiosité historique. Nous les laisserons en paix ici, pour examiner quelle était la situation de l'Europe dans le monde lorsque ces deux générations eurent disparu.

I. La question turque.

En Turquie, la génération de Charles-Quint a été celle de Soliman le Magnifique (1520-1566), probablement le plus grand des sultans ottomans, celui en tout cas au nom duquel est associé le souvenir de l'apogée. Il a débuté en faisant tomber Rhodes et Belgrade, en écrasant la Hongrie à Mohacz (1526). En 1529, il a assiégé Vienne. Presque pas une année ne s'est écoulée sans que ses armées aient parcouru la vallée du Danube. Ses escadres n'ont pas cessé de sillonner la Méditerranée : à la veille de sa mort, il a tenté

de prendre Malte (1565). En même temps, il battait les Persans sur le Tigre, et n'oubliait pas les obligations que lui imposait son titre de protecteur des villes saintes. Ses flottes soutenaient la résistance des marchands arabes de l'océan Indien et des musulmans de l'Inde contre les Portugais : en 1537, en 1546, elles prenaient part aux assauts livrés à Diu. Soliman a éclipsé de loin les princes musulmans de son temps. Comme mécène, il n'a pas été indigne de son contemporain et allié François Ier.

Aussitôt après sa mort, le reflux commence. Il est marqué surtout par deux événements : la bataille de Lépante (1571), et le traité de Sitvatorok (1606).

Il fallut du temps pour amener la concentration des principales flottes de l'Europe contre la marine turque : l'effort passionné du pape Pie V obtint enfin ce grand résultat. Venise avait longtemps esquivé le choc dans l'espoir de conserver ses possessions du Levant, en particulier l'île de Chypre ; quand elle vit ce joyau prêt à lui échapper, elle se jeta résolument dans la lutte. Un fils naturel de Charles-Quint, don Juan d'Autriche, rassembla à Messine une flotte qui portait tous les grands noms d'Espagne et d'Italie, sans parler d'un personnage plus humble, mais destiné à l'immortalité personnelle, Michel Cervantès. Il rencontra les forces navales de l'Asie et de l'Afrique à la sortie du golfe de Corinthe, à Lépante, le 7 octobre 1571.

La bataille qui suivit fut la plus importante qu'eût vue la Méditerranée depuis les temps antiques. Elle commença par une canonnade toute moderne, pour s'achever par une série d'abordages et de corps-à-corps digne de la chevalerie du moyen-âge. Quand elle s'acheva, 200 galères turques étaient coulées ou prises, et 12.000 chrétiens, qui avaient manœuvré sous le fouet les navires du sultan, délivrés.

Il ne faudrait pas juger la portée de la bataille par les résultats matériels, qui furent médiocres. Les Turcs gardèrent Chypre. Ils reprirent bientôt Tunis, où Charles-Quint avait installé un vassal. Toutes le côtes orientales et méridionales de la Méditerranée restèrent ottomanes. Le grand poème qui naquit à cette époque de la flamme renaissante des Croisades, la *Jérusalem délivrée*, a presque l'accent d'un chant de regret.

Mais l'effet moral fut immédiatement senti, et considérable. La terreur qui, depuis le début du siècle, précédait les amiraux turcs, s'était évanouie pour jamais. Des spectacles qui avaient été donnés à la génération précédente ne se renouvelèrent plus.

Sous Charles-Quint, Khaireddin Barberousse avait conduit en tous lieux les flottes du sultan. Il avait humilié le plus grand des marins chrétiens, le Gênois Doria. Appelé à l'aide par François Ier, que menaçaient Charles-Quint et Henri VIII, il avait bombardé Nice, hiverné à Toulon. Il avait vendu des esclaves chrétiens dans les ports de Provence, non sans réserver pour les harems de l'Orient quelques pièces de choix. Des documents conservés aux archives de Toulon attestent l'hospitalité quelque peu forcée que lui avaient offerte les lieutenants du Roi Très-Chrétien.

On ne vit plus rien de pareil après Lépante. Les Turcs n'avaient pas le goût de la mer. Dans les guerres de la fin du XVIIe siècle, les escadres vénitiennes parcourent librement les mers grecques. Et, quand les sultans, bien plus tard, se risqueront à faire sortir de nouvelles armadas, ce sera pour aller au devant des catastrophes de Tchesmé et de Navarin.

Ce qui subsistera, en revanche, ce sera la piraterie, dont les deux Barberousse et Dragut avaient fondé la tradition dans l'Afrique du Nord. Les côtes chrétiennes allaient supporter durant plus de deux siècles

ce fléau. Des héros de la charité, comme Saint Vincent-de-Paul, trouveront là ample matière à exercer leur vertu. Des amiraux illustres, un Ruyter, un Duquesne, un Exmouth, bombarderont sans résultat durable les repaires des bandits. Ce ne sera qu'en 1830 que la France mettra un terme au scandale.

Les Turcs, au temps de leur splendeur, auraient voulu annexer le dernier coin de la côte méditerranéenne d'Afrique qui leur échappât : le Maroc. Sous Soliman, ils avaient appuyé la résistance des derniers Mérinides contre le pouvoir grandissant des Chérifs saadiens. Mais ceux-ci repoussèrent ces tentatives. Puis, en 1578, ils assirent solidement leur pouvoir en écrasant la croisade portugaise à Alcazarquivir. En 1594 leurs armées, conduites par des renégats portugais ou espagnols, occupaient Tombouctou. Le Maroc et le Soudan musulman échappèrent à l'Islam turc, mais sans préserver les éléments de civilisation qui vivaient encore au temps d'Ibn-Chaldoun (vers 1400).

Sur le continent européen, l'élan ottoman se maintint plus longtemps. Entre Charles-Quint et Soliman, la Hongrie avait été disputée avec acharnement. Même à la fin du XVIe siècle, les janissaires y cueillirent encore des lauriers. La domination autrichienne y rencontrait des résistances, surtout en Transylvanie, et les sultans auraient voulu compléter la conquête du pays. Finalement, au traité de Sitvatorok (1606), il fallut se résigner au partage.

Ce traité était un fait important. Jusque-là, le Sultan n'avait pas admis la possibilité d'un véritable traité avec un prince infidèle. Les accords n'avaient été que des armistices, que les chrétiens devaient acheter. Et c'est sur un ton de suzerain à vassal que Soliman réclamait le paiement à l'Empereur Ferdinand Ier, frère et successeur de Charles-Quint. Cette fois, à Sitvatorok, il fallut traiter d'égal à égal.

Achmet Ier sentit si vivement l'humiliation qu'il crut devoir une expiation à Allah : il lui éleva une mosquée. Nous aurions mauvaise grâce à nous en plaindre. La mosquée d'Acnmet est une des meilleures œuvres de l'architecture turque à Stamboul : elle n'est nullement écrasée par le voisinage de Sainte-Sophie.

Le *statu quo* allait se maintenir en Hongrie pendant un demi-siècle.

Par les principautés roumaines, les Turcs étaient limitrophes de leurs vassaux de Crimée. Ils ressentirent comme une humiliation personnelle la conquête des villes de Kazan et d'Astrakhan par les Moscovites (1552-1556). Les janissaires aidèrent les Tartares de Crimée dans leurs pointes vengeresses contre Astrakhan et Moscou. C'était encore un fait qui ne devait plus se renouveler.

Ces indices de repli tenaient en partie à des causes internes. Les historiens turcs du XVIIe siècle n'ont pas hésité à signaler des germes de déclin, même sous le grand Soliman : « Plusieurs fautes sont imputables au Sultan Soliman, dit l'un d'eux : son absence des séances du Divan, la faveur et les dignité dont il comblait des hommes qui n'avaient fait aucun apprentissage ; la corruption qu'il encouragea en permettant à Rustem de vendre les charges et les grades... » Au début du XVIIe siècle, l'entraînement militaire des janissaires fléchissait : les ambassadeurs vénitiens remarquaient avec surprise leur inhabileté dans le maniement des armes à feu.

Mais la cause principale du soulagement éprouvé par les Etats chrétiens était assurément la persistance du conflit avec la Perse. Tant qu'avait régné en Perse l'indécis Thamasp (1524-1576), les Ottomans avaient enregistré succès sur succès. Ils avaientconquis Bagdad et, qui plus est, Kerbéla, les lieux où avaient

été martyrisés les descendants d'Ali, les lieux saints par excellence pour les Chiites. Vers 1582, ils enlevaient encore à l'obédiance persane l'Arménie et la Géorgie, le pays des beautés réputées. Tout changea quand Abbas fut devenu Chah (1587-1629). Ce souverain, le plus grand des Séfévides, mena vigoureusement la guerre sur le Tigre : il reprit Bagdad (1623) et les lieux saints.

La lutte contre la Turquie devait amener Abbas à rechercher des amitiés européennes. Mais il était en conflit avec les Portugais à propos d'Ormuz, qu'il finit par leur reprendre, et le Portugal appartenait maintenant à l'Espagne. Abbas favorisa donc les Hollandais et les Anglais, qui commençaient à paraître dans l'océan Indien.

Il eut affaire également à ses voisins de l'ouest. Aux souverains mogols de l'Inde il reprit Kandahar. Quant aux Ouzbeks du Turkestan, ils harcelaient depuis un siècle les marches persanes du Khoraçan. Abbas leur porta des coups qui amenèrent la chute d'une des dynasties cheibanides. Il n'était pas disposé à pousser à fond la lutte de ce côté. Le commerce de l'Inde était d'importance vitale pour la Perse : on prétend que 14.000 chameaux passaient annuellement par Kandahar. D'autre part, derrière la Transoxiane, Abbas entrevoyait la lointaine Chine, dont les produits arrivaient dans l'Iran : on a relevé dans l'art de la Perse, si florissant à cette époque, nombre de traces de l'influence chinoise.

Ce n'est pas seulement par ses victoires qu'Abbas a été le grand Chah. Il a déployé une activité constante pour assurer l'ordre et la prospérité dans ses domaines. Sa capitale Ispahan est devenue un des foyers du commerce et de la civilisation en Asie. Des Arméniens transplantés de Turquie y créaient un faubourg nouveau, Djoulfa. A Pietro della Valle

et aux voyageurs européens, la ville apparaissait plus peuplée et mieux administrée que les villes contemporaines d'Occident. Partout, sous les roses d'Ispahan, Pierre Loti relève aves admiration les traces de Chah Abbas.

Il y a quelques ombres. Comme tous les souverains musulmans du temps, Abbas avait la défiance maladive des princes qui n'étaient pas appelés à succéder. Plusieurs princes du sang furent exécutés ou aveuglés. Ces tragédies de sérail émondaient les dynasties orientales de rejetons vigoureux. De fait, après la mort d'Abbas, on vit une série de règnes débonnaires sous lesquels la Perse séfévide, non sans grâce, s'achemina vers la décadence.

II. **La question américaine.**

La période qui venait de s'écouler s'était ouverte par les conquêtes de Cortez au Mexique (1519 et sqq.) et de Pizarre au Pérou (1529 et sqq.). Les empires des Aztèques et des Incas avaient été abordés, pesés et jugés trop légers. Les principales difficultés étaient venues des conquérants eux-mêmes : au Pérou, il fallut quinze ans pour que Charles-Quint se décidât à envoyer un honnête homme, Pedro de la Gasca, qui mit de l'ordre dans le pays de l'or. Un demi-siècle plus tard, la colonisation était assurée. L'état quelque peu chaotique encore de l'Amérique espagnole nous est bien décrit dans un roman de cape et d'épée qui serait invraisemblable s'il n'avait été vécu : celui de la « Nonne Alferez » (cf. *Revue des Deux-Mondes*, 7 mars 1894).

Il s'agit d'une virago qui, enfermée dans un couvent de la Biscaye, s'en échappa à dix-huit ans (1603)

pour revêtir des habits d'homme et courir le monde. Elle débarque d'abord près de Panama, et inaugure à Truxillo une existence commerciale bientôt interrompue par une rixe mortelle. Dès lors toutes ses étapes sont marquées par des duels et des homicides qui la mènent une ou deux fois à l'hopital, plusieurs fois en prison ou au pied de la potence, et régulièrement dans des églises dont son odyssée nous révèle l'exorbitant droit d'asile. A Lima, elle s'engage et gagne le grade d'*alferez* (enseigne) dans la guerre du Chili contre les Araucaniens : guerre d'un demi-siècle, qui a eu l'honneur d'inspirer un grand poète épique. Franchissant au prix de misères inouïes la Cordillière, elle déserte et reprend la vie d'affaires à Tucuman et à la Plata. Elle va de là à Potosi et dans les Eldorados de la région bolivienne, revient à la Plata, regagne Lima. Le navire qui l'emmène de cette capitale est coulé par des corsaires hollandais. Elle échappe, et vient échouer dans la région deCuzco, où un dernier meurtre l'oblige à faire sa confession entière à l'illustrissime évêque. On la rapatrie sur l'Europe, où elle obtient, en Espagne la grâce royale, à Rome l'autorisation pontificale de garder l'habit masculin. Elle est repartie pour le Mexique, où s'est terminée sa carrière, déjà légendaire de son vivant.

L'Amérique portugaise s'était développée parallèlement à l'Amérique espagnole, et fut réunie avec elle à la suite des événements de 1580, que nous allons exposer. Quant aux autres peuples européens, ils ne se risquaient encore que dans les terres lointaines du nord, les Français au Canada avec J. Cartier (vers 1540), les Anglais en Virginie au début du XVIIe siècle. Les tentatives pour prendre pied dans le domaine portugais ou espagnol furent brutalement repoussées.

En 1569, les Espagnols avaient fondé leur domination aux Philippines, où ils ne rencontrèrent pas

l'opposition musulmane qui causait tant d'embarras aux Portugais dans les îles de la Sonde, et d'où ils éliminèrent l'immigration jaune. Les indigènes furent convertis d'autorité. Des relations régulières, mais dont les Espagnols gardèrent jalousement le secret, s'établirent à travers la « mer du Sud » entre l'Amérique et la nouvelle colonie.

Cent ans après la découverte, le monopole ibérique était encore à peine entamé dans toutes les « Indes occidentales ».

III. La question des Indes Orientales.

L'événement capital, de ce côté, avait été l'annexion du Portugal et de ses colonies par l'Espagne (1580).

Au moment où il se produisit, la ligne de comptoirs créée par les Portugais, de Lisbonne aux Moluques, subsistait, et le monopole portugais n'était pas encore compromis.

Sur l'état de cet empire, nous sommes renseignés par une épopée toute différente, heureusement, de celle de la Nonne Alferez : celle de saint François Xavier.

Né en 1506, ce fils d'un gentilhomme navarrais avait été conduit par la pauvreté à étudier à Paris. Il y rencontra saint Ignace de Loyola, et s'affilia à l'Ordre naissant des Jésuites (1534). Quand le roi de Portugal Jean III demanda des missionnaires d'élite pour l'Extrême-Orient, Ignace désigna François. Après un an de navigation, celui-ci débarquait à Goa (1542). Avant de convertir les infidèles, il s'exerça sur les chrétiens, qui avaient grand besoin de ses soins. Les unions multipliées avec les femmes indigènes menaçaient la santé de la race, les mœurs

et quelquefois la foi. Le jeu, la contrebande et l'espionnage démoralisaient militaires et civils. Saint François Xavier vit de tristes spectacles à Goa et à Malacca, et ne rencontra pas toujours dans le clergé, ni chez les Jésuites eux-mêmes, l'appui fraternel sur lequel il croyait pouvoir compter.

Son effort principal porta néanmoins sur les païens. Il débuta à Ceylan et chez les vassaux du roi de Vijayanagar. Là du moins, il n'était pas en présence du fanatisme musulman. Mais la prééminence du clergé brahmanique, maintenu par le régime des castes, suffisait à rendre les conversions difficiles.

L'apôtre poussa plus loin, à Malacca et aux îles de la Sonde. L'islam ne s'était implanté dans ces régions que depuis un siècle à peine, et y conservait encore l'ardeur du prosélytisme. Saint François Xavier trouva des satisfactions chez les primitifs Alfourous, mais, dans les « îles du More », il frôla plus d'une fois le martyre. Il rentra à Goa pour recevoir le dernier soupir du grand vice-roi Jean de Castro, qui avait arrêté devant Diu les flottes des princes indiens soutenus par Soliman le Magnifique (1548).

Cependant un émigré japonais converti lui avait donné l'espoir de gagner à la foi le lointain archipel. Il y débarqua, et y tomba en pleine carence du pouvoir central. Le Mikado était une idole inaccessible, et le shogun même était alors impuissant devant les daïmios. Saint François Xavier essaya sa puissance de séduction sur certains de ces principicules. Il rencontra devant lui les bonzes, représentants d'un bouddhisme que n'avait pas atteint la réforme lamaïque, et qui donnait prise à plus d'une critique. Mais le principal obstacle était la vénération exclusive des Japonais pour tout ce qui venait de Chine.

Il fallait donc aborder le grand empire. Après être

retourné une fois encore dans l'Inde portugaise, Saint François Xavier vint rôder sur la côte de Canton. La Chine s'était déjà fermée au commerce européen. Le saint espéra se glisser jusqu'au trône du Fils du Ciel, en profitant de l'ambassade annuelle que le roi de Siam envoyait à Pékin. Mais son espoir fut déçu, et il expira entre les bras du domestique chinois qui a laissé le récit simple et émouvant de sa fin (1552).

Du premier coup, la propagande chrétienne s'était montrée dans ces régions sous son aspect le plus élevé. Elle ne devait pas toujours se maintenir à cette hauteur.

Donc, en 1580, tout ce monde européen en gestation passa sous la domination espagnole. Le jeune roi de Portugal, Sébastien, ayant grandi sous l'impression de la victoire de Lépante et de la *Jérusalem délivrée*, rêvait de croisade : il entreprit d'opposer un prétendant marocain au Chérif Abd-el-Malek. Il envahit le Maroc avec la fleur de la chevalerie portugaise, et succomba à Alcazarquivir (1578). Le roi Philippe II, fils d'une infante portugaise, était l'héritier légitime. Pourtant une grand partie de la nation portugaise était préparée par un passé long et glorieux à résister à l'unité ibérique. Philippe II dut aller chercher dans la retraite où il vieillissait le plus fameux capitaine de l'Espagne : le duc d'Albe écrasa les Portugais et entra à Lisbonne en 1580.

Le roi d'Espagne fit de louables efforts pour ménager ses nouveaux sujets. Aux colonies, les postes importants furent laissés à des Portugais, sauf aux Moluques où le voisinage des Philippines indiquait la concentration de l'autorité aux mains d'un vice-roi espagnol. Encore en 1619, le roi Philippe III fut reçu à Lisbonne avec tous les témoignages d'un loyalisme sincère.

La conséquence grave de la réunion fut de rendre l'empire portugais solidaire de la monarchie espagnole, et par suite de l'exposer aux inimitiés des ennemis européens de l'Espagne. Les Français, les Anglais et surtout les Hollandais, privés jusque-là avec soin de tous renseignements sur les routes du Sud, avaient dû chercher à tâtons le passage vers l'Extrême-Orient par les routes polaires du Nord. Au début du XVIIe siècle, les Hollandais commencèrent à fréquenter les parages du Cap de Bonne-Espérance et du détroit de Magellan.

Quelle était la situation des empires dont les Portugais, depuis un siècle, étaient les seuls intermédiaires avec l'Europe?

Nous avons parlé de la Turquie et de la Perse.

Dans l'Inde, un événement fâcheux pour l'Européen s'était produit. En 1564, les princes musulmans du Dekkan, coalisés, avaient écrasé les forces de Vijayanagar à Talikota. La capitale de l'empire hindou avait été ruinée, et l'Islam dominait dans la péninsule.

Plus importante encore était la transformation survenue dans le Nord. Baber était mort maître de Delhi, mais le centre de gravité de son empire avait été à Kaboul; il restait même maître du Badakshan et, jusqu'à son dernier jour, tourna les yeux vers Samarcande et garda le contact avec le Turkestan chinois. Son successeur Humayoun (1530-1556) assista à une revanche des Afghans vaincus à Panipat : Sher Khan reprit le bassin du Gange, et s'avança jusqu'à l'Indus. Un instant, Humayoun fut un simple réfugié sur les terres du chah de Perse. Il reprit le dessus grâce à un optimisme invincible et à une égalité d'humeur qui le font ressembler à notre Henri IV, et rentra à Delhi. A sa mort (1556), il avait préparé les voies à son fils Akbar.

Celui-ci restaura et agrandit considérablement

l'empire de Baber. Il assujettit définitivement le Bengale au Nord-Ouest, il brisa les dernières résistances radjpoutes. Il vainquit les royaumes musulmans du Nord du Dekkan. Il obtint ces succès malgré de fréquentes révoltes dynastiques, et en évitant de heurter ses voisins de l'Ouest, les Persans et les Ouzbecks de la Transoxiane.

Ce n'est pas seulement comme conquérant, mais comme personnage religieux qu'Akbar est remarquable. Quoique illettré, il avait l'esprit très porté à la spéculation philosophique et théologique. Fils et petit-fils de princes qui avaient incliné vers le schisme, il n'était pas un musulman très orthodoxe. En 1579, il publia un édit où il revendiquait la qualité de chef spirituel, et qui le mit en opposition très nette avec les théologiens de l'Islam. Il ne songeait pas à persécuter ses sujets musulmans, mais voulait se garder les mains libres pour manier ses sujets hindous. Les Afghans, les Mongols, les Turcs n'étaient en effet, sauf au Penjab, qu'une couche très mince de conquérants : au-dessous d'eux vivaient des dizaines de millions d'Hindous, très attachés au système brahmanique. Akbar leur témoigna une large bienveillance, à laquelle ne les avaient pas habitués jusque-là les dominateurs musulmans.

Il accueillit même les chrétiens. L'empire du Grand-Mogol, tout continental, n'avait pas alors de raisons d'entrer en conflit violent avec les marins portugais. Les jésuites parurent à la cour de Delhi, et l'éclectisme religieux du souverain fit naître en eux des espérances de conversion qui ne répondaient nullement à la réalité. Sous le successeur d'Akbar, Djihangir (1605-1628), les premiers Anglais parurent à Delhi, et se contentèrent sagement de négocier des accords commerciaux.

La Chine continuait à somnoler sous le despotisme

paternel des Mings. Sa quiétude fut plus d'une fois troublée. Au sud, elle avait laissé à leurs rivalités les royaumes indochinois, annamites et siamois. Au nord, elle vit en 1590 le grand condottiere japonais Hidéyoshi lui disputer la Corée. L'empereur Wan-li dut mobiliser 130.000 hommes pour reprendre cette principauté vassale, que la monarchie japonaise n'était pas alors en état de conquérir. A l'ouest, l'Empire du Milieu était sur la défensive. Les Eleuthes étaient trop éloignés pour être vraiment redoutables, mais, au nord, un nouveau ban de Tartares, les Mandchous, commençait à s'agiter vers 1600.

Dans ces conditions, on conçoit que les Chinois ne fussent pas empressés d'ajouter à leurs difficultés en accueillant à bras ouverts les navigateurs portugais. Cependant, trente ans après Saint François Xavier, un Jésuite, le P. de Ricci, parvint à s'introduire à Pékin (1582). Depuis un siècle, la science européenne avait pris une avance notable, et c'est sous l'aspect d'initiateur scientifique que se présenta le Jésuite. Quand il mourut (1610), la foi chrétienne avait profité largement de sa faveur. Le confucianisme restauré ne lui opposait qu'une morale avec laquelle on pouvait pactiser, à condition de respecter scrupuleusement le culte des ancêtres, le livre de Confucius sur la *Piété filiale* étant l'Evangile et le catéchisme des Chinois. La concession était-elle assez grave pour rendre illusoires les conversions au christianisme ? C'est ce qu'allaient soutenir les adversaires catholiques des Jésuites. En tout cas, la conquête mandchoue devait changer les données du problème.

Dans l'ensemble, le bloc asiatique, au début du XVIIe siècle, restait impénétrable à l'enropéanisme.

L'Indochine avait vu succomber, dans les luttes du xve siècle, les deux Etats qui avaient été, au moyen-âge, les plus brillants de la péninsule : le Cambodge et le Tchampa. La capitale du premier, Angkor, avait été si bien ruinée par les Siamois (1460) qu'au bout d'un siècle les Cambodgiens eux-mêmes en avaient perdu le souvenir et attribuaient ses monuments ruinés à des puissances surnaturelles. Les Etats puissants, au xvie siècle, étaient le Pégou sur la côte occidentale, le Siam au centre, et l'Annam-Tonkin sur la côte orientale. Des rivalités acharnées les mettaient aux prises. Au milieu du xvie siècle, le Siam reçut de rudes coups des Pégouans, auxquels s'était joint, par un sentiment naturel de rancune, le faible reste du royaume de Cambodge. Puis le roi siamois Phra-Naret refoula les Pégouans, et, cherchant à en finir avec le Cambodge, pilla sa nouvelle capitale Lovek (1593). Ces guerres se compliquaient de révolutions de palais : un neveu du roi de Cambodge expulsa son oncle et usurpa la couronne.

Dans ces guerres et dans ces révolutions, des aventuriers portugais, puis, à partir de l'occupation des Philippines (vers 1570), des aventuriers espagnols arrivèrent plus d'une fois à se créer des situations individuelles bien curieuses : un moment, un Portugais avait été roi au Pégou. Lorsque la réunion du Portugal à l'Espagne (1580) permit de coordonner les efforts partant de Malacca et de Manille, l'idée devait venir de chercher dans l'Indochine un nouveau domaine pour la couronne ibérique, particulièrement dans le plus faible des Etats indigènes, le Cambodge. Le Portugais Belloso et un Espagnol venu de Lima, Blas Ruiz, se firent aider, dans cette vue,

par quelques vaisseaux et quelques centaines d'hommes que mit à leur disposition le gouverneur des Philippines. Ils parvinrent à tuer l'usurpateur et à remettre sur le trône le roi légitime, et jouirent quelques années de ses faveurs. Mais, en 1599, ils succombèrent sous l'hostilité combinée de la population indigène et des aventuriers asiatiques de toute provenance qui leur faisaient concurrence. Parmi ceux-ci, on signale l'acharnement particulier des musulmans. Manifestement, l'islam, qui au XVe siècle s'était implanté dans l'Insulinde, avait continué, au XVIe, à cheminer par des voies obscures dans l'Indochine, aux Philippines, et jusque dans la province chinoise du Yunnan.

La Couronne d'Espagne renonça à venger la mort de Belloso et de Blas Ruiz. La poire n'était pas encore mûre pour les Européens, même dans le petit Cambodge, *a fortiori* dans les royaumes puissants du Pégou, du Siam et du Tonkin. Et les Espagnols avaient assez à faire de protéger les Philippines contre les menées souterraines des immigrés chinois : en 1603, trois mille de ces derniers furent massacrés à Manille.

IV. **Contre-coups sur l'Europe.**

Le front européen est encore, vers 1600, tenu sur toute la ligne par la maison de Habsbourg. Depuis l'abdication de Charles-Quint (1556), elle est partagée en deux branches. En Espagne se continue la descendance directe du grand Empereur. En Autriche règne la lignée de son frère, Ferdinand Ier.

Mais la solidarité des deux branches subsiste, et des mariages consanguins la fortifieront encore.

La branche dominante est la branche espagnole. Elle a derrière elle une nation trempée par des siècles de croisades, et resserrée autour du souverain par la haine commune de l'infidèle et de l'hérétique. L'Espagne a éliminé les éléments orientaux, juifs et maures, jetant jusqu'à 70.000 musulmaus en quelques semaines sur les côtes algériennes et marocaines. C'est à peine si, en Catalogne, dans l'atmosphère plus mêlée du grand port de Barcelone, on sent quelques velléités de résistance à la centralisation monarchique.

Un système perfectionné tend à réserver à la couronne d'Espagne le bénéfice de la découverte du Nouveau-Monde et de la mer du Sud (Pacifique). Lorsque les Espagnols réunissent le Portugal (1580), ils trouvent dans les colonies portugaises un système analogue. Dès lors, l'exploitation des primitifs d'Amérique et d'Afrique, le monopole des transactions avec les empires civilisés d'Asie et d'Océanie, sont rassemblés sous une direction unique. Jamais le socialisme d'Etat n'a été appliqué sur une échelle plus grandiose que dans la période qui va de 1580 à 1640, date de la sécession du Portugal.

De plus, l'Espagne, depuis le traité de Cateau-Cambrésis (1559), domine en Italie. Elle tient Milan et Naples. Les petits Etats italiens, même le plus puissant, la république de Venise, lui sont inféodés, depuis le concile de Trente (1545-1563), par le triomphe de la contre-réforme et la communauté de foi religieuse. Le pays qui est encore le plus civilisé de l'Europe, qui vient de perdre Michel-Ange, mais qui lit le Tasse, qui voit travailler les astronomes de la réforme grégorienne et grandir Galilée, contribue ainsi à parer la domination des Habsbourg.

Les ducs de Savoie-Piémont, momentanément dépouillés par les Français au cours des guerres d'Italie, rétablis par l'Espagne, sont restés ses alliés, presque ses vassaux. Par leur intermédiaire, et en contournant la Suisse devenue à moitié hérétique[1], le contact est établi entre les domaines italiens du roi d'Espagne et ses domaines bourguignons, Franche-Comté et Pays-Bas. La Lorraine hésite entre l'Espagne et la France. Par l'Alsace, où la branche autrichienne conserve de nombreux domaines patrimoniaux, les Habsbourg d'Espagne donnent la main aux Habsbourg d'Autriche.

Ceux-ci ont le centre de leur puissance dans les Etats autrichiens et tyroliens, définitivement réunis maintenant à la Bohême et à la Hongrie. La Hongrie, on l'a vu, est disputée par le Turc, partagée avec lui au traité de Sitvatorok (1606). C'est le Habsbourg d'Autriche qui a supporté la lutte contre l'infidèle sur le terrain où celui-ci est le plus solide. Tant que dure cette lutte, il est forcé de lui réserver l'essentiel de son attention et de ses forces.

Le souverain autrichien est Empereur, à titre électif en principe, à titre héréditaire en fait, puisque, sur sept princes-électeurs, quatre sont restés catholiques et se serrent délibérément autour de lui. Mais, depuis la paix d'Augsbourg (1555), il a reconnu l'autonomie religieuse aux princes luthériens de l'Allemagne. Une concentration de forces se prépare, à l'avantage des protestants, dans l'extrême-Nord.

1. Genève avait pu se constituer en république théocratique sous la direction de Calvin (1541), au temps où les Français occupaient la Savoie et le Piémont. Quand les ducs de Savoie furent rentrés chez eux, ils tentèrent de reprendre cette Rome du protestantisme (l'Escalade 1602). L'indépendance de Genève fut alors placée sous la garantie de Berne, de Zürich et de la France.

Depuis le XVe siècle, les Hohenzollern sont électeurs en Brandebourg. Au XVIe siècle, la sécularisation de la Prusse ducale a assuré à une branche cadette de la même maison la possession héréditaire de cette province. Par le jeu de l'hérédité, le Brandebourg et la Prusse vont se réunir en 1618. En outre, la diffusion du calvinisme, non prévue au traité d'Augsbourg, vient compliquer encore la situation en Allemagne. Mais, tant que dure la lutte contre le Turc, les Habsbourg d'Autriche ne peuvent songer, même avec le concours de l'Espagne, à exploiter les progrès de la contre-réforme dans l'Empire.

En face de la puissance toujours formidable de la Maison d'Autriche se dressent les Etats occidentaux, d'abord la France. C'est elle qui a porté tout le poids de la lutte durant la première moitié du XVIe siècle. A partir de 1559, l'expansion du mouvement calviniste l'a divisée en deux camps : elle devient le principal champ de bataille des confessions, la « salle de danse ». Par la conversion au catholicisme du roi Henri IV (1593), elle échappe de justesse à la mainmise de l'Espagne. Mais elle va porter longtemps encore les stigmates des guerres religieuses.

L'Angleterre, durant les guerres d'Italie, avait plutôt incliné vers les Habsbourg. Définitivement acquise au protestantisme avec Elisabeth, elle prend peu à peu la direction de la résistance à l'Espagne. En dispersant la Grande Armada qui devait porter en Angleterre l'infanterie espagnole (1588), ses marins ont assuré son indépendance.

Un troisième Etat est né de la révolte des Pays-Bas contre l'Espagne : la Hollande. A partir de 1585 environ, le brassage de populations consécutif à la Réforme est à peu près stabilisé dans ces régions. Les éléments catholiques restent en Belgique ou y rentrent. Les éléments protestants forment la Répu-

blique des Provinces-Unies. Elle lutte encore péniblement contre les armées espagnoles, mais la résistance de la France et de l'Angleterre assure déjà son indépendance.

Durant tout le XVIe siècle, ces pays n'ont pu songer à soutenir la concurrence mondiale avec l'Espagne La France, qui a des côtes méditerranéennes, a cherché, par ses accointances avec le Turc, des compensations dans le Levant. Avant tout, c'est dans les mers du Nord que s'est porté ce qui était permis d'activité commerciale et coloniale aux Occidentaux. Les Français ont pris pied au Canada. Les Anglais ont fondé leurs premiers établissements dans l'Amérique du Nord, débarqué à Archangelsk. Les Hollandais ont supplanté la Hanse dans les mers scandinaves. C'est seulement vers 1600 que les flibustiers de trois nations commencent à forcer le blocus ibérique dans les mers tropicales et australes. Ajoutons qu'en Hollande et en Angleterre l'esprit calviniste prépare des méthodes d'exploitation plus souples que celles de l'empire hispano-portugais, plus favorables à l'accumulation de richesses privées sur laquelle va reposer la force des Etats européens, leur civilisation et leur supériorité.

Les grands événements des environs de l'an 1500 avaient tendu à rejeter à l'arrière-plan les pays du nord-est de l'Europe. Un signe caractéristique est l'effondrement de la Hanse, qui tenait encore une place si importante dans l'économie européenne du XVe siècle. Une intervention malencontreuse dans les guerres qui amenèrent la dissolution de l'Union de Calmar (1534-1540), acheva la ruine de la Ligue. A la fin du siècle, les Hollandais, qui jadis vivaient dans son ombre, l'avaient supplantée jusque dans la Baltique.

Par contre, les guerres d'équilibre de la première

moitié du siècle avaient commencé à mêler les royaumes scandinaves et la Pologne à la politique européenne. Le Danemark-Norvège avait pris part aux côtés de la France à la guerre de 1542-1544, et la Suède inclinait à en faire autant. La Pologne, au contraire, touchant en Ukraine aux Turcs et aux Tartares de Crimée, avait été rapprochée des Habsbourg par ce péril commun. Mais les effets de la Réforme et de la Contre-Réforme sont devenus, là aussi, le facteur essentiel dans la seconde moitié du siècle : les Scandinaves étaient devenus protestants, la Pologne était restée catholique.

En Danemark et en Suède, la reforme luthérienne s'était presque bornée à la révolte contre l'autorité du pays, et à la mainmise sur les biens ecclésiastiques. Une grande partie de la liturgie et de la hiérarchie subsistaient, et nombre de gens, nous assure-t-on, s'étaient à peine aperçus qu'ils n'étaient plus catholiques. Aussi les jésuites firent-ils un vigoureux effort pour ressaisir ces pays. En Danemark-Norvège, il ne produisit qu'un résultat insignifiant. En Suède, au contraire, sous le règne de Jean III (1569-1587), mari de la princesse polonaise Catherine Jagellon, les perspectives furent un moment favorables. Finalement, le pays se cabra. Mais ces manœuvres eurent au moins pour effet que, du temps de Philippe II, toute allure hostile aux Habsbourg fut absente de la politique extérieure des royaumes scandinaves.

La Pologne était restée catholique, mais sans fanatisme. Depuis son union avec la Lithuanie, qui contenait nombre d'éléments orthodoxes, elle était habituée à la tolérance. Elle élimina sans violence les tentatives de réforme religieuse, dont une, le socinianisme, lui fut spéciale. Très rurale, dominee par une sorte de démocratie nobiliaire, elle laissait les juifs accaparer ce que le pays compor-

tait de commerce. Le fait capital fut l'extinction de la dynastie des Jagellons (1572), qui rendit la couronne élective. Les Polonais élurent d'abord un Valois, puis un Polonais mari d'une Jagellon, puis (1587) Sigismond, fils de Jean III de Suède, et d'une autre Jagellon. Ils écartèrent avec ténacité les candidatures des Habsbourg, qui s'étaient naturellement présentées.

Tous ces Etats furent, au milieu du XVIe siècle, absorbés par la question livonienne. L'Ordre des Porte-Glaives avait été sécularisé comme l'Ordre Teutonique, et le grand-maître était devenu duc de Courlande sous la suzeraineté polonaise. Mais le Danemark et la Suède entendaient participer au démembrement, et la Moscovie trouvait là l'occasion de se rapprocher de la Baltique. Les Polonais repoussèrent rudement les prétentions de cette dernière au traité de Kiverova-Gora (1582). Mais la question resta pendante avec les Scandinaves.

Le traité avait été conclu sous l'arbitrage du pape. Le représentant du Saint-Siège, le jésuite Possevin, fut admis à cette occassion à Moscou. Il rapporta à l'Europe les premiers renseignements sur l'Etat curieux qui vivait à ses côtés, si étranger alors aux querelles religieuses qui la divisaient et la passionnaient.

V. La question russo-tartare.

L'histoire de la Moscovie au XVIe siècle est dominée par la figure du tsar Ivan IV le Terrible (1533-1584). A une société qui commençait à s'asseoir et à prendre certaines habitudes et aussi certains vices de la civilisation, il a rappelé brutalement les méthodes du

gouvernement tartare. Il a décimé les boïars par le knout, la hache et le pal. Il a confisqué leurs domaines en masse pour les distribuer à ses créatures. Le bruit de ses exploits avait été porté en Europe par certains émigrés lorsque Possevin, à l'occasion du traité de Kiverova-Gora (1581-2), fut reçu au Kremlin de Moscou. Il arriva à point nommé pour recueillir les échos d'une ultime tragédie. Le tsar, irrité du mariage de son fils, avait, d'un premier coup d'épieu, provoqué l'avortement de la femme, et, d'un second coup, atteint mortellement le prince lui-même, compromettant ainsi l'avenir de la dynastie.

Le tsar était le chef de la religion en Russie : le patriarche de Constantinople ne comptait plus à ses yeux. Sollicité par ses moines de leur donner ses instructions, il débutait par un préambule d'une humilité plus que chrétienne, pour édicter ensuite, « tout insensé » qu'il se déclarât, des règles dignes de Saint-Benoît. Possevin, malgré l'atmosphère de terreur qu'il remarquait autour de lui, provoqua le tsar à un tournoi théologique. L'érudition d'Ivan sur les origines du schisme (est-il besoin de le dire ?) était extrêmement incertaine. Mais il avait des arguments péremptoires : la face rasée des prêtres catholiques, la chaise gestatoire du pape. Le jésuite répondit victorieusement que Grégoire XIII avait une barbe magnifique, et que la chaise gestatoire n'avait d'autre but que de faciliter la bénédiction. Il passa ensuite à l'offensive, critiqua les usages du clergé orthodoxe : les fidèles n'avaient-ils pas l'habitude de boire l'eau où les prêtres se lavaient les mains ? Le schisme oriental résista à ces doctes entretiens.

Ce n'est pas uniquement sur ces scènes de sauvagerie amusante qu'il faut juger le règne du tsar ter-

rible. Aidé d'artilleurs italiens, il avait accompli de mémorables exploits nationaux. En 1552, il avait fait tomber Kazan, en 1556 Astrakhan. Les Tartares de Crimée et les Ottomans lui avaient fait expier ses succès par des incursions qui n'avaient pas épargné sa capitale même. Mais le bassin de la Volga n'en était pas moins resté acquis définitivement à la Moscovie.

Dans les dernières années du règne, la conquête fut même poussée plus loin. Un Cosaque qui avait à expier un passé quelque peu chargé, Yermak Timovéief, alla, avec 840 hommes, renverser le khan de Sibir, Koutchoun. Il mourut bientôt, noyé dans l'Obi sous le poids de la cuirasse que lui avait donnée le tsar, mais ses compagnons continuèrent son œuvre. Tobolsk fut fondé, et les Russes atteignirent le lac Baïkal, dont Possevin n'avait encore qu'une notion incertaine.

La colonisation slave et finnoise commençait vers l'est. En masse, les moujiks se faisaient cosaques, répondaient à l'appel de la steppe. Bientôt le gouvernement s'alarma. En 1591 fut rendu l'édit qui cloua le paysan à la glèbe. Mais presque aussitôt la dynastie finissait, et une ère de troubles commençait, au cours de laquelle le roi de Pologne, Sigismond, pensa imposer son fils comme roi à Moscou.

Ce n'est que par l'avènement des Romanof (1613) que la stabilité devait se rétablir.

Il n'est pas étonnant qu'au cours de cette période les cosaques aient poursuivi leurs raids au delà de l'Oural. En 1605, quelques-uns d'entre eux prirent Ourgendj, au sud de la mer d'Aral. Ils avaient commencé par piller une caravane venue du Turkestan. Un marchand fait prisonnier leur avait signalé la ville en question comme une proie tentante et facile. Ils y parurent si inopinément que les habitants les lais-

sèrent entrer sans résistance. Les bazars remplis de marchandises persanes, indiennes ou chinoises furent mis à sac, un millier de personnes massacrées. Le Khan de Khiva, à la vérité, tira vengeance de l'outrage : les Cosaques en retraite furent passés au fil de l'épée. Et le khan fut si satisfait de cette victoire qu'il donna au fils qui venait de lui naître le nom d'Aboulghazi.

Aussi la colonisation préféra-t-elle les régions moins peuplées et moins défendues de l'est. Elle fusa le long de la zone des forêts, et dès le milieu du XVII[e] siècle de hardis pionniers atteignirent le Pacifique. Un empire immense s'élaborait donc, tournant le dos à l'Europe à laquelle il était rattaché pourtant par la religion chrétienne, mais qui pour lors l'ignorait et le dédaignait.

Les Tartares du Sud ne réagirent pas, trop heureux d'échapper aux incursions des « Ourous ». Nous avons vu que vers 1500, un Gengiskhanide émigré du Kiptchak, Cheibani, avait cherché fortune au Turkestan, se rendant redoutable à Ismaïl-Chah et à Baber. Depuis lors, divers khanats ouzbeks s'étaient fondés à Khiva, à Boukhara, à Samarcande, et avaient mené une existence agitée. Ils regardaient vers le sud, particulièrement vers la Perse, vers les « Kizilbachs » hétérodoxes, qu'ils persécutaient de leurs incursions. Un de ces khans, Abdullah, se rendit si redoutable que le grand Chah-Abbas dut attendre sa mort (1597) pour entamer la contre-attaque. L'Inde aussi était bien gardée. Les Ouzbeks furent donc réduits à dépenser leur ardeur guerrière dans des querelles intestines. Avec les cousins du Turkestan chinois, les relations, si actives encore au temps de Baber, s'espacèrent. On se demande comment les caravanes qui venaient de Chine ou qui, par les bords de la Caspienne, gagnaient l'empire otteman, bravaient ce morcellement et cette insécurité : il en passait néanmoins quelques-unes.

C'est dans ce milieu que naquit, en 1605, Aboulghazi. Il nous assure qu'il avait reçu d'Allah trois dons : l'art militaire, la poésie en trois langues (arabe, persan et turc), et la connaissance de tous les rois qui avaient régné depuis Adam jusqu'à lui. Ses talents militaires se dépensèrent surtout en coups de main sur les troupeaux des tribus hostiles et sur les villes des khans rivaux. Mais il a élevé à la gloire de ses grands ancêtres un monument historique qui ne manque ni d'intérêt ni de saveur. Pour nous, l'intérêt vient surtout du contraste entre les prodigieuses conquêtes de Gengiskhan et de Tamerlan, et les pauvres exploits dont se vante complaisamment Aboulghazi. L'époque où la Tartarie donnait des empereurs à tout l'Ancien Continent était évidemment close.

III

Le Monde vers 1660

Après la période de calme qui inaugura le XVIIe siècle et fut marquée par un si magnifique élan de la civilisation européenne, vient la guerre de Trente Ans (1618-1648). Les traités de Westphalie et des Pyrénées marquent la fin de l'hégémonie de la Maison d'Autriche-Espagne. Nous allons passer en revue les modifications survenues dans la position mondiale de l'Europe pendant ces événements.

I. La question turque.

La première moitié du XVIIe siècle est caractérisée par l'absence de grandes guerres entre l'empire ottoman et les puissances chrétiennes. Le commerce du Levant s'est régularisé et développé pendant cette période. La France, qui avait pris l'avance sous François Ier dans les relations pacifiques avec l'Orient turc, garde l'avantage. Il est vrai que sa situation a été compromise, au temps de Louis XIII, par des choix malheureux d'ambassadeurs : un ou deux se sont déconsidérés par des dettes criardes. Néanmoins, les Français sont représentés alors, dans l'empire ottoman, par 12 consuls, contre 10 des Vénitiens, 6 des Anglais, 3 des Hollandais. Les sujets des Etats chrétiens qui n'ont pas de « capitulations » avec l'em-

pire, les religieux catholiques, sont sous la protection de la France.

Cette trêve dans la guerre sainte s'explique par deux raisons : l'état intérieur de la Turquie, la guerre de Perse.

Au dedans, les germes de faiblesse relevés dès le XVIe siècle commencent à apparaître au grand jour. La milice des janissaires, qui en principe devait être recrutée parmi de jeunes chrétiens enlevés dès l'en fance et ne connaissant plus que leur corps et le Padishah, s'est transformée peu à peu. Elle comprend maintenant des fils de Turcs, beaucoup moins soustraits à l'ambiance civile, en attendant qu'elle se recrute par enrôlements volontaires. La discipline n'y gagne rien. Les révolutions de caserne et de palais se multiplient à Constantinople après 1618. Le sultan Mourad IV, qui a grandi au milieu de ces horreurs, en reste assauvagi : despote fantasque et furieux, il arrête un instant les révoltes par un régime de brutale terreur, mais, après sa mort (1640), elles reprennent.

La guerre d'Asie a été malheureuse pour les Ottomans tant qu'a vécu le grand Chah Abbas, jusqu'en 1629. Il faut mettre en jeu toutes les forces turques pour reprendre aux Persans Bagdad : Mourad y parvient en 1639. A partir de ce moment, les Turcs sont en paix avec la monarchie chiite.

En disant que cette période n'a pas vu de grandes guerres avec les chrétiens, il convient d'accentuer le mot « grandes ». En réalité, d'un bout à l'autre de l'empire, les incidents de frontière, les hostilités de détail, n'ont guère chômé.

Tout d'abord, à l'extrême Ouest, les Etats corsaires de Tripoli, de Tunis, d'Alger, sont toujours vassaux de la Porte. L'autorité des pachas n'est plus respectée, et finira par être complètement suppri-

mée par la milice qui en réalité dispose de ces Etats. Mais les formes extérieures de la vassalité subsistent, des cadeaux sont envoyés à Stamboul, de sorte que les Etats chrétiens lésés assaillent le sultan de réclamations et obtiennent de lui des garanties complètement fictives. Au XVIIe siècle, les Français commencent à souffrir de cet état de choses autant que les Espagnols ou les Italiens. C'est la cause principale du refroidissement qui se marque entre eux et la Turquie. Lorsque Louis XIV prend le pouvoir (1661), des auxiliaires français se rencontrent régulièrement parmi les ennemis des Turcs. Et ce n'est pas sans difficultés que le marquis de Nointel obtiendra (1669-1673) le renouvellement des capitulations.

Le Maroc reste un Etat indépendant, et les Européens qui veulent y trafiquer doivent demander à ses sultans des garanties qui se montrent aussi inefficaces contre la piraterie que celles du Grand Seigneur. La France, qui prend là-aussi l'initiative et signe des traités en 1630 et 1631, en fait l'expérience. Du reste un événement survient vers 1660, qui diminue la portée de ce commerce. La dynastie des Chérifs saadiens fait place aux Chérifs alaouites, et, à cette occasion, les liens se rompent entre le Maroc et Tombouctou. Le Soudan retourne à l'isolement d'où les explorateurs européens ne le feront sortir qu'au XIXe siècle.

Avec Venise, qui est prête aux plus grands sacrifices pour conserver son commerce levantin, le point de friction est en Dalmatie. Au XVIIe siècle, l'islamisation de la Bosnie et de l'Albanie se précipite : sur 400.000 habitants, cette dernière province compte encore 350.000 chrétiens vers 1600, et seulement 50.000 un siècle plus tard. Les rapports de bon voisinage avec les possessions dalmates de la République ne gagnent rien à cette évolution. En outre, Ve-

nise a encore dans les eaux grecques une possession importante : la Crête; comme c'est la dernière « vache à lait », elle est exploitée avec une rigueur qui amène les indigènes à saluer les Turcs eux-mêmes en libérateurs. En 1645, la Porte fait un effort sérieux pour conquérir l'île, et une guerre d'un quart de siècle commence.

En Hongrie, la frontière a été tracée entre Ohm et Vienne en 1606, et, bien que le traité de Sitvatorok soit périodiquement renouvelé, elle n'est pas toujours respectée, ni d'un côté ni de l'autre. Mais le gros danger vient de la Transylvanie. Les princes électifs de ce pays sont restés vassaux et tributaires de la Porte. D'autre part, les progrès de la Réforme dans leur pays les mettent, au temps de la guerre de Trente Ans, en opposition avec les souverains catholiques. Leurs collisions avec l'Autriche ou la Pologne risquent toujours d'engager leur suzerain. De fait, c'est un incident de ce genre qui, succédant à beaucoup d'autres, provoque en 1661 la rupture des bonnes relations qui avaient existé pendant un demi-siècle entre la Turquie et l'Empire.

Sur la mer Noire, les sultans restent en relations intimes avec les khans de Crimée, bien que ceux-ci, au cours d'une des révolutions de sérail qui ont marqué le XVIIe siècle, aient songé un instant à se substituer à la maison d'Osman sur le trône de Constantinople. Leurs Tartares harcèlent les voisins chrétiens, mais maintenant ils trouvent à qui parler. En Ukraine et dans la Moscovie méridionale se sont constituées de véritables républiques de Cosaques, qui répondent aux incursions par des incursions, et font bonne mesure. Leurs barques descendent même le Dnieper et le Don et courent la Mer Noire, poussant parfois jusqu'au Bosphore. Sous Mourad IV, une victoire remportée par la flotte ottomane sur ces forbans est célébrée comme un grand triomphe.

Or ces Cosaques sont, théoriquement, sujets des rois de Pologne ou des tzars de Moscou, et peuvent d'un jour à l'autre engager ces puissances par leurs entreprises. Heureusement pour la Porte, la mésintelligence entre les deux Etats, conséquence des événements de 1610 (voir page 59), empêche toute action commune. Du côté de la Pologne, la question des Cosaques, après avoir provoqué plusieurs fois de petites hostilités, finit par déclancher la grande guerre de 1671. Le tzar pourrait être un ennemi plus dangereux, en raison des liens religieux qui l'unissent à des populations limitrophes de la Turquie, comme les chrétiens du Caucase. Mais il est, pour le moment, perdu dans les brumes du Nord, et l'expansion moscovite est orientée dans une tout autre direction.

Ainsi la guerre avec Venise reprend en 1645, la guerre avec l'Autriche en 1661, la guerre avec la Pologne en 1671. C'est le signe que l'esprit de la guerre sainte se réveille. L'impulsion vient moins du sultan Mahomet IV (1648-1687), qui ne songe qu'à la chasse, que d'une dynastie de grands-vizirs. En 1656, le sultan appelle au grand-vizirat un vieillard énergique, Méhémet Koprigli. Celui-ci impose ses conditions, exige un pouvoir discrétionnaire, et, en mourant, lègue le pouvoir à son fils Achmet Koprigli (1661-1676). Plus tard, d'autres Koprigli seront encore vizirs. Probes, et sincèrement dévoués à l'Etat, ces hommes ont remis de l'ordre dans l'Empire. Mais un de leurs principes est d'occuper au dehors la turbulence des janissaires.

Et c'est ainsi qu'en 1683 les Turcs, comme aux beaux jours de Soliman, camperont une dernière fois sous les murs de Vienne.

L'empire ottoman dispose encore de ressources considérables. L'Egypte n'est pas ruinée par les exactions de la soldatesque des Mamelouks ; sa riches-

se naturelle résiste à tout. La Syrie, l'Anatolie, malgré des soulèvements locaux, sont encore de riches provinces. A la Mecque, de tous les points du monde musulman, affluent chaque année des pèlerins dont le mouvement ne va pas sans profits matériels. Les sujets turcs prennent une part active au commerce de l'Océan Indien, où d'ailleurs les corsaires européens ne se privent pas de venger sur eux les avanies que les Barbaresques infligent au commerce méditerranéen. Lorsqu'en 1670 le jeune Leibnitz propose aux ministres de Louis XIV de conquérir l'Egypte et de rendre son importance au commerce qui, de là, se dirige vers l'Extrême-Orient, lorsqu'à cette occasion il parle de la décadence turque comme d'un fait accompli, il anticipe notablement les événements. Pourtant son idée, après avoir hanté des cerveaux vénitiens, hantera désormais plus d'une fois les cerveaux français.

La Perse, après Abbas le Grand, a vu se succéder plusieurs générations de souverains séfévides. Après le traité qui suit la perte de Bagdad (1639), et qui d'ailleurs lui donne des compensations en Arménie, la période des guerres turques est close. Les Ouzbeks de la Transoxiane, absorbés par les querelles que nous décrit Aboulghazi, sont devenus des voisins moins gênants. Après quelques tentatives pour reprendre Kandahar (vers 1650), les Grands-Mogols tournent ailleurs leur activité. La Perse a donc alors vécu tranquille. Elle donne aux voyageurs européens l'impression d'un empire paisible et florissant. Plus que l'empire turc, elle conserve les traditions de la civilisation musulmane. Elle a encore une littérature, un art remarquable : les miniatures de cette époque parent aujourd'hui nos musées. C'est la Perse séfévide dont l'image flotte devant l'imagination des lit-

térateurs européens épris d'exotisme. Encore au début du XVIIIe siècle, cette littétrature produira des œuvres fameuses : la traduction des *Mille et une nuits* par Galland, qui évoque le souvenir lointain des khalifes abbassides, et les *Lettres Persanes*.

II La question américaine.

Les événements d'Europe n'avaient pas ébranlé la domination de l'Espagne dans le Nouveau-Monde, ni dans les Philippines. La colonisation s'était développée, et la vie se régularisait. Elle était large. Les galions qui partaient chaque année pour Cadix n'emportaient pas toutes les richesses, il s'en faut. Déchargés de tout souci politique, n'ayant que des besoins intellectuels limités, et que du reste il leur était malaisé de satisfaire, les créoles étaient voués au sport, au jeu, à l'amour. Après la guerre araucanienne, il n'y eut plus de tumultes indiens sérieux. La vie des Américains du Sud au XVIIe siècle fait un piquant contraste avec celle que devaient connaître leurs descendants du XIXe.

Le commerce entre l'Amérique espagnole et les Philippines restait jalousement fermé aux étrangers. Un Français qui s'était glissé à Mexico, et de là à Manille, en fit l'épreuve en 1635.

Depuis 1580, les colonies portugaises de l'Afrique équatoriale et le Brésil avaient été rattachés à l'empire espagnol. Depuis que Philippe II avait fermé le port de Lisbonne aux nations hostiles à l'Espagne (1584), celles-ci, nous l'avons dit, s'étaient lancées à la recherche des produits qu'on prétendait leur interdire : leurs marins avaient commencé à inquiéter

les routes de la traite. Les Hollandais surtout profitèrent de l'aubaine, et ils avaient mis la main sur l'Angola et le Brésil lorsque survinrent les événements de 1640.

Les désastres coloniaux, joints à la fiscalité grandissante, avaient exaspéré les Portugais. La guerre de l'Espagne contre la France (1635), puis la révolte de Catalogne, les amenèrent à se serrer autour du duc de Bragance, principal seigneur du pays. En 1640, la révolte de Lisbonne le porta sur le trône restauré de Portugal, sous le nom de Jean IV. L'Espagne n'avait alors que peu de forces militaires disponibles pour la répression. La France devenait *ipso facto* l'alliée du Portugal; elle et son alliée la Suède reconnurent les premières l'indépendance. Avec les Anglais, les Portugais signèrent aussi un accord.

Mais les Hollandais n'entendaient pas se dessaisir de leurs conquêtes. Ils exigèrent, pour signer un armistice, des concessions léonines : obligation pour le Portugal de se fournir en Hollande de bateaux de 160 tonnes au moins, de s'interdire l'importation de nègres dans l'Amérique espagnole, etc... Et bientôt, alors que le traité de Westphalie les réconciliait avec l'Espagne (1648), ils reprirent la lutte contre le Portugal. Mais la lutte revêtit, de la part des colons portugais de l'Afrique et surtout du Brésil, un caractère national. Des faits d'armes glorieux forcèrent le respect de l'adversaire. La guerre soutenue par la Hollande contre l'Angleterre en 1652 facilita la tâche des Portugais. Et finalement les Hollandais renoncèrent à un conflit qui n'intéressait plus que deux des Provinces-Unies, la Zélande et la Gueldre. Le traité de 1662-3 reconnut à la couronne de Portugal les colonies de l'Afrique occidentale et le Brésil. L'héritier de la couronne des Bragance s'appela dès lors « le prince du Brésil. »

La lutte contre l'Espagne avait conduit les nations rivales à fonder leurs premiers établissements aux lieux mêmes que Colomb avait touchés d'abord, aux Antilles. Les Hollandais jetèrent leur dévolu sur la Guyane, les Français sur la Guadeloupe, la Martinique, Saint-Domingue, les Anglais sur la Jamaïque. Comme il était admis maintenant, d'après une tradition séculaire, que les colonies tropicales comportaient la main-d'œuvre noire, les nations intéressées fondèrent leurs premiers comptoirs sur les côtes du Sénégal et de la Guinée.

Subsidiairement, ces colonies devinrent le point de départ d'une active piraterie menée aux dépens du commerce ibérique. Commencée en temps de guerre, elle se continua sans pudeur en pleine paix. Elle donnait lieu, de la part du gouvernement espagnol, à des réclamations. Les gouvernements étrangers répondaient en fulminant des interdictions qui restaient aussi vaines que celles du Grand Turc contre les corsaires barbaresques : en 1671, l'Anglais Morgan, sans provocation, fit contre Panama un coup de main qui fut prôné comme le chef-dœuvre du genre. Quand un Etat faisait mine de réprimer sérieusement ces atteintes au droit des gens, les flibustiers s'en allaient dans la mer du Sud, où, au siècle précédent, Drake avait montré la route, poussant jusqu'aux côtes de la Colombie britannique. Mais les mers australes étaient plus intéressantes pour les corsaires.

Les Espagnols avaient, au XVIe siècle, vigoureusement découragé les entreprises sur la Floride. Ils surveillaient les pays limitrophes du Mexique du Nord. Mais, depuis longtemps, ils avaient abandonné l'Amérique du Nord aux entreprises des autres nations.

Ces entreprises étaient encore bien humbles dans la première moitié du XVIIe siècle. Aux lieux que

J. Cartier avait ouverts à la colonisation française dès le temps de François Ier, c'est seulement en 1608 que fut fondée Québec. Un demi-siècle plus tard, cette colonie ne se composait encore que de 3.000 à 4.000 personnes, dont deux tiers de mâles. Au sud du Saint-Laurent et des grands lacs, les Français se heurtaient à la population féroce des Iroquois, qui pouvaient armer 3.000 guerriers, et qui offrirent aux Jésuites de nombreuses occasions de cueillir la palme du martyre. Ces sauvages étaient approvisionnés de mousquets par les établissements anglais ou hollandais de la côte atlantique.

Nous avons vu les Anglais s'installer en Virginie dès le temps d'Elisabeth. Plus au nord, les tracasseries des Stuarts jetèrent un flot de dissidents religieux qui, en 1630, fondèrent Boston. La colonisation anglaise, dans ces climats moins rudes à l'Européen, marcha dès le début à une cadence très supérieure à celle de la colonisation française. Au temps de la première Révolution (1648), il y avait déjà 60.000 personnes dans ces établissements d'outre-Atlantique.

Entre les deux établissements anglais, les Hollandais avaient essayé leur chance : en 1606, ils avaient fondé une Nouvelle-Amsterdam. Ce n'est qu'au début de la seconde guerre contre la Hollande (1664) que les Anglais firent de la Nouvelle-Amsterdam New-York. Si la France, alors leur adversaire, n'avait n'avait pas trouvé la route barrée par les Iroquois, peut-être les eût-elle devancés, avec l'assentiment des colons hollandais.

Mais tous ces établissements intéressaient alors les marins de l'Europe occidentale, Ibères, Français, Anglais, Hollandais, Danois et Islandais, bien moins que les bancs de Terre-Neuve et la pêche de la baleine. De plus, on n'avait pas encore renoncé à cher-

cher, par le nord-ouest, l'accès de Cipangu et de Cathay, du Japon et de la Chine, des pays féériques dont les Ibères interdisaient depuis un siècle les routes naturelles : en 1611, un Anglais devenu Hollandais, Hudson, périssait dans les mers polaires.

Tout cela avait détourné jusqu'alors l'attention de l'immense pays qui s'ouvrait devant les colons de la lisière atlantique, et qui devait un jour se révéler plus avantageux aux fils de l'Europe que les royaumes conquis par Cortez et Pizarre.

III. La question des Indes Orientales

Le premier fait important, dans ce domaine, avait été la liquidation de la thalassocratie portugaise.

Après la réunion du Portugal à l'Espagne (1580) et la fermeture du port de Lisbonne aux étrangers hostiles (1584), la ruée sur la route des épices avait commencé, nous l'avons vu, surtout de la part des Hollandais. De sérieuses batailles navales furent livrées; celle de Malacca (1602), en particulier, affirma la supériorité des flottes néerlandaises. Petit à petit, l'effritement de la ligne des comptoirs portugais s'accentua, et elle était déjà avancée lors de la sécession du Portugal (1640).

On a dit plus haut la situation créée au Portugal par cet événement : guerre prolongée avec l'Espagne, alliance avec la France, puis avec l'Angleterre (Charles II Stuart épousa une infante portugaise), enfin continuation de la lutte avec la Hollande. Lorsque le premier des Bragance, le roi Jean IV, s'achemina vers la tombe (1656), il était à peu près résigné à acheter le maintien de l'indépendance et

a conservation du Brésil par le sacrifice des colonies orientales. « Les 1.000 hommes qu'il faut y envoyer annuellement, disait-il, périssent pour la plupart avant d'arriver, tandis qu'on reçoit de Rio-de-Janeiro, bon an mal an, 100 vaisseaux chargés de richesses ». Il regrettait seulement de voir le sacrifice profiter surtout à des hérétiques. Mais il fallut se résigner à conclure sur les bases posées par le roi Jean IV. L'Espagne, quand elle reconnut le nouveau royaume (1668), garda Ceuta. Charles II, en recouvrant le trône d'Angleterre (1660), apporta en don de joyeux avénement, et comme dot de sa femme, Tanger et Bombay. Les Français ne firent pas payer leur appui, mais ils avaient reconnu entre temps Madagascar et Surate. Quant aux Hollandais, ils eurent la part du lion. Ils avaient fait tomber Malacca en 1641, puis Colombo, à la suite d'une héroïque résistance. Ils firent traîner les négociations qui aboutirent à la paix de 1663 pour pouvoir encore rafler Cananor et Cochin.

Le Portugal ne garda que des lambeaux de l'empire immortalisé par Camoëns : Mozambique, Goa, Timor dans les Moluques, Macao, etc.

Le gros bénéficiaire était donc la république des Provinces-Unies. Elle était représentée dans ces parages par la puissante Compagnie des Indes orientales, fondée en 1600. Dès la première génération, les dividendes s'étaient élevés au chiffre encourageant de 75 %. Les principaux actionnaires appartenaient à la province de Hollande : c'est cette province influente qui, lors du traité de 1663, fit prévaloir l'opinion de sacrifier le Brésil pour conserver les acquisitions des Indes orientales.

Sur la route, les Hollandais s'étaient installés au Cap. Ils trouvaient là un climat analogue au climat méditerranéen, et des colons hollandais com-

mencèrent à y faire souche. Le gouverneur du Cap avait une place importante dans les conseils de la Compagnie.

Une seconde possession importante était Ceylan. Dans la vieille île bouddhique, divisée politiquement en deux royaumes, les Portugais avaient déjà habitué les populations à la prépondérance européenne. Les Hollandais firent de Colombo, difficilement conquise, le centre de leurs comptoirs du golfe de Perse et du golfe de Bengale.

Mais l'attention des Hollandais se porta avant tout sur Java et l'archipel de la Sonde. Un incident des guerres contre les Portugais et les princes indigènes les avait conduits à fonder là Batavia (1609). La ville devint la capitale de leurs établissements, et, au bout d'un siècle, atteignit le chiffre de 100.000 âmes. Les gouverneurs hollandais, dont le plus marquant fut Van Diémen, y menaient un train royal On a vu que l'île était devenu, au XVe siècle, le siège de sultanats musulmans, qui avaient maintenu leur indépendance contre les Portugais. Au XVIIe siècle l'Etat principal était celui de Mataram. Les Hollandais traitèrent avec ces princes, et leur inculquèrent la notion de l'économie dirigée. On concentra leurs efforts sur les produits du pays qui intéressaient les Européens. Les produits ne devaient s'exporter que par Batavia. Là, chaque année, les agents hollandais calculaient à peu près ce qui était nécessaire à la consommation de leurs clients d'Europe, et brûlaient ou noyaient le reste, pour ne pas avilir la marchandise. Et la flotte partait : on se doute que, même en temps de paix, elle était solidement armée.

Le même régime fut étendu à Sumatra, à Bornéo, à Ternate dans les Moluques. Les Hollandais défendirent leur monopole avec non moins de rigueur que ne l'avaient fait les Ibériques. Les cartes marines étaient

tenues secrètes : les capitaines de vaisseaux à qui on les communiquait avaient défense de les laisser voir aux étrangers, à peine du fouet, de la marque et du bannissement. Les routes de la mer de Chine, on le voit, étaient bien gardées.

Au sud-ouest de ce domaine, les Hollandais auraient pu trouver, en Australie et en Nouvelle-Zélande, un climat tempéré, et des conditions favorables à une colonie de peuplement. Ils reconnurent ces terres : en 1641, Tasman contourna l'île qui porte son nom. Le mirage, créé par Ptolémée, d'un grand continent austral, s'évanouissait : il n'y avait là qu'un océan s'étendant jusqu'au pôle, et où les baleines seules pouvaient entraîner le marin européen. Quant aux terres, les Hollandais cherchaient, non un exutoire pour leur population, mais un emploi pour leurs capitaux : ne trouvant là ni épices ni populations quelque peu dégrossies, ils délaissèrent ce domaine.

Ils avaient eu la sagesse de choisir le point de moindre résistance, la région où l'isolement insulaire, malgré l'habileté nautique des Malais, rendait difficile toute concentration politique des Etats indigènes. La récompense fut un bel empire, qui prospère encore. Quant au continent asiatique, les Hollandais, pas plus que les Portugais, n'avaient les ressources nécessaires pour l'entamer politiquement.

C'est dans l'Indochine que les perspectives auraient été le moins défavorables. A l'ouest, la Birmanie et le Siam s'y étaient livré, au XVIe siècle, des combats acharnés. Le Siam était sorti victorieux, quoique fortement influencé par la civilisation bouddhique de ses voisins. A l'ouest, l'Annam était divisé aussi en deux monarchies rivales. Mais cette division n'entrava pas les progrès des Annamites vers le sud, en Cochinchine, surtout quand de nombreux réfugiés chinois, après la conquête mandchoue (1644), vinrent

renforcer l'élément nordique. Quant au Cambodge, si brillant au Moyen-âge, il végétait à l'ombre de ses puissants voisins : vers 1650, un de ses souverains se faisait musulman et prenait le nom d'Ibrahim. C'était un des symptômes de la propagande musulmane qui allait pousser jusqu'à la province chinoise du Yunnan.

Au XVIIe siècle, les principales puissances de l'Indochine furent, comme au XVIe, les Etats birmans, siamois et annamites. Mais la situation du Siam fut consolidée par la division de la Birmanie et de l'Annam. Il s'acharna donc à la conquête du Cambodge, aidé par les révolutions qui troublaient ce royaume. C'est dans ces conditions, en effet, que se produisit l'événement signalé plus haut : en 1642, un neveu du roi régnant usurpa le pouvoir, se fit musulman en prenant le nom d'Ibrahim, et chercha à consolider son pouvoir par une féroce tyrannie.

Les Hollandais, solidement établis à Batavia, cherchèrent naturellement à disputer le trafic de l'Indochine à leurs concurrents portugais et espagnols : la tâche leur fut facilitée, à partir de 1640, par la séparation du Portugal et de l'Espagne. Bien vus au Siam, ils s'infiltrèrent également au Cambodge, non sans louvoyer péniblement entre ces deux monarchies si souvent ennemies. En 1643, leur ambassadeur Regemortes fut massacré avec sa suite par ordre d'Ibrahim. Une telle offense ne pouvait rester impunie sans compromettre gravement le prestige hollandais. Le gouverneur de Batavia essaya de s'assurer la collaboration du Siam, mais dut se résoudre à agir seul et militairement. L'expérience lui prouva que huit vaisseaux et trois cents soldats européens ne pouvaient suffire à abattre

même le Cambodge. Néanmoins, la résistance du vaisseau l'*Etoile polaire* impressionna Ibrahim : il accorda une indemnité pour le meurtre de Regemortes, et octroya même aux Hollandais certains avantages quant aux denrées qui intéressaient le commerce avec le Japon (peaux de cerfs, etc.).

En 1658, le tyranneau asiatique succomba aux efforts combinés de ses ennemis intérieurs, des Siamois et des Annamites. Mais les révolutions dynastiques ne cessèrent plus au Cambodge. La prépondérance siamoise s'affirma de plus en plus. D'autre part, les Annamites achevaient de réduire le Tchampa, aidés dans cette tâche par les émigrés chinois que leur envoyait la conquête mandchoue. Ils y joignirent les parties adjacentes du Cambodge, et finirent par occuper définitivement Saïgon (1698). Dès lors, ce qui restait de la glorieuse monarchie khmer (Lovek, Pnom-Penh), ne fut plus que le théâtre de la rivalité entre le Siam et l'Annam.

Dans l'Inde, le Dekkan, depuis la journée de Talikota (1564), était partagé entre des royaumes musulmans, Golconde, Bijapour. Dans la région de Bombay commençait à se dessiner la puissance indigène des Mahrattes. Mais tous ces états secondaires pâlissaient devant la puissance des Grands-Mogols.

Sous le règne de Djihangir (1605-1628), puis de Schahjahan (1628-1658), ceux-ci se souvenaient encore de leur origine djagataides et tournaient les yeux vers le nord-ouest. On a vu que Kandahar, reprise par Abbas le Grand, n'avait pu être enlevée aux Persans malgré trois sièges (le dernier en 1653). Une expédition de Schahjahan au delà de l'Hindoukoush, vers Hérat, aboutit aussi, malgré le déclin des khanats ouzbeks, à un échec. Peu à peu on s'habitua à

regarder les domaines spécifiquement indiens comme la force principale de l'Empire.

Le Bengale n'était pas toujours docile, et des frictions se produisaient de ce côté avec les factoreries européennes des bouches du Gange : en 1631-2, le Grand-Mogol dut donner une leçon aux Portugais de l'Hougli. Mais c'était surtout le Dekkan qui était une proie tentante. L'Empereur disposait de bons éléments militaires, Mongols et Radjpoutes. En face de lui il rencontra quelques-uns de ces chefs que le commerce avec l'Afrique, très actif, amenait dans l'Inde : un Abyssin tint tête à Schahjahan dans le nord du Dekkan et commença à organiser les forces des Mahrattes. A la fin du règne, le prince héritier Aurengzeyb tâta pour la première fois le Golconde et le Bijapour.

La fin de Schahjahan fut troublée par de graves querelles de succession. Il fallut à son fils Aurengzeb livrer plusieurs batailles pour éliminer son frère. Après quoi, il déposa son père même (1658), et Schahjahan finit sa vie en prison. Sa captivité fut illuminée par le dévouement de sa fille, dont le touchant caractère forme un heureux contraste avec ces sombres tragédies. Ainsi s'ouvrit cruellement le règne d'Aurengzeyb (1658-1707), qui allait porter à son apogée la puissance des Grands-Mogols, par la conquête du Dekkan.

Depuis Akbar, les empereurs mogols s'étaient habitués à trafiquer pacifiquement avec les Européens. Le port de Surate, dans le Gujerate, était un foyer de commerce particulièrement actif. Les voyageurs européens ne tarissaient pas en cris d'admiration sur les splendeurs de la cour d'Agra et de Delhi. Une littérature mi-persane mi-hindoue y produisait encore des œuvres agréables. Et surtout, les monuments somptueux se multipliaient dans toutes les provinces de l'empire. Un Français, Austin de Bordeaux,

a collaboré à l'érection du plus populaire de ces monuments, le Taj-Mahal, mausolée élevé par Schahjahan à une favorite morte prématurément. Un autre Français, Bernier, a décrit les splendeurs de la cour d'Aurengzeyb.

La Chine avait été le théâtre d'une importante révolution. Les bons empereurs Mings s'y étaient acheminés vers la ruine. En 1644, le dernier d'entre eux se suicida pour échapper à l'étreinte de deux généraux rebelles. Les derniers Mings finirent dans les bras de missionnaires chrétiens.

Ce ne furent pas les rebelles qui profitèrent de la catastrophe. Les populations comprises entre l'Amour et le golfe du Petchili, les Mandchoux, étaient sortis d'une longue torpeur vers 1600, sous l'impulsion du khan Nourachou. Longtemps, les Mings les retinrent derrière la Grande Muraille. Mais, à la faveur des rébellions, ils s'introduisirent à Pékin (1644). Puis, en quelques années, balayant les Mings et les rebelles, ils portèrent leurs armes jusqu'au Tonkin. Les 18 provinces étaient rassemblées lorsque monta sur le trône Kang-hi (1662). Les Mandchoux conservèrent la prééminence, symbolisée par le port de la queue. Mais les traditions du pays furent respectées, et la Chine commença à panser ses blessures.

On a vu qu'au XVIe siècle le Tibet était devenu une théocratie, souvent soutenue par les Mongols du nord. Les Mandchoux ne négligèrent pas de chercher l'appui moral du Grand Lama, et dès 1653 conclurent alliance avec lui. Ils marchaient ainsi sur les brisées des puissants Mongols Eleuthes, qui à ce moment arrivaient à leur apogée. Ils allaient même en 1678 se subordonner la Kachgarie, d'où ils éliminèrent les derniers Djagataïdes, mais en laissant le pouvoir à des khans musulmans. Un choc était inévitable entre Mandchoux et Eleuthes.

Pour le moment, les empereurs mandchoux ne

pouvaient songer à faire valoir les prétentions archaïques de la Chine sur l'Annam, et ils furent heureux que la Corée ne songeât pas à s'émanciper. C'est sur mer qu'ils rencontrèrent les derniers partisans des empereurs Mings. L'île de Formose, occupée au xv[e] siècles par des Japonais, était tombée en 1625 au pouvoir des Hollandais. Un aventurier formé à l'école des Portugais et des Espagnols, Koxinga, groupa autour de lui les mécontents chinois, et, en 1661-2, chassa de l'île les garnisons hollandaises. Il se constitua là un Etat corsaire qui inquiéta longtemps les côtes chinoises. C'était la première fois que l'émigration transmarine des Chinois, jusqu'alors essentiellement pacifique, prenait un caractère belliqueux.

Nous avons laissé le Japon dans un état d'anarchie politique qui n'avait pas empêché, au temps d'Hidéyoshi, les entreprises extérieures. Peut-être les Japonais eussent-ils été tentés de profiter de la débâcle des Mings, si dans l'intervalle ne s'était pas produit chez eux une révolution politique. Une famille ambitieuse, les Tokougawa, entreprit de rétablir le pouvoir du shogunat, en exploitant le prestige millénaire du mikado. Au début du xvii[e] siècle, Iéyasou, puis Itmésou, parvinrent à mettre à la raison les Daïmios récalcitrants. Un régime absolutiste fut instauré au Japon.

Les communautés chrétiennes avaient prospéré au beau temps des daïmios. Elles furent compromises par leur chute. Les Tokougawa résolurent d'éliminer les 200.000 chrétiens de l'archipel, et y réussirent. Le dernier foyer de résistance, Arima, fut brisé en 1638, avec le concours des Hollandais que la haine des Ibériques entraîna à bombarder cette ville. A ce prix, les marchands hollandais obtinrent au Japon un jour de souffrance.

Car les Tokongawa avaient adopté, vis-à-vis des étrangers, le régime d'exclusion farouche qui désor-

mais resta en vigueur. Le Japon se replia sur lui-même, et se consacra à cultiver les remarquables traditions littéraires et artistiques que les Européens ne firent plus qu'entrevoir. Cette situation allait se maintenir pendant 250 ans.

L'Asie du XVIIe siècle était donc encore de taille à braver toutes les tentatives européennes. Dans l'Inde et dans la Chine, Aurengzeyb et Kang-hi allaient être les contemporains et les émules de Louis XIV. Leurs Etats étaient incomparablement plus peuplés que n'importe quelle puissance européenne, ce qui compensait l'infériorité militaire. Et, au point de vue de l'art tout au moins, les civilisations asiatiques soutenaient toutes les comparaisons. C'est dans le domaine de la science que s'affirmait seulement la supériorité de l'Europe. Les Jésuites le comprirent. Malgré la mauvaise impression que pouvait produire le souvenir des faveurs des Mings, eux mêmes se maintinrent à la Cour de Kang-hi comme présidents de l'Académie des Sciences, — et subsidiairement comme grands-maîtres de l'artillerie : la guerre contre les Eleuthes s'ouvrit avec 300 canons fondus sur les indications de ces missionnaires de la foi chrétienne.

IV. Contre-coups en Europe.

Le résultat de la guerre de Trente ans (1618-1648) avait été l'abaissement de la Maison d'Autriche-Espagne. Aux inquiétudes soulevées par sa prépondérance politique s'étaient jointes les haines religieuses provoquées par son union intime avec la contre-réforme catholique. Elle avait succombé sous tant d'antagonismes.

L'Espagne était arrivée, non sans peine, à empêcher la sécession de la Catalogne. Mais elle avait dû abandonner le Portugal; et les possessions qu'elle avait retenues sur la côte marocaine étaient sans valeur, puisque les Chérifs alaouites se montraient capables, même sans l'appui des Turcs, de défendre la porte de l'Afrique musulmane. L'Espagne gardait aussi ses possessions d'Amérique et des Philippines, qui suffisaient largement à lui assurer le rang de puissance mondiale, avec laquelle tout Etat européen continuait à compter.

Elle gardait aussi Milan et Naples, où elle avait maté les révoltes locales. Par là, et par son union intime avec le Saint-Siège, elle continuait à peser sur les petites cours italiennes. Mais elle était incapable maintenant d'aider Venise contre le Turc, auquel ne la liait d'autre part aucune « capitulation » régulière. Rien n'indiquait mieux la diminution de sa position méditerranéenne.

L'Espagne gardait enfin, malheureusement pour elle, la Franche-Comté et la Flandre, qui l'exposaient aux coups de la France grandissante.

La branche autrichienne de la Maison de Habsbourg avait gardé ses domaines héréditaires, Vienne, le Tyrol, la Bohême, une partie de la Hongrie. Léopold Ier (1657-1705) achevait d'en expulser les derniers éléments protestants. Les réactions ainsi provoquées allaient contribuer à déchaîner de nouveau, en Hongrie, la guerre turque.

La perte des domaines des Habsbourg en Alsace était à peine un affaiblissement. Plus important était l'évanouissement presque complet du pouvoir impérial, que la fidélité des électeurs catholiques maintenait à la Maison d'Autriche. Les princes allemands avaient vraiment acquis une indépendance complète en matière de politique extérieure. Il est vrai

que, désormais complètement rassurés sur leur indépendance religieuse, les princes protestants renonçaient à leur opposition systématique aux Habsbourg. Cette évolution apparaît clairement dans le Brandebourg sous le règne du Grand Electeur (1640-1688). Au moins contre le Turc, le souverain autrichien peut compter sur l'appui lent, mais efficace pourtant, de toute l'Allemagne.

La Maison de Habsbourg ne cessait donc pas, dans son abaissement, de porter une bonne partie des fardeaux communs de l'Europe.

Les puissances qui avaient contribué plus que toutes autres à la vaincre étaient la France et la Suède.

La France, après les traités de Wesphalie (1648) et des Pyrénées (1659), apparaît à tous comme le principal Etat du continent. Nul n'est plus peuplé, plus uni, mieux pourvu de ressources variées. Elle est débarrassée de l'étreinte bicéphale contre laquelle elle vient de lutter pendant 150 ans. Mais ses hommes d'Etat conservent l'habitude d'avoir les yeux fixés sur sa frontière nord-est, son point faible. Pour le moment, elle a conquis l'Alsace, sauf Strasbourg, mis en tutelle la Lorraine. Elle est alliée aux petits princes allemands de la région rhénane, aux cantons suisses. Elle convoite naturellement les anciens domaines bourguignons, Franche-Comté et Flandre. En tout cas, elle est libre, pour la première fois, de porter son attention sur ses intérêts extraeuropéens, qui sont encore embryonnaires.

La Suède est apparue au temps de Gustave-Adolphe comme l'ange sauveur des protestants allemands. Unie à la France, elle a dicté, en 1648, le statut de l'Allemagne. Elle en a retiré un avantage matériel : la Poméranie. Mais la vision de la Baltique, « lac sué-

dois », a alarmé contre elle nombre d'intérêts, qui se réunissent un instant sous Charles-Gustave (1654-1661). Le petit Danemark, qui, par la possession de la Norvège et de l'Islande, est malgré tout une puissance maritime, maintient libre la navigation du Sund avec l'appui des Hollandais. Le Brandebourg, uni depuis 1618 à la Prusse, se méfie des Suédois : c'est lui qui portera la première atteinte à leur prestige militaire (Fehrbellin 1675). Contre la Pologne qui veut reprendre la Livonie, Charles-Gustave pousse à fond la lutte, pénétre jusqu'à Varsovie : sans obtenir de grands résultats, il augmente les embarras de cette monarchie élective, si fortement handicapée alors du côté de l'Ukraine. Dans la lutte contre la Moscovie, les Suédois, s'ils ne peuvent s'emparer de Novgorod et de Pskof, ferment au moins solidement à l'adversaire l'accès de la Baltique. La puissance de la Suède, on le voit, garde un caractère strictement local : ce n'est que par son aliance avec la France qu'elle intervient dans les affaires générales de l'Europe.

La guerre de Trente ans a profité indirectement aux deux Etats qu'on commence à appeler « les puissances maritimes » : Hollande et Angleterre. La première y gagne la reconnaissance de son indépendance par la Maison d'Autriche (1649), sans parler des avantages coloniaux. La seconde a profité aussi du déclin de l'Espagne, et en aurait tiré parti plus largement si elle n'avait été alors absorbée par les troubles intérieurs qui aboutissent à la catastrophe de 1648-1649.

Or, l'antagonisme des deux puissances se manifeste aussitôt. Les Hollandais prétendent accaparer dans toute la mesure du possible le commerce de transit entre les différents pays. L'Angleterre porte

un coup sensible à cette prétention par l'Acte de Navigation (1651), qui réserve à son pavillon le commerce dans les ports anglais. Une guerre s'ensuit, terminée en 1654 par une cote mal taillée. Les hostilités reprennent en 1664, et les deux Etats se livrent alors les batailles navales les plus acharnées qu'eussent encore vues les mers européennes.

A ce moment, l'Angleterre a vu rentrer l'héritier des Stuarts (1660), au milieu d'une satisfaction assez générale. Mais bientôt la faveur mal [déguisée des Stuarts pour le catholicisme ressuscite dans le pays une nervosité qui se traduit par une émigration abondante dans l'Amérique du Nord. Il ne passerait encore par l'esprit de personne, ni en Europe, ni hors d'Europe, de voir dans l'Angleterre la principale puissance maritime.

La Hollande, au contraire, monte alors à l'apogée. La Maison d'Orange y garde la situation qu'elle doit au souvenir de ses services incomparables dans la guerre de l'indépendance, à ses alliances aussi avec les grandes maisons protestantes d'Europe. Mais le pouvoir est aux mains d'une bourgeoisie républicaine et fédéraliste, puritaine et commerçante. Sur le continent, elle est alors complètement rassurée du côté de l'Espagne, non encore inquiétée du côté de la France. Elle peut se vouer exclusivement aux entreprises maritimes. Son objectif, nous l'avons dit, est de retenir aux mains de la Hollande le commerce de transit et, chaque fois qu'il est menacé, elle n'hésite pas à recourir à la force. Dans le nord, elle maintient libre l'accès de la Baltique, et cherche à profiter du recul de l'Angleterre dans la mer Arctique (1649) : nous verrons, en parlant de la Moscovie, que c'est sans succès. Dans les deux guerres contre l'Angleterre, elle maintient libre le passage du Pas-de-Ca ais

et fait un moment trembler Londres. Dans la Méditerranée, elle inflige de sévères leçons aux corsaires barbaresques. Dans les Indes occidentales, elle a dû renoncer au Brésil, et en 1667 elle abandonnera New-York contre des concessions sur l'Acte de Navigation et dans les Moluques (paix de Bréda). C'est que ses grands intérêts sont aux Indes orientales. Nous avons suffisamment insisté sur la situation qu'elle y a acquise. Au milieu du XVIIe siècle, c'est la Hollande qui est, de loin, le principal représentant de la thalassocratie européenne.

Un nom, d'ailleurs, symbolise la splendeur de la Hollande à cette époque, un nom qui a été mêlé victorieusement à toutes les luttes auxquelles nous venons de faire allusion : celui de l'amiral Ruyter.

Plus que bien des dissertations, les états de service d'un Ruyter renseignent sur la thalassocratie hollandaise du XVIIe siècle et sur la place qu'elle tint dans le monde.

Michel Adriansson de Ruyter naquit le 24 mars 1607 à Flessingue, où sa statue domine aujourd'hui les lieux où l'Escaut, la Meuse et le Rhin viennent se perdre dans la mer. Il s'embarqua pour la première fois en décembre 1618, à onze ans. En 1622, il servit au siège de Berg-op-Zoom contre les Espagnols de Spinola. Mais la mer le reprit et désormais l'accapara. Vers 1627, il s'exerçait dans la lutte difficile contre les corsaires de la ville (alors espagnole) de Dunkerque : une fois, il fut pris, emmené en Espagne, s'échappa et revint en traversant la France. Puis, on le trouve au Groënland, au détroit de Magellan (1635), et, de 1638 à 1641, au Brésil et aux Antilles.

En 1641, les Hollandais soutiennent le Portugal

révolté contre l'Espagne. Les qualités militaires de Ruyter ont été appréciées, et le prince d'Orange le nomme contre-amiral. Il paraît devant Lisbonne (septembre), à la bataille livrée aux Espagnols près du cap Saint-Vincent (4 novembre) et rentre en janvier 1642. Il ne dédaigne pas de reprendre le commandement d'un vaisseau marchand armé en course, et rencontre souvent les Espagnols et les Dunkerquois sur les côtes d'Amérique et sur le trajet du retour. Entre temps, il fait connaissance avec le commerce de « Barbarie », combat les Algériens, et noue des relations avec le souverain de Salé qui deviendra son ami.

En 1648, le traité de Munster met fin à la période héroïque des guerres espagnoles. Il semble que Ruyter considère sa carrière militaire comme terminée. La guerre de course, à l'époque, était lucrative, et il avait acquis quelque fortune. Ayant déjà perdu deux femmes, il se remarie, et promet à sa femme de ne plus reprendre la mer ! Peu après (1653), il s'établira à Amsterdam, sur le quai : une plaque y signale encore la maison où il venait se reposer dans l'intervalle de ses campagnes, car on se doute que la promesse ne fut pas tenue.

Remarquons que, dans tous les récits relatifs à la jeunesse de Ruyter, on ne signale aucun voyage aux Indes orientales. Ceci nous avertit qu'il ne faut pas encore donner à ce commerce, dans la vie de la Hollande, la place que nous sommes portés à lui attribuer en considérant l'avenir. De fait, en 1609, sur une flotte qui aurait compté 16.289 vaisseaux, représentant un tonnage de 911.200 tonnes, et des équipages de 159.825 hommes (il faut probablement réduire ces chiffres d'un tiers), les Indes orientales, Chine comprise, n'occupaient que 10 vaisseaux (4.800 tonnes)

et 2.400 hommes. En 1621, le gouverneur de Batavia ne dispose encore que de 30 vaisseaux, de 1500 ou 1600 soldats. En 1635, on parle déjà de 40 vaisseaux par an. Mais c'est visiblement après le traité de Munster (1648) que le commerce des Indes orientales prend son élan : dans les guerres de 1666 et de 1673, la protection de la flotte des Indes orientales est signalée au premier plan dans les préoccupations des amiraux hollandais.

Par comparaison, on rappellera qu'en 1609 le commerce de Berbérie et d'Italie est donné comme occupant 650 vaisseaux (182.000 tonnes) et 16.200 hommes. Vers 1627, une soixantaine de vaisseaux, *par an*, franchissent le détroit de Gibraltar. De 1641 à 1650, ce commerce est en état de résister à une perte de 1 million de guldens par an, que lui inflige la piraterie. On voit pourquoi les exploits contre les Barbaresques tiennent une si grande place dans la vie de Ruyter, qui finira par apparaître comme un spécialiste de la lutte, consulté par tous les Etats européens (1670).

Revenons en 1652. La première guerre anglaise a éclaté, et Ruyter reprend du service (août). Il sert encore en sous-ordre sous Witt, puis sous Tromp, et ce n'est qu'après la mort glorieuse de celui-ci (1653) qu'il est nommé vice-amiral. La paix est signé (mai 1654) avant qu'il ait pu donner sa mesure.

En 1654, campagne à Salé. En 1655, Ruyter est devant Alger, signe un traité avec le souverain de Salé (22 octobre) et rentre en mai 1656. Après une apparition dans les mers danoises et à Dantzik (juillet 1656), il est renvoyé dans la Méditerranée (déc. 1656) contre Alger et Tunis, et renouvelle le traité avec Salé (avril 1657). Au cours de ces campagnes,

Ruyter a trouvé plusieurs fois sur sa route des corsaires espagnols ou français. Avec les premiers, les incidents sont sans importance. Avec les seconds, ils deviennent plus graves. Ruyter a donné une sévère leçon à deux corsaires français sur les côtes d'Italie, et le règlement de l'affaire l'amène à Toulon (juillet 1657). Le changement de situation s'annonce : ce n'est plus l'Espagne, mais la France, qui est l'adversaire.

Les différends coloniaux de la Hollande avec le Portugal ne sont pas encore réglés. En septembre 1657, Ruyter est envoyé pour guetter les galions qui reviennent du Brésil à Lisbonne. En juillet 1658, il est encore employé dans les eaux portugaises.

Les Hollandais ont entrepris de protéger le Danemark contre la Suède, pour maintenir la liberté des détroits : cette fois, Ruyter commande en chef l'opération (mai 1659). Retardé quelque temps par les manœuvres de la diplomatie, il remporte devant Nyborg (novembre 1659) un succès décisif, qui amène la paix entre les cours du Nord (juin 1660). Il est comblé d'honneur à Copenhague, à Lubeck : quand il rentre (septembre 1660) son nom est devenu décidément célèbre dans toute l'Europe. La chance aussi lui sourit : il a échappé au scorbut, à un accident périlleux, et, jusqu'alors, à toute blessure grave.

En mai 1661, nouvelle campagne en Méditerranée. Des accords sont signés avec Tunis (sept. 1662), avec Alger (nov. 1662). Mais la piraterie barbaresque est si invétéré que Ruyter doit revenir encore devant Alger en mai 1664.

Les incidents se multiplient entre temps entre Hollandais et Anglais. Ces derniers, sous prétexte que le Portugal leur a cédé ses droits sur la côte occiden-

tale d'Afrique, molestent dans les parages des îles du Cap-Vert les bâtiments hollandais qui viennent de Guinée en octobre 1664 : Ruyter y conquiert Gorée, et exerce sur les Anglais de larges représailles. En mars 1665, il va défendre le commerce néerlandais dans les Antilles, puis à Terre-Neuve où il apprend (juin 1665) la rupture entre l'Angleterre et la Hollande. Il rentre à Amsterdam après cette promenade qui l'a mené en treize ou quatorze mois des côtes berbères, par la Guinée et les Antilles, jusqu'aux mers polaires, avec un copieux butin, et est reçu comme un sauveur.

La guerre a mal commencé pour la Hollande. Ruyter prend le commandement général de la flotte en août 1665, et commence par une croisière sur la mer du Nord : princes et marins de toute l'Europe viennent apprendre à son école ce qu'est une flotte bien tenue. Le 1er juin 1666, il engage contre les Anglais la bataille des quatre jours, d'où il sort victorieux. Mais l'adversaire ne se décourage pas, et une seconde bataille, devant l'embouchure de la Tamise (août 1666), est moins heureuse. C'est un moment difficile : incident pénible avec Tromp le jeune, que les partisans des Orange voudraient opposer à Ruyter, maladie (octobre 1666). Mais l'année 1667 réserve à Ruyter son plus grand triomphe, celui qui, avec la délivrance de Copenhague, est resté le plus populaire : en juin, il paraît brusquement dans la Tamise, enlève une partie des vaisseaux anglais, répand la terreur dans Londres même, et rentre en Hollande sans dommage. La paix de Bréda est signée le 13 août.

Ruyter est maintenant sexagénaire, et au comble de la fortune. En 1668, son fils Engel, qui a dejà servi sous lui, reçoit à dix-neuf ans, en l'honneur de

son père, un commandement de vaisseau. Louis XIV, qui a encore été l'allié des Hollandais dans la dernière guerre, demande le portrait du grand amiral. Les rois font assaut de cajoleries envers lui, et demandent ses avis. Pourtant, l'heure du repos n'a pas sonné.

La guerre contre la France monte à l'horizon. Dès 1671, Ruyter reprend la mer momentanément, en prévision d'une attaque brusquée. En avril 1672 vient l'attaque franco-anglaise. Ruyter supporte le premier choc de la flotte anglaise en juin 1672, et dès lors ne cesse plus sa faction sur les côtes de Hollande. En juin 1763, en août 1673, il livre des combats meurtriers contre les Franco-Anglais, sans parvenir à sauver la flotte des Indes orientales, que les Anglais ont été chercher jusqu'à Sainte-Hélène. Le 19 février 1674 seulement, la paix avec l'Angleterre le soulage au moins d'un de ses deux adversaires.

Pendant qu'il veille, la catastrophe des frères de Witt, ses grands amis, a mis en péril sa famille : elle a été, le 6 septembre 1672 insultée et menacée par la populace d'Amsterdam, et Ruyter a dû, de son bord, implorer la protection de Guillaume d'Orange. Celui-ci ne la refuse pas, demandant seulement la réconciliation avec Tromp le jeune. En septembre 1673, il fait octroyer à l'illustre vieillard une pension perpétuelle. Le 21 février 1674, il fait nommer Ruyter amiral-général.

La guerre contre la France continue. Ruyter repart en mai 1674 pour les Antilles, mais une attaque sur la Martinique (juillet) se termine par un échec. Au cours de ces opérations, il a appris à apprécier les mérites de la marine créée par Colbert. Aussi, lorsqu'au retour il reçoit l'ordre d'aller soutenir les Espagnols en Sicile, il met ordre à ses affaires. Il pressent que

c'est la dernière fois qu'il va, avec des moyens insuffisants, soutenir l'honneur du pavillon hollandais.

A Messine, une révolte a éclaté contre l'Espagne, et une flotte française, sous d'Estrées et Duquesne, doit aller l'appuyer. L'Espagne, dont la haine de Louis XIV a fait l'alliée de la Hollande, a demandé l'appui du grand marin qui a fait contre elle ses premières armes. Ruyter part le 3 septembre 1675, franchit le détroit de Gibraltar une fois de plus, et rallie les Espagnols à Palerme. Bien que Colbert estime que Duquesne « n'a pas la tête ni le cœur d'un Ruyter », c'est un rude adversaire, et les lettres de Madame de Sévigné attestent que dans certains milieux parisiens on est plus optimiste qu'au ministère.

La première rencontre a lieu en vue du Stromboli (janvier 1676). L'issue est douteuse, mais Duquesne croit devoir faire le tour de la Sicile pour aller secourir Messine. Entre marins, on raconte que les deux fameux amiraux hésitent au moment de jouer leur réputation l'un contre l'autre, qu'ils s'évitent à dessein : les mêmes bruits ont couru sur Doria et Barberousse. En tout cas, Ruyter, après avoir refait sa flotte à Naples, vient, avec l'escadre espagnole de don Fr. de la Cerda, chercher les Français à Messine, puis s'écarte vers le sud pour les attirer hors du port. Duquesne en effet prend le large, et livre bataille en vue d'Agosta le 22 avril 1676. La carence des Espagnols laisse l'amiral hollandais supporter presque tout le poids de l'attaque française : à son lit de mort, Ruyter refusera de recevoir La Cerda, disant « qu'il a vu assez de poltrons dans sa vie », et ne tenant pas compte des excuses que l'infortuné amiral espagnol pourrait trouver dans le délabrement navrant des vaisseaux de Sa Majesté Catholique.Au cours

de la lutte meurtrière qui se poursuit, Ruyter a été atteint par un boulet au pied, et il se brise la jambe en tombant. C'est dans cet état qu'il est ramené à Syracuse, laissant le champ de bataille à l'adversaire.

Il est mort à Syracuse le 29 avril 1676. Ses cendres ont dû attendre plusieurs mois le retour dans la patrie, l'escadre hollandaise ayant reçu l'ordre de rester en Sicile jusqu'à la répression de l'insurrection: malgré la défaite, la dernière entreprise de Ruyter a donc été couronnée de succès. Quand le vaisseau qui ramenait le cercueil passa en vue des côtes de France, il fut salué dans nos ports par ordre du roi Louis XIV. Le 18 mars 1677 les restes de Ruyter furent déposés en grande pompe dans l'église d'Amsterdam, où aujourd'hui le monument de Verhulst rappelle aux marins de toutes les nations le souvenir du grand amiral :

Immensi tremor Oceani.

V. La question russo-tartare.

La Moscovie avait, en 1613, échappé à la mainmise polonaise et retrouvé une dynastie nationale. Sous les deux premiers tsars Romanof, Michel (1613-1645) et Alexis (1645-1676), les diverses classes de la population ont été constamment mêlées à l'exercice du pouvoir soit par des assemblées générales, soit par des assemblées corporatives ou locales : le code russe a été imprimé alors pour la première fois. Les tendances spontanées de la société moscovite apparaissent très nettement.

Les guerres des tsars contre les Suédois, pour s'ouvrir l'accès de la Baltique, sont restées sans résultats. Les Suédois ont défendu sévèrement la Fin-

lande et les provinces baltiques. Les marchands russes s'en sont consolés facilement. Ils se défiaient de l'infiltration des gens « d'outre-mer », voulaient concentrer à Arkangelsk tout commerce avec l'Europe : même là, ils obtinrent la suppression des privilèges dont les Anglais avaient joui depuis Elisabeth (1649). Les Hollandais, qui essayèrent de profiter de ce recul de leurs rivaux, s'attirèrent des avanies qu'ils durent encaisser.

Les guerres contre la Pologne eurent un caractère plus national. Au traité d'Andrussovo (1667), la Moscovie récupéra de vieilles terres russes, Smolensk, Kiev. Il y avait là, aux confins des deux monarchies une population flottante, les Cosaques, qui portaient leur allégeance du roi de Pologne au tsar, et, en réalité, maintinrent l'Ukraine, durant tout le XVII[e] siècle, dans un état d'anarchie.

D'autres Cosaques, plus à l'est, sur le Don, sur la Volga, essayaient de compromettre le tsar dans leurs flibusteries sur la mer Noire et la mer Caspienne. Le tsar résista énergiquement; Azov ayant été pris par les Cosaques, il laissa les Turcs la reprendre sans intervenir (1642). Tranquillisé de ce côté par le déclin des Tartares de Crimée, il ne se souciait nullement d'entrer en conflit avec les empires, encore vigoureux, de Turquie et de Perse. L'esprit de la guerre sainte resta absent de la Moscovie jusqu'à la fin du siècle.

C'est que la Moscovie restait profondément hostile à tout ce qui sentait le rapprochement avec l'Occident: il faudra le réveil brutal de l'autocratie avec Pierre le Grand pour vaincre cette antipathie. La raison en était avant tout religieuse. Le clergé moscovite, sous les patriarches Philarète, puis Nicon, était une puissance de premier ordre, et nous avons vu qu'il s'était montré plus fidèle que le clergé grec aux traditions

du schisme. Extrêmement mal informé des changements survenus en Occident au temps de la Réforme et de la Contre-réforme, il maintenait fermement son opposition à tout ce qui pouvait combler le fossé creusé par les siècles entre les Eglises orthodoxe et romaine. Il y fut encore encouragé par les tentatives des jésuites pour ramener les populations orthodoxes de Lithuanie, sujettes de la Pologne. Ce clergé échappait même au pouvoir du tsar. Dans sa lutte contre Nicon (1666), celui-ci appela à la rescousse le clergé orthodoxe grec, plus habitué par les traditions byzantines, puis par les conditions qui lui étaient faites sous la domination ottomane, à s'incliner devant le pouvoir temporel. Le tsar obtint ainsi certains avantages, mais provoqua d'autre part la formation de sectes qui maintinrent le point de vue de l'indépendance de l'Eglise vis-à-vis de l'Etat.

L'aversion pour l'Occident se fortifiait de l'attraction persistante qu'exerçait l'Asie sur la population russe. Le paysan rétif au servage se faisait Cosaque, et l'écoulement vers la Sibérie fut continu pendant le XVIIe siècle. Dès le début du siècle, on l'a vu, les Moscovites avaient atteint le lac Baïkal. En 1632, Yakoutsk fut fondée. Peu près, des Russes aperçurent le détroit que Bering devait redécouvrir plus tard.

Les montagnes du sud de la Sibérie, avec leurs gîtes métallifères connus dès la plus haute antiquité, offraient un champ de colonisation plus tentant que les mers glaciales. Dès le milieu du XVIIe siècle, des chefs cosaques s'établirent sur l'Amour, l'un d'eux, Khabarov, a laissé un nom populaire parmi les Russes de ces régions. Les populations tartares, très clairsemées, n'offrirent qu'une résistance des plus molles jusqu'au moment où la dynastie mandchoue, solidement établie en Chine, en prit la direction. Elle envoya des armées de 10.000 hommes, avec 200

canons. Le résultat final sera le traité de Nertchinsk (1689), qui interdira pour longtemps la région de l'Amour aux Russes. La compensation était l'établissement de relations commerciales régulières avec la Chine.

Bien que la Russie-Sibérie fût séparée du Turkestan par des steppes peu engageantes, l'ombre du « tsar blanc » commençait à s'étendre sur le pays de Tamerlan. Les princes qui succombaient dans les discordes incessantes de la région prenaient l'habitude de se réfugier chez le souverain des « Ourouss ». Aboulghazi (mort en 1663) en cite plusieurs exemples. Et une mélancolie profonde se dégage des écrits où les derniers Djagataides remâchent les souvenirs des grands ancêtres.

IV

Le Monde vers 1721

Louis XIV et Charles XII ! Tout le monde a présents à l'esprit les événements qu'évoquent ces noms, d'une part les grandes guerres de Hollande (1672-8), de la Ligue d'Augsbourg ou de la Révolution d'Angleterre (1689-97), de la Succession d'Espagne (1701-1714), d'autre part la prestigieuse équipée du « dernier des Wikings » (1699-1718). Nous allons tâcher de résumer les répercussions de ces événements sur la situation extérieure de l'Europe.

I. La question turque.

Les Turcs, grâce, il faut bien le dire, à l'appui que leur avait prêté, malgré quelques différends, la politique française de cette époque, avaient de nouveau fait trembler l'Europe chrétienne. On a vu leur ardeur guerrière se réveiller dans le troisième quart du XVIIe siècle, contre Venise, contre l'Empire, contre la Pologne, contre la Moscovie. En 1682, ils concentrèrent une fois de plus leurs coups contre l'Autriche. Une masse, que les rapports les plus modérés évaluent à 138.000 hommes, menaça directement Vienne, d'où 60.000 personnes, dit-on, durent s'enfuir. Tout le monde savait, en Europe, quelle gravité aurait la

chute de la place. Sous le coup de ce péril, le rapprochement intime de la Pologne et de l'Autriche, que la diplomatie française avait travaillé à empêcher tout au long du XVIIe siècle, s'opéra tout naturellement : le roi Jean III Sobieski se porta au secours de Vienne, et son apparition aux côtés de l'armée allemande décida la levée du siège (septembre 1683). La tente du grand-vizir Kara-Mustapha, et d'innombrables trophées, ornèrent l'ancienne capitale de la Pologne, Cracovie. Et l'éclat de ce fait d'armes s'accrut encore quand on dut plus tard y reconnaître la dernière page glorieuse de l'histoire de la vieille monarchie, déjà travaillée de maladies mortelles.

Le danger qu'avait couru Vienne suscita un véritable réveil de l'esprit de croisade. Les princes allemands, même protestants, étaient naturellement derrière l'Empereur Léopold. Sous l'action du Saint-Siège, Venise et la Pologne envoyèrent toutes leurs forces à son aide. Même la Moscovie fut entraînée, espérant, comme la Pologne, discipliner par la guerre sainte les turbulents cosaques des marches ukrainiennes. Des autres pays européens, les volontaires affluèrent. Le duc Charles de Lorraine, alors expulsé de ses Etats par Louis XIV, commanda un moment les armées impériales. Et le jeune Villars fit ses premières preuves à la bataille du mont Hersan (1687), aux lieux mêmes où avait succombé, un siècle et demi auparavant, l'indépendance hongroise.

A Constantinople, les échecs subis sur le Danube se traduisirent par les scènes ordinaires, mutineries de janissaires, strangulation du grand-vizir Kara-Mustapha, déposition du sultan Mahomet IV. Ce changement de personnel servit moins les intérêts de l'Empire ottoman que l'explosion de la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-9).

Alors les Turcs firent de nouveau un effort énorme pour ressaisir la Hongrie, qui leur échappait. Le margrave Louis de Bade leur barrait la route à Semlin. Le grand-vizir Mustapha-Köprigli, « l'orgueil des Osmanlis », par une marche hardie, se porta sur ses derrières, à Salankémen. La bataille qui s'ensuivit (19 août 1691) fut un désastre pour les Turcs. Les Impériaux inscrivirent au « tableau » : le grand-vizir, le séraskier, l'aga des janissaires, le juge du camp, 18 pachas, 36 alaibegs, 15 chefs de régiments de janissaires, le chef des mamelouks d'Egypte, plus 154 canons, 40.000 buffles, 5.000 chevaux, 2.000 chameaux et 54 caisses contenant le trésor de campagne. « Jamais, disent les historiens turcs, tant de charges n'avaient été rendues vacantes en un seul jour. »

La Porte ne se découragea pas encore, parce qu'en Hongrie et en Transylvanie subsistaient bien des résistances, moitié politiques, moitié religieuses, contre l'établissement de la souveraineté héréditaire des Habsbourg. En 1697, le sultan vint lui-même essayer de couper la communication entre les Autrichiens qui contournaient la Transylvanie et l'armée principale de l'Empereur, que le prince Eugène de Savoie, alors à ses débuts, commandait près de Peterwardein. Eugène marcha aux Turcs, les surprit en train de franchir la Theiss, près de Zenta, et leur infligea une défaite nouvelle, qui fonda sa réputation militaire (septembre 1697).

Les alliés de l'Autriche avaient enregistré aussi des succès. Les flottes vénitiennes avaient parcouru les côtes et les mers de la Grèce, occupé le Péloponnèse : c'est au cours de ces opérations, comme on sait, que le Parthénon, après avoir résisté deux millénaires, avait trouvé sa fin (1687). Sobieski avait opéré en Roumanie sans grands succès, mais les Moscovites

avaient pris Azov (1697). Après le traité de Ryswick, le sultan, ne pouvant plus compter sur les diversions françaises, posa les armes : au traité de Carlowitz (1699), il dut abandonner à l'Empereur Léopold la Hongrie et la Transylvanie sauf le banat de Temesvar, aux Vénitiens la Morée, aux Polonais Kaminek sur le Dniestr, aux Moscovites Azov. C'était le traité le plus onéreux qu'eût encore signé la Porte.

Les Turcs étaient si découragés qu'ils se songèrent pas à profiter de la guerre de la Succession d'Espagne. Pourtant la Hongrie et la Transylvanie continuaient à résister aux tentatives des Habsbourg pour éliminer de leurs nouveaux domaines les dernières traces du protestantisme (1704-1705). Il fallut employer contre elles les moyens dont, vers le même temps, Louis XIV donnait l'exemple contre les Camisards. Privées de tout espoir de secours ottoman, elles finirent par se résigner.

Les Turcs trouvèrent une occasion inattendue de prendre leur revanche sur le Moscovite. Après Poltava (1709), Charles XII était devenu leur hôte un peu forcé. Les efforts du tsar pour obtenir son extradition ou son expulsion finirent par amenier une guerre entre lui et la Porte. Mais son armée fut cernée sur le Pruth (1711), et il n'obtint sa libération qu'au prix d'un traité qui aurait été encore plus dur si le grand-vizir ne s'était montré accessible à la corruption. Azov fut rendu aux Turco-Tartares.

De toutes leurs pertes, la plus sensible aux Turcs était la Morée. En 1715, ils firent un effort sérieux pour la reprendre à Venise. Ils comptaient sur la neutralité de l'Empire, qui sortait à peine de la guerre de la Succession d'Espagne. Mais Eugène vit là une occasion unique de confirmer la soumission de la Hongrie encore frémissante. Il remporta une pre-

mière victoire à Peterwardein (1716), et cerna Belgrade, qui fut écrasée de bombes. Une armée ottomane sous le grand-vizir vint au secours de la place; elle fournit au grand capitaine l'occasion de sa victoire la plus populaire (1717). Belgrade tomba, et le traité de Passarowitz (1718) donna à l'Empereur, outre le banat de Temesvar, Belgrade et une partie de la Serbie, plus la Croatie et l'Esclavonie, dont Eugène s'empressa d'organiser les populations militaires. En compensation, Venise rendit la Morée : c'était la dernière tentative que devait faire l'illustre république pour maintenir son ascendant politique dans le Levant.

Dans ces guerres, les Ottomans avaient mis sur pied des forces énormes, accompli plus d'un fait d'armes honorables, et n'avaient pas uniquement enregistré des revers. Ils avaient repris la Morée et Azov, ils reprendront Belgrade. D'autre part, les efforts des Kôprigli pour améliorer l'organisation de l'empire n'avaient pas été entièrement vains. Le dernier de la famille qui exerça la charge de grand-vizir, Hussein Kôprigli (vers 1700), avait réussi à récupérer les populations chrétiennes de la Bosnie et de la Serbie en les exemptant d'impôts pendant cinq ans. Quand on lit Tavernier et Chardin, on n'a pas l'impression que l'Anatolie fût dans le marasme. La Syrie et l'Egypte n'avaient pas connu la guerre. Malgré tout, l'heure des offensives était définitivement passée pour les descendants d'Othman.

Ils gardaient leur prestige aux yeux des souverains musulmans secondaires. A l'occident, leurs vassaux barbaresques avaient encore été dans cette période la pierre d'achoppement pour les bonnes relations avec la France : en 1683, Duquesne avait essayé sur Alger les galiotes à bombes nouvellement inventées,

et poursuivi les corsaires tripolitains jusqu'à Chio. Depuis, le sultan avait modéré quelque peu ses turbulents vassaux. A la même époque, le Maroc connaissait un grand souverain, Moulay-Ismaïl (1672-1727). Il remit de l'ordre dans le pays éprouvé par la révolution dynastique : « une vieille juive, disait-on, peut voyager maintenant d'un bout à l'autre de l'empire sans être volée ». Le Maroc offrait encore des restes de l'antique civilisation : dans telle localité de la région du Touat, on trouvait une bibliothèque de 1500 volumes où figuraient les œuvres du grand Ibn-Chaldoun. Le sultan se tenait en relations avec Louis XIV et d'autres princes chrétiens, il protégeait les relations commerciales avec le Soudan. Or, ce monarque qui, comme on voit, faisait encore grande figure, ayant un différend de frontières avec ses voisins algériens, acceptait l'arbitrage du sultan de Constantinople.

A l'autre extrémité de l'empire, les khans de Crimée restaient fidèles. Leurs Tartares prirent part à toutes les guerres sur le Danube. Un d'eux, après Salankemen, fut déposé comme un simple officier turc. La reprise d'Azov raffermit encore le prestige de la Porte dans ces régions.

Sur l'Océan Indien, il avait peut-être fléchi. A la fin du règne de Louis XIV, des corsaires français fréquentaient ces parages. L'un traitait avec le souverain de Mascate, qui possédait Mombaza sur la côte d'Afrique. Un autre prêtait un médecin au souverain du Yémen pour faciliter l'accès au pays d'où le café commençait à se répandre en Europe. Un autre encore cherchait le contact avec le royaume chrétien d'Abyssinie. A propos d'aucun de ces incidents, on ne voit faire allusion à l'action de la Porte ottomane.

La Perse était restée pacifique. Après la perte de Bagdad (1638) et la défense victorieuse de Kanda-

har (1653), elle ne connut plus d'incidents belliqueux qu'à l'extrême frontière du Khorassan. C'est un pays tranquille que nous décrivent Tavernier et Chardin, les voyageurs dont les récits ont fourni un minimum de support aux fantaisies de Montesquieu. Mais, au moment même où ces fantaisies amusaient les lecteurs de Paris, la Perse séfévide s'effondrait. Le mouvement partit de Kandahar (1709). Peu à peu les chefs afghans s'avancèrent vers l'Orient, et en 1722 Ispahan, la capitale du grand Abbas, était en leurs mains. Le Séfévide Tahmasp, essaya de se défendre en cédant aux Turcs et aux Russes, pour obtenir leur appui, les provinces riveraines du Tigre et de la mer Caspienne : mais, quand le tsar avait à rétablir l'ordre dans les populations transcaucasiennes, il considérait déjà la Perse comme « quantité négligeable ». Elle allait connaître un réveil inattendu par le bras d'un aventurier turcoman, qui débutait alors sous le nom modeste de Tahmasp-kouli-Khan (esclave de Tahmasp), mais qui allait faire retentir jusqu'en Europe son second nom de Nadir-Chah.

II. La question américaine.

Au début de la période que nous envisageons, la partie intéressante de l'Amérique, aux yeux des Européens, est toujours le domaine hispano-portugais. Les établissements hollandais, français, anglais des Antilles attirent moins les colons par leurs ressources naturelles que par les occasions qu'ils offrent de faire des coups de main fructueux sur les vaisseaux qui apportent les nègres d'Afrique ou qui partent d'Acapulco vers Manille et la Chine.

Pendant les guerres de Hollande et de la Ligue d'Augsbourg, ce sont surtout les corsaires français qui se sont distingués dans ce sport : que n'auraient pas risqué nos flibustiers et nos négriers pour venger les Indiens opprimés par les Espagnols ! Durant la guerre de la Succession d'Espagne, le Français devient au contraire le défenseur de Sa Majesté Catholique. Ce sont les Hollandais et les Anglais maintenant qui courent sus aux galions et aux traitants : mais, en bons commerçants, ils proposent aux Espagnols, en pleine guerre, de faire trêve à la guerre de course, moyennant le monopole du commerce des nègres !

Le Portugal a récupéré ses colonies d'Afrique et le Brésil, fait sa paix avec l'Espagne en 1669. Il signe, dans la guerre de la Succession d'Espagne, un traité d'alliance avec l'Angleterre (traité de Méthuen, 1707), qui l'expose à son tour aux exploits des corsaires français : en 1711, Duguay-Trouin bombarde et rançonne Rio-de-Janeiro.

Aux Antilles, étant donné l'enchevêtrement des possessions, les guerres de Louis XIV ont amené nombre de coups de main et pillages réciproques. Et, malgré tout, la colonisation avançait : vers 1700, la Jamaïque comptait au moins 14.000 nègres.

Les routes du Pacifique, dont l'Espagne, non sans raison, s'était efforcée de garder le secret, devenaient plus familières aux autres nations. Sous Louis XIV, plusieurs corsaires français revirent les parages où s'était risqué Drake, la Californie, le nord du Pacifique. Au temps de la guerre de la Succession d'Espagne, un commerce régulier se fit avec le Chili et le Pérou : aux abords du détroit de Magellan, il y eut des îles « Malouines ». L'idée de reconnaître le « continent austral » hanta plus d'un cerveau.

Au traité d'Utrecht (1713), l'Angleterre s'assura

les bénéfices de ce commerce. Elle eut le monopole de l'Asiento, se chargea de fournir aux colonies espagnoles 4.800 nègres par an. Elle eut le monopole du commerce avec la côte Pacifique : une « Compagnie de la mer du Sud » se fonda en Angleterre, qui, quelques années plus tard, s'effondrait au milieu de scandales retentissants. Mais l'avènement d'un Bourbon à Madrid, les relations amicales qui en résultèrent entre la France et l'Espagne, ne pouvaient manquer de porter leurs fruits. Plus d'une entorse fut donnée aux privilèges arrachés par l'Angleterre au profit des commerçants français. Des savants français, au XVIIIe siècle, visitèrent l'Amérique du Sud.

Dans l'Amérique du Nord, l'Espagne du XVIIe siècle, tout en maintenant sa surveillance sur les côtes de l'Atlantique (Floride) et du Pacifique (Californie, Colombie Britannique), pouvait dédaigner les établissements septentrionaux, les « arpents de neige » des autres nations. Mais, dans la seconde moitié du siècle, ces établissements prirent un développement qui allait peu à peu changer complètement l'équilibre des forces dans le Nouveau-Monde.

Depuis le traité de Bréda (1667), la Hollande était éliminée de ce domaine. L'Angleterre et la France restaient en présence, amies jusqu'à la révolution de 1688-9, ensuite ennemies.

Les établissements anglais de la côte Atlantique continuaient à se développer sous l'action des querelles religieuses qui divisaient la métropole. En Pensylvanie, Penn avait trouvé un asile pour des protestants dissidents, les Quakers. Au Maryland, à Baltimore, c'étaient les catholiques qui cherchaient le repos. La Caroline naissait. Les Anglais restaient toujours collés à la côte, mais leurs colonies regagnaient en densité de population ce qu'elles perdaient en extension — et bien au delà.

Les Français de Terre-Neuve, de l'Acadie, de Québec et de Montréal bénéficiaient de l'énergique impulsion à Colbert et de ses successeurs. Le grand obstacle à la colonisation, la guerre iroquoise, disparaissait peu à peu. Les Français se vengeaient des mauvais procédés des Anglais, sournoisement alliés à ces sauvages, en soutenant, entre l'Acadie et Boston, les non moins féroces Abénaquis.

Cette guerre les avait mis en rapports avec les Hurons et autres tribus de la région des Grands Lacs. Ils avaient maintenant des postes militaires dans cette région. Et les chasseurs de fourrures poussaient même plus à l'ouest.

Là, deux voies s'ouvraient. L'une conduisait vers la baie d'Hudson. Les Anglais avaient d'incontestables droits de priorité sur ces mers polaires. Les « coureurs des bois » français ne se laissèrent pas arrêter, et provoquèrent, en pleine paix et même en temps d'alliance officielle, des frictions entre les deux nations. La concurrence profita en tous cas à l'exploration géographique de la région du Saskatchevan.

La voie du Sud était bien plus intéressante. Des explorateurs français avaient reconnu les sources du Mississipi, reconnu aussi l'Ohio, entendu parler d'un grand fleuve qui courait vers le midi. Aboutissait-il au golfe du Mexique ou au Pacifique? C'est Cavelier de la Salle qui a résolu le problème.

Robert Cavelier de la Salle était né à Rouen en 1643. Sa famille le destinait à l'Ordre des Jésuites, mais Robert se sépara de l'Ordre avant d'avoir prononcé ses vœux, en 1658. Et en 1666 il débarquait au Canada. Il acheta une propriété à La Chine, entre Montréal et le lac Ontario, et c'est là qu'il commença à rêver du grand fleuve dont parlaient les coureurs

des bois et les missionnaires, sans pouvoir dire s'il se dirigeait vers le golfe du Mexique ou vers la mer Vermeille (Pacifique Nord).

Cavelier de la Salle se lança dans la forêt en 1669, et vécut deux ans entre les lacs et l'Ohio. C'est la période mystérieuse de sa vie. On se demande en particulier pourquoi, ayant reconnu (après d'autres) l'Ohio, il n'eut pas l'idée de descendre cette belle rivière, qui l'eût conduit au Mississipi. Il se familiarisa en tout cas avec les nombreux dialectes des « Indiens ».

En 1672 il était de retour à Québec, où il gagna l'amitié du nouveau gouverneur, le comte de Frontenac. Avec cette recommandation, il alla en 1674 à Paris voir Colbert. Celui-ci le reçut bien, approuva ses projets, mais ne lui donna pas d'argent (on était au fort de la guerre de Hollande). Cavelier dut revenir encore à Paris en 1678. Il rassembla des fonds et se munit d'auxiliaires. Le plus sûr fut l'Italien Tonti, fils de l'inventeur des « tontines ».

C'est en juillet 1678 que la caravane de Cavelier de la Salle partit pour le grand voyage. Le Niagara dépassé, elle construisit un bateau, — le premier bateau européen qui ait navigué sur le lac Erié, puis sur les lacs Huron, Supérieur et Michigan. A la jonction des trois lacs était le fort Michillimachinac, point de ralliement des coureurs des bois. A l'extrémité du lac Michigan, là où s'élève aujourd'hui Chicago, le terrain avait déjà été reconnu par quelques rares Français. Plus au sud, c'était l'inconnu.

Cavelier de la Salle fut retenu par une mutinerie qui causa la perte de son vaisseau. Puis, les Indiens riverains de l'Illinois, terrorisés par les incursions des Iroquois, durent être rassurés : Tonti fut laissé

à la garde des postes de la région. Au moment de la comète de 1680, Cavelier de la Salle était encore dans ces parages. Mais il était déjà muni des canots qui devaient descendre l'Illinois. Et l'Illinois le conduisit au Mississipi.

Alors commença la lente descente du grand fleuve. Cavelier de la Salle reconnut l'embouchure du Missouri, celle de l'Ohio, celle de l'Arkansas. On se nourrissait en chassant le bison. On évitait autant que possible les tribus des prairies, d'ailleurs rares et clairsemées. Enfin, en avril 1682, on atteignait le delta du fleuve, qui décidément se jetait dans l'Atlantique, et non dans le Pacifique. Cavelier de la Salle en prit possession au nom de Louis XIV.

Il revint par la même route annoncer sa découverte, et en 1684 il était à Paris. Il vit Louis XIV lui-même, et l'intéressa à la prise de possession du pays exploré. Depuis que Fernand de Soto avait péri aux bouches du Mississipi, pendant un siècle et demi, les Espagnols n'avaient pas songé à utiliser sa découverte, et pourtant ils prétendaient interdire à tous les côtes du golfe. Louis XIV n'avait aucune raison de les ménager. Il accorda à Cavelier de la Salle les vaisseaux nécessaires pour retourner au delta du fleuve, mais ne lui donna pas d'argent : ce n'était plus la guerre de Hollande, mais Versailles, qui pesait sur les finances royales.

Cavelier de la Salle s'embarqua à La Rochelle sur trois vaisseaux commandés par le capitaine Beaujeu. La petite escadre toucha à Saint-Domingue, et piqua vers le nord. Mais la Salle n'avait pas bien repéré la longitude et la latitude du delta, et le manqua largement. On débarqua loin vers l'ouest, entre le Colorado et le Rio Grande, où furent jetées les fondations du fort Saint-Louis du Texas. Et Beaujeu abandonna les terriens à leur sort.

Les éléments qu'avait emmenés la Salle étaient des plus équivoques. La présence d'Indiens montés sur des chevaux indiquait le voisinage des Espagnols. La terreur de voir apparaître ceux-ci commença à démoraliser la petite troupe. La Salle, ayant reconnu son erreur, se mit fièvreusement à la recherche du Mississipi. Mais il ne devait plus revoir le grand fleuve qu'il avait ouvert à l'humanité européenne. Au début de 1687, il fut assassiné par des mutins.

Ceux de ses amis qui furent épargnés par les assassins, après avoir erré dans la prairie, finirent par atteindre l'embouchure de l'Arkansas. Là ils retrouvèrent les postes de Tonti. Celui-ci s'était mis à la recherche de son ami le long du Mississipi. Ces allées et venues achevèrent d'établir la liaison entre le Canada et ce qui devait être la Louisiane.

Entre temps, les Espagnols alertés s'étaient mis en chasse. Une expédition partie du Mexique finit par retrouver le fort Saint-Louis du Texas. Il n'en restait que des débris, entre autres 200 volumes laissés par la Salle. Les survivants de l'expédition avaient succombé à des querelles fratricides ou aux raids des Peaux-rouges.

Tonti tint à honneur de rester aux bouches du fleuve sur lequel la Salle avait planté l'étendard fleurdelisé. La position était scabreuse au temps de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, dans laquelle l'Espagne lutta contre la France. Ce n'est que quand un Bourbon régna à Madrid (1700) que Louis XIV put revendiquer hautement la paisible possession de la Louisiane. Tonti vécut assez longtemps pour constater que le dévouement de son ami et sa propre endurance n'avaient pas été vains : il mourut en 1704 de la fièvre jaune.

Entre temps avait commencé (1689) la lutte entre

la France et l'Angleterre. Nombre d'épisodes militaires signalèrent dans ces parages les guerres de la Ligue d'Augsbourg et de la Succession : attaques des Anglais contre Québec, des Français contre Boston, expédition de Nesmond dans la baie d'Hudson, etc. Au traité d'Utrecht (1713), les Anglais s'assurèrent, là aussi, d'importants avantages.

L'Acadie devint anglaise, et les Français durent créer, sur le petit domaine qu'on leur y laissa, la ville de Louisbourg. A Terre-Neuve, les droits de leurs pêcheurs furent restreints. La baie d'Hudson leur fut reconnue. Leurs marins s'efforcèrent aussitôt de devancer les sujets de Pierre le Grand dans la découverte du passage du nord-ouest vers la mer de Chine : mais un naufrage les arrêta. Là aussi, les traces de la catastrophe ne furent relevées que bien plus tard.

Les Français gardaient le Canada, et n'étaient pas disposés à laisser péricliter leurs droits sur l'intérieur du continent. Au temps du régent Philippe d'Orléans (1715-1722), Law donna une vigoureuse impulsion a la colonisation de la Louisiane, où s'éleva la Nouvelle-Orléans. Un immense empire français s'ébauchait donc dans l'Amérique du Nord, cernant étroitement les colonies anglaises. Mais ses ressources en population étaient inférieures. Louis XIV et Colbert avaient voulu forcer la nature. Les froids du Canada, les fièvres de la Louisiane, rebutaient les Français. Bref, au début du XVIII[e] siècle, ils comptaient par dizaines de milliers, tandis que les Anglo-Saxons comptaient par centaines.

Plus hardis comme pionniers que comme colons, ils n'en songeaient pas moins à accroître encore ce domaine. On rêvait toujours d'un autre Mississipi, conduisant au Pacifique et de là à la mer du Japon

par une voie plus courte que l'immense détour du détroit de Magellan. En cherchant ce fleuve, La Vérendrye, dans le second quart du XVIIIe siècle, allait révéler les Montagnes Rocheuses.

III. La question des Indes orientales.

Au milieu du XVIIe siècle, les Hollandais exerçaient dans ce domaine une primauté incontestée, — j'entends par rapport aux autres Européens. Ils maintinrent les positions acquises à travers toutes les guerres de Louis XIV. Batavia grandissait normalement. Tout au plus les luttes de cette époque, si lourdes pour les ressources, malgré tout limitées, de ce petit peuple, les empêchèrent-elles d'exploiter les droits que Van Diémen et Tasman leur avaient légués sur les terres australes.

La colonisation hollandaise bénéficia de la Révocation de l'Edit de Nantes (1685). De nombreux huguenots vinrent renforcer la colonie du Cap. Ce sont des Français qui ont atteint les premiers le bord du Kalahari.

La colonisation des Français et des Anglais s'est développée, celle des Français d'abord et surtout. Colbert avait fondé (1666) une Compagnie des Indes orientales, qui, à travers de multiples avatars, conserva désormais la direction de nos établissements dans les pays des épices.

Les tentatives d'établissement à Madagascar ne produisirent pour lors que de maigres résultats. Mais l'île Bourbon comptait 1.500 habitants au début du XVIIIe siècle. L'île que les Hollandais appelaient « Maurice », ayant été évacuée par eux, devint en 1715 l'île de France : « legs posthume de Louis XIV » !

Dans l'Inde, un aventurier hollandais qui avait collaboré à la ruine des chrétiens du Japon, puis avait passé à la France, Caron, nous donna Pondichéry (1671). D'autres comptoirs suivirent.

Les Français n'hésitèrent pas à aborder l'Indochine. A la suite des guerres contre la Bi_manie et le Cambodge, le royaume de Siam y était devenu la principale puissance sous Phra-Naraï. Le ministre grec de ce roi, Phaulkon, lui révéla la puissance du Roi-Soleil. Des ambassadeurs français vinrent au Siam, un Français commanda la flotte siamoise aux bouches du Ménam. En 1686, une ambassade siamoise parut à Versailles. Mais la mort de Phra-Naraï et la chute de Phaulkon firent péricliter ces relations. Nos marins n'en retinrent pour le moment que « la maladie du Siam ». L'Annam, sous les princes Nguyen, était alors en pleine descente vers le sud, et assez rébarbatif aux Européens.

Les mers de Chine étaient bien gardées par les Hollandais et les Espagnols des Philippines. C'est par le détour immense de l'ouest que cherchaient alors à les aborder les navigateurs français.

Les Anglais s'étaient laissés nettement distancer. Leur Compagnie des Indes orientales ne s'organisa que sous Guillaume III (1689-1702). Et, au traité d'Utrecht (1713), toute leur attention, on l'a vu, se porta sur les « Indes occidentales ».

Les puissances asiatiques ne s'ouvraient guère encore. Dans l'océan Indien occidental, les marchands « mores » gardaient la prééminence. Dans l'Inde, un général du Grand-Mogol s'offrit, durant la guerre de Hollande, le spectacle d'un combat naval entre Français et Hollandais, et s'en amusa fort. Les querelles entre commerçants européens, qui accompagnèrent naturellement toute les guerres

de Louis XIV, paraissaient toujours négligeables aux potentats asiatiques.

Dans l'Inde, il existait encore, au milieu du XVIIe siècle, des monarchies indépendantes, zamorin de Calicut, rois de Bijapour et de Golconde. C'est avec eux qu'ont été conclus les accords relatifs à la fondation des premières factoreries françaises.

Mais en 1658 Aureng-Zeyb était devenu Grand-Mogol. Avec lui montait sur le trône de Delhi et d'Agra, pour la première fois, un musulman fanatique, sunnite strict, pour lequel l'orthodoxie religieuse allait être ce qu'elle fut pour Philippe II ou Louis XIV vieillissant. Mais Philippe II ou Louis XIV avaient derrière eux l'immense majorité de leurs sujets catholiques : Aureng-Zeyb, avec ses musulmans, gouvernait des dizaines de millions d'Hindous, et, parmi ceux-ci, était forcé de ménager au moins les Radjpoutes, qui fournissaient les meilleurs éléments de ses armées.

Dans le Dekkan, il abattit les rois chiites de Golconde et de Bijapour, étendant son bras jusqu'à l'extrême sud de l'Inde. Il rencontra plus de résistance chez les Hindous des Ghats occidentales, les Mahrattes, organisés par Shivaji. Il remporta sur eux plus d'une victoire, mais leur Etat subsista.

Au nord-ouest, Aureng-Zeyb ne négligea pas les domaines héréditaires de ses ancêtres, mais ne put songer à les agrandir. Il vit naître en effet dans le Penjab l'opposition des Sikhs. C'était une secte fondée dès le XVIe siècle, qui mêlait des croyances musulmanes avec les idées hindoues. Les persécutions religieuses, qui se firent atroces sous Aureng-Zeyb, exaspérèrent son fanatisme. Là aussi, une guerre commença, dont le grand empereur ne vit pas la fin.

Malgré tout, Aureng-Zeyb a fait, jusqu'à sa mort (1707), grande figure. Le revenu de ses immenses Etats montait à 400 ou 500 millions de roupies. Le Grand-Mogol percevant un tiers des récoltes, on pourrait, en supposant que le reste suffît tout juste à la subsistance de la population (20 roupies par tête), évaluer la population agricole de l'Inde à près de 50 millions. C'est, bien entendu, un minimum : les villes, nombreuses et populeuses, s'ajoutent à cette masse.

Après Aureng-Zeyb, on vit se succéder, en douze ans, plusieurs révolutions de palais, qui laissèrent à Mohammed-Chah un pouvoir diminué. Le Grand-Mogol resta le souverain légitime de l'Inde, la seule source régulière de tout pouvoir. Mais, dans le Dekkan, les hauts dignitaires se transformèrent en vassaux héréditaires et pratiquement indépendants. Le gouverneur qui représenta la Compagnie française à partir de 1711, Lenoir, fut le premier à apercevoir les perspectives qu'offrait cette dissolution. Elles ne devaient s'ouvrir largement que quand Nadir-Chah eut passé par là.

Dans la Chine, la période s'ouvre par l'avènement de Kang-Hi (1662). C'est la contre-partie chinoise d'Aureng-Zeyb, mais avec un esprit beaucoup plus ouvert.

Par atavisme, il était Tartare, et ne se plaisait véritablement que dans la steppe. Ses principaux efforts visèrent le rétablissement de l'autorité de l'Empire au nord et à l'ouest. Nous l'avons vu refouler les Russes de l'Amour (1689). Pour enlever à la suzeraineté des Eleuthes la Mongolie orientale et le Tibet, il soutint contre ce puissant peuple une longue lutte, au cours de laquelle il rétablit les communications de l'Empire avec le bassin du Tarim.

Les Eleuthes n'avaient pas encore renoncé à leur indépendance quand il mourut, mais la puissance, jadis formidable, de leurs khans, ne devait plus se relever.

Tartare, Kang-Hi gouverna les Dix-Huit Provinces en Chinois, mais sans se laisser complètement domestiquer par les lettrés. On a vu sa bienveillance pour les Jésuites. Le christianisme en eût largement profité, si les dominicains, qui jugeaient excessives les concessions de l'autre ordre, n'eussent soulevé la « querelle des rites » : le Saint-Siège leur donna raison, et la répercussion de ces querelles impressionna fâcheusement la cour de Pékin.

Kang-Hi n'était pas fanatique de guerre. La Corée restait soumise. Il ne s'inquiéta pas de l'Annam. Quant aux Chinois qui essaimaient dans les Iles du Pacifique, il était trop continental pour s'en occuper.

Sous lui, l'Empire du Milieu comptait 177 millions d'habitants. Il y avait là de quoi intimider l'Européen. « Une armée de trente mille hommes, disait un Français, avec nos engins de guerre, viendrait facilement à bout de toutes ces provinces, mais comment les conserverait-on ! »

Kang-Hi mourut en 1722, et le règne suivant fut débile. Mais en 1736 monta de nouveau sur le trône un grand Empereur : Chien-Luong.

Le Japon somnolait sous le sage despotisme des Tokougawa. Le sport, l'amour, la poésie et l'art, suffisaient à son bonheur. Une lignée ininterrompue de grands peintres, en particulier, y a vécu aux XVIIe et XVIIIe siècles. — dont les œuvres font aujourd'hui l'orgueil des collections européennes.

L'Orient d'Aureng-Zeyb et de Kang-Hi restait donc une masse imposante. A la fin du XVIIe siècle, les commerçants anglais du Bengale s'étaient permis

quelques-uns de ces actes de violence auxquels les guerres entre Européens n'habituaient que trop les gens d'outre-mer. Aureng-Zeyb menaça de détruire leurs comptoirs, et exigea une grosse indemnité. Dans l'empire chinois, au début du XVIIIe siècle, des trafiquants français qui, comme de juste, se doublaient de corsaires, pillèrent des jonques chinoises. Les mandarins de Kang-Hi menacèrent de représailles, et il fallut donner réparation.

IV. Contrecoups sur l'Europe.

Le premier fait qui saute aux yeux, c'est la prépondérance acquise par la France dans cette période. Elle a par trois fois tenu tête à des coalitions comprenant les principaux Etats européens. A la dernière, elle a, malgré des concessions importantes, imposé finalement sa solution de la question de succession en Espagne. Elle a conquis et retenu, sous Louis XIV, Perpignan, Besançon, l'Alsace, Lille. Même sur mer, elle a balancé les forces réunies des puissances navales : la bataille de Velez-Malaga (1704) a encore été fort honorable, et aurait été un triomphe, si les amiraux français avaient compris que l'adversaire était sorti de l'action complètement désarmé. Financièrement, ses ressources sont assez grandes pour surmonter encore, au sortir des guerres de Louis XIV, la secousse de l'aventure de Law (1716-1720).

Elle est l'Etat le plus peuplé de l'Europe (20 millions d'habitants). Elle a le goût de l'unité et de la centralisation au point d'avoir éliminé toutes les dissidences religieuses. Dans la période de paix qui

s'écoulera de 1714 à 1740, l'effort de la nation va se porter sur le commerce extérieur. C'est le bon côté de l'impulsion donnée par Law : Voltaire constatera, en 1738, que l'élan commercial a dépassé, dans les vingt dernières années, « tout ce qui s'était fait depuis Pharamond jusqu'à Louis XIV ». Il y a des ombres : la répugnance à l'expatriation complète, l'indifférence pour la marine de guerre. Mais, dans l'ensemble, la première moitié du XVIII[e] siècle marque l'apogée de la situation mondiale de la France.

C'est donc par rapport à elle qu'il est naturel de passer en revue la situation des autres Etats.

L'Espagne vient de reconnaître un roi bourbon (1700). Elle va sortir de la léthargie incroyable où elle était tombée sous les derniers Habsbourg : la population y reprend une marche ascendante. Elle a gardé l'Amérique du Sud et les Philippines, restant, par l'étendue brute des possessions, la grande puissance coloniale. La perte des possessions bourguignonnes la débarrasse d'une cause de conflit permanente avec la France.

En revanche, celle-ci a perdu l'alliance traditionnelle du Portugal. Ce petit Etat, avec ses possessions encore importantes d'Afrique et d'Amérique, est tombé dans la dépendance économique de l'Angleterre.

L'Autriche a porté le poids principal des luttes contre les Turcs et les Français. Elle en sort matériellement agrandie. Elle a gagné la Hongrie d'une part, d'autre part Milan et Naples en Italie, et les Pays-Bas. Cette dernière acquisition lui ouvre la possibilité de devenir une puissance mondiale. Par contre, la Belgique est un point de friction entre elle et la France, et un mariage qui va se conclure entre les Habsbourg et la Maison de Lorraine, rétablie dans

ses Etats, va en créer un second. Sous l'impulsion du prince Eugène, cet Etat hétérogène a pris, tant bien que mal, le caractère d'un Etat moderne. Le point faible est la situation financière.

Le Habsbourg est mal résigné à l'abandon de la couronne d'Espagne, de même que le Bourbon d'Espagne est mal résigné à l'abandon des possessions italiennes. L'Italie va devenir l'enjeu d'une lutte d'intrigues entre les deux puissances. Il en sortira une redistribution des couronnes italiennes : Bourbons à Naples et à Parme, Habsbourg en Toscane, et le duc de Savoie-Piémont mué en « roi de Sardaigne ». Tout cela importe peu, même pour les Italiens. Le seul Etat italien qui fît encore, au XVII[e] siècle, figure de puissance mondiale, Venise, est définitivement déchu.

En Allemagne, la seule solution qui eût pu régler rationnellement les rapports avec la France, l'union de la couronne héréditaire de France avec la couronne élective de l'Empire, a été manquée en 1657 comme elle l'avait été en 1519, comme elle le sera en 1740. Dès lors, la France a été amenée à envisager des mesures de défense : « fermer la Gaule aux Germains » (occupation de Strasbourg), mettre un désert entre elle et l'Allemagne (incendie du Palatinat). Il en est résulté que les Allemands se sont serrés d'autant plus autour des Habsbourg. La France garde des sympathies en Rhénanie et en Bavière. Elle en pourrait garder chez l'électeur de Brandebourg, roi de Prusse depuis 1701, et qui n'a avec elle aucun point de friction. Mais entre elle et lui se dresse la question religieuse : les Etats prussiens ont été le principal refuge des huguenots persécutés.

L'hostilité persistant du côté de l'Empire, la France reste obligée de se pourvoir d'alliés sur les derrières

de l'adversaire. Avec la Turquie, l'entente, on l'a vu, reste parfois orageuse, et d'ailleurs la valeur de l'allié a décliné. L'ami traditionnel était la Suède. Il s'est montré solide encore pendant la guerre de Hollande, et, malgré la Révocation, le roi de Suède a joué encore le rôle de médiateur au traité de Ryswick (1697). Mais, quand l'équipée de Charles XII l'a conduit en Saxe, au plus fort de la guerre de la Succession d'Espagne, il s'est refusé à intervenir pour la France (1707).

D'ailleurs, l'équipée en question finit mal. Au XVIe siècle, en levant un jeune homme sur cinq ou même sur trois, les rois de Suède ne réunissaient que des armées de 25.000 ou 30.000 hommes. Au XVIIe siècle, l'étendue et la population de la monarchie ont augmenté, mais l'effort militaire demandé par Charles XII dépasse de beaucoup ses ressources. Quand il tombe (1718), la Suède est dépouillée de presque toutes ses possessions extérieures, sauf Stralsund et la Finlande. Son rôle mondial est décidément clos. Tous ses voisins se sont enrichis de ses dépouilles.

Le premier est le Danemark. La Norvège et l'Islande lui sont encore réunies. Par sa position, il peut prendre une part minime au commerce océanique. Mais, si ses relations avec la France sont traditionnellement bonnes, il ne saurait, pour celle-ci, remplacer la Suède.

Le roi de France est donc amené à se rabattre sur la Pologne. Au XVIIe siècle, la diplomatie française a tout juste pu empêcher une union trop intime de celle-ci avec les Habsbourg. En 1697, elle n'a pu détourner les électeurs polonais de donner la couronne à la Maison de Saxe, qui va la garder pendant deux générations. Puis, Charles XII a parcouru librement le pays, lui a donné un moment pour roi

Stanislas Leczinski. A sa chute, le Saxon a été restauré. Tout cela est de nature à inquiéter sur la valeur de l'alliance que va amorcer le mariage de Louis XV avec la fille de Stanislas Leczinski (1725).

Une autre solution pouvait être envisagée : l'alliance avec la Russie, que venait de faire son entrée parmi les puissances européennes. Pierre le Grand vient à Paris en 1717, fait des ouvertures en ce sens. Mais la Russie paraît encore trop lointaine aux diplomates français.

De même que la rivalité traditionnelle de la France et de l'Autriche domine la politique continentale, de même la rivalité de la France avec les « puissances maritimes » domine la politique extra-européenne. Parmi celles-ci, la Hollande a été, sous Louis XIV, le principal adversaire de la France. Au dernier moment, son intransigeance dans les négociations de 1709 et de 1710 lui a fait perdre le fruit qu'elle aurait dû retirer de l'énergie avec laquelle elle avait soutenu cette lutte inégale. Elle est pour le moment à la remorque de l'Angleterre. Mais elle garde une situation importante aux Indes Orientales. Même dans les ports français, elle a fait corriger les tarifs de Colbert. Elle reste l'intermédiaire obligée de la France avec le Nord.

Malgré les efforts de Colbert, la France n'a pu combattre la prépondérance commerciale de la Hollande dans ces contrées. Durant la guerre de la Succession, nos corsaires y ont pourchassé ses vaisseaux : Duguay-Trouin a été jusqu'au Spitzberg ! Mais ce n'est là, au fond, qu'un aveu d'infériorité. A la paix, les Hollandais gardent leur prépondérance économique dans la mer du Nord et la Baltique : l'ouverture de cette dernière mer aux Russes ne leur nuira pas. Ce n'est que lentement, au XVIIIe siècle, qu'ils cèderont de ce côté à la concurrence anglaise.

C'est une question de politique intérieure qui, à partir de 1688, a dressé l'Angleterre contre la France. Ce qu'elle a défendu d'abord, dans la guerre de la Succession, c'est son roi protestant. En 1714, elle se résigne à reconnaître un électeur de Hanovre, qui reste Allemand, pour écarter définitivement les Stuarts. Son gouvernement parlementaire est une garantie suffisante contre le caractère étranger de la couronne. Mais les Stuarts gardent des sympathies en Irlande et en Ecosse. C'est une arme que la France tient en réserve, et son existence n'est pas faite pour faciliter les bonnes relations des deux pays.

Mais, avant tout, va se développer la concurrence commerciale. On a vu les concessions graves que l'Angleterre, à la paix d'Utrecht (1713), avait arrachées dans le Nouveau-Monde. Même là, et à plus forte raison ailleurs, la France garde malgré tout une avance qui va s'accentuer rapidement pendant la première moitié du XVIIIe siècle. Il en résultera contre elle, en Angleterre, des sentiments tout-à-fait analogues à ceux qu'a suscités la concurrence allemande à notre époque.

De la façon dont vont s'enchevêtrer, à la cour de Versailles, la rivalité continentale et la rivalité maritime, dépendra dans une large mesure l'avenir de la planète.

V. La question russe.

Le grand événement, de ce côté, est l'accession de la Russie au nombre des Etats européens.

On a vu combien il s'en fallait que la Moscovie des deux premiers Romanov eût ce caractère. Pour les Français du XVIIe siècle, par exemple, ces souverains apparaissent comme les successeurs des khans tartares. Leur christianisme est très spécial. Et le caractère slave de la majorité de leurs sujets, qui les rapproche de certains peuples européens, échappe à une époque profondément étrangère à ces questions linguistiques. Le caractère de la société moscovite ne se modifie en rien sous le fils aîné d'Alexis (1676-1682), non plus que sous la régence de Sophie, qui jusqu'en 1689 écarte du pouvoir effectif le second fils : Pierre. Les seuls faits qui (pour celui qui connaît la suite des événements) sont des prodromes d'une orientation nouvelle sont : l'entrée de la Russie, aux côtés des Polonais, dans la croisade contre le Turc, — et le traité de Nertchinsk, qui clôt provisoirement l'expansion russe en Asie.

Le revirement a été bien nettement l'effet de la volonté personnelle d'un homme : Pierre le Grand. Les tribulations de sa jeunesse l'avaient préparé, par réaction contre le milieu moscovite, à tourner les yeux vers les étrangers. Il ne s'était emparé du pouvoir qu'en brisant la vieille milice territoriale qui avait suffi à ses ancêtres. Il commença par prendre une initiative inouïe de la part d'un tzar : celle de voyager en Europe. Il évita seulement la France, amie de la Turquie avec laquelle l'état de guerre se prolongea jusqu'en 1701. Et il revint décidé à faire sauter le mur

qui s'était dressé jusque-là, de par la volonté des Russes, entre la Russie et l'Europe.

La lutte contre la Suède lui en fournit le moyen. Il s'y était engagé aux côtés du Danemark et de la Pologne. Pendant que Charles XII s'acharnait sur ses alliés, lui conquérait les possessions baltiques des Suédois, et portait sa capitale à St-Pétersbourg (1703). Puis, en 1709, il brisait l'invasion suédoise à Poltava. L'échec du Pruth (1711) ne l'arrêta qu'un instant. Quand s'acheva l'odyssée de Charles XII, il avait conquis toute la côte baltique, et, au traité de Nystadt (1721), il ne rendit que la Finlande. Il acquérait ainsi une large façade sur les mers européennes, pour remplacer le jour de souffrance d'Arkhangelsk. Il acquérait en outre, en Livonie, des sujets allemands ou suédois qui dispenseront les tzars de recourir à des instruments purement étrangers.

Il avait mené et décidé la lutte. Au règlement, il apparut comme le protecteur hautain de ses alliés. Nul ne pouvait plus contester à la Russie le rang de puissance européenne. Comme la France s'obstina à lui préférer la Pologne, « l'ennemi héréditaire », elle s'orienta du côté de l'Autriche.

C'était, malgré tout, un corps étranger qui s'introduisait ainsi en Europe. Les réformes de Pierre le Grand, dont l'effet fut assuré par le sacrifice du tzarévitch Alexis et la dévolution de la succession à Catherine (1725), avaient toutes eu pour but de fortifier l'autocratie. Mais la Russie, manquait à peu près de noblesse héréditaire, la sienne ne s'étant jamais bien relevée depuis Ivan le Terrible : il n'y avait qu'un corps énorme de fonctionnaires anoblis. L'Eglise, par l'institution du Saint Synode, perdit ce qui lui restait d'indépendance vis-à-vis du tzar : la vie religieuse indépendante se réfugia dans de petites sectes persé-

cutées. Malgré les efforts de Pierre pour introduire un minimum d'industrie et de commerce, la société resta presque exclusivement agrarienne : la presque totalité des 15 ou 20 millions de sujets de Pierre étaient des paysans, que le tsar n'atteignait d'ailleurs qu'à travers les grands propriétaires fonciers. Enfin, la Russie était restée étrangère à la scolastique médiévale, à la Renaissance, à tout le mouvement antérieur de la civilisation occidentale: pour compenser cette absence de toute tradition, même au point de vue de la technique, il fallait faire appel aux étrangers, Scandinaves ou Allemands.

Pierre le Grand était encore trop près du XVIIe siècle moscovite pour négliger son domaine asiatique. D'ailleurs, le moujik russe, pour lequel, maintenant le militarisme et la fiscalité s'ajoutaient au servage, continuait à s'écouler vers les communautés cosaques du sud, et vers la Sibérie. Pierre le Grand n'ajouta à ce mouvement d'expansion que ses préoccupations commerciales et intellectuelles. Il fit reconnaître l'embouchure des grands fleuves sibériens, le Kamtchatka. Il chargea le Danois Bering d'explorer les mers qui séparent l'Asie de l'Amérique, avec ordre d'aller jusqu'à ce qu'il eût établi la liaison avec les premiers postes anglais ou français. Cette mission, on l'a vu ailleurs, aurait pu entraîner fort loin Bering, s'il n'était mort en route (1728). Ces efforts du grand tsar, pour hautement intéressants qu'ils soient au point de vue des connaissances géographiques, n'ouvraient que de faibles perspectives économiques. La vigoureuse réaction de l'Empire mandchou avait rejeté la Russie vers les glaces.

Du côté du Sud, Pierre le Grand s'était vu rejeté, par les Turcs et les Tartares de Crimée, de la mer Noire un instant entrevue. Il chercha des compensations

du côté de la Perse, mais dut, au traité de 1723, rendre ses conquêtes sur la côte occidentale de la Caspienne. Dans la Transoxiane, les khans de Khiva et de Boukhara réduisaient en esclavage les marchands russes : une expédition entreprise pour les venger aboutit à un désastre (1717). D'ailleurs, sur les routes au bout desquelles l'imagination hardie du tsar entrevoyait déjà l'Inde, se dressait en ce moment même un conquérant qui allait évoquer (de loin) l'image inquiétante de Gengiskhan et de Tamerlan : Nadir-Chah.

Ces déboires allaient contribuer à rejeter vers l'Europe les ambitions des successeurs de Pierre le Grand.

V

Le Monde vers 1770

Vingt ans de paix , à peine troublées par l'échauffourée de la guerre de succession de Pologne, puis deux grandes guerres, dont la dernière a semé un million de cadavres sur les champs de bataille des deux continents, tel est, du point de vue européen, l'aspect de la période que nous avons maintenant à étudier. De plus en plus, le sort de vastes territoires et de nombreuses populations extra-européennes s'est joué dans les chancelleries et dans les camps de l'Europe. Il s'en faut cependant que ces populations aient été passives dans ces vicissitudes.

I. La question turque.

Après le traité de Passarowitz (1718), on commença à parler couramment, en Europe, de partage de l'empire turc. C'était vendre trop tôt la peau de l'ours. La Turquie disposait encore de ressources multiples, militaires et économiques : il suffit pour s'en convaincre de lire quelques rapports de consuls europèens dans les échlles du Levant. Même un Etat qui n'était qu'un humble vassal du Sultan, l'Etat des khans gengiskhanides de Crimée, n'était pas encore méprisable. Les khans, en levant un homme par six feux,

mettaient facilement sur pied des armées de plus de 50.000 hommes. Ils avaient un revenu d'1/2 million de piastres, et les généraux russes, dans la guerre de 1737-1739, admirèrent l'état florissant de la Crimée.

Les Turcs pouvaient donc concevoir l'espérance de profiter largement de l'écroulement de la Perse des Séfévides, de la Perse des roses d'Ispahan et de Monstesquieu. On a vu qu'en 1722 un usurpateur afghan avait pris possession d'Ispahan, que les Turcs et les Russes avaient lié partie, les premiers saisissant la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Iraq, les seconds s'étendant à l'ouest et au sud de la Caspienne. C'est alors que s'était dressé Nadir (1729-1730).

Nadir était né en 1687 dans le Khorassan, d'un petit chef de tribu turcoman. Dépouillé par un oncle, il fut voué à la vie de chef de bande, et se posa en champion des derniers Séfévides. Un physique imposant, une voix de stentor, un mépris complet de la fatigue et du danger, fondèrent sa renommée. Il devint le représentant du nationalisme persan contre les Afghans, sauf sur un point : il resta sunnite, se bornant à tolérer les chiites. La renommée de « Tapuskhan » se répandit chez les Turcs, et de là chez les peuples européens, où l'on chercha même à l'annexer à l'aide de calembours étymologiques.

Il entreprit de refouler Turcs et Russes. Ces derniers rendirent sans combat les provinces caspiennes, préférant s'occuper de la succession de Pologne. LesTurcs au contraire résistèrent énergiquement. Il fallut plusieurs campagnes pour leur reprendre l'Iraq, l'Azerbaïdjan, l'Arménie. Au traité de 1736, ils durent se résigner à voir la frontière reculer vers l'ouest. Nadir mit de côté les Séfévides, et devint Nadir-Chah, roi légitime de Perse.

Il alla alors chercher les Afghans chez eux, reprit

Kandahar. Il suivait de l'œil le déclin du Grand-Mogol. Il fut un moment conciliant, offrit à ce souverain musulman son appui contre les Mahrattes. Mohammed-Chah répondit insolemment, et les Persans franchirent l'Indus. Le 8 mars 1739, Nadir entrait presque sans coup férir à Delhi. Une révolte de la population lui permit de mettre à sac cette capitale. Il en rapporta un butin énorme, et des joyaux inestimables ornèrent les palais de Téhéran et d'Ispahan.

L'an d'après (1740), il abattait les petits souverains de Khiva et de Boukhara, s'assurant les débouchés des routes de commerce vers la Chine. C'est à ce moment que la chance tourna. Une expédition contre les Lesghiens du Caucase (1741) lui fit connaître pour la première fois l'amertume de la défaite. Sa brutalité morbide s'exaspéra : en 1743, il mit à mort son fils Riza-kouli, qui se montrait trop indépendant à son gré. Dès lors, la désaffection se répandit dans la Perse.

Entre temps des événements s'étaient passés, qui avaient relevé le prestige des Ottomans. En 1736, la tsarine Anne avait entrepris de réfréner les incursions des Tartares de Crimée, ce qui entraînait une guerre avec la Porte. L'Autriche offrit sa médiation, et, la voyant dédaignée, entra en guerre. Mais le prince Eugène n'était plus là, et les Turcs remportèrent de belles victoires. A Vienne, où la guerre turque était la guerre nationale, on exigea le sacrifice du général Seckendorf. Mais il ne rendit pas le succès aux armes de l'Empereur Charles VI, et Belgrade, la plus populaire des conquêtes d'Eugène, fut menacée. Les Russes, au prix de grands sacrifices (on dit qu'ils laissèrent 100.000 hommes sur les routes de Crimée et de Roumanie), avaient eu meilleure fortune. Pourtant, le traité de Belgrade (1739) fut un succès pour les Turcs : ils recouvraient Belgrade, et accordaient seu-

lement aux Russes une rectification de frontière sans grande portée[1], interdisant la mer Noire aux vaisseaux russes, même aux vaisseaux de commerce.

Nadir-Chah n'en entreprit pas moins une nouvelle guerre contre les Osmanlis. Elle fut plus laborieuse que la précédente. Le traité de 1746 rétablit à peu près le statu quo, moyennant quelques concessions des Turcs relativement aux villes saintes de la région de Bagdad, si chères aux sujets chiites de Nadir. Quant aux Russes, ils se montraient très respectueux : des commerçants anglais qu'ils avaient appelés vers la Caspienne ayant été molestés, aucune guerre ne s'ensuivit. Tant que vécut Nadir, ils n'osèrent pas s'engager dans la guerre de la succession d'Autriche.

C'est sous le mécontentement intérieur que succomba le conquérant. En 1747, il fut assassiné dans le Khorassan par ses officiers persans. Ses triomphes, dûs à des qualités de stratège auxquelles les Européens rendaient pleinement hommage, avaient en somme, comme ceux de Tamerlan, été un élément de désagrégation dans le monde musulman. Il avait humilié les Ottomans, diminué leur confiance en eux-mêmes, porté atteinte à leur prestige chez leurs sujets, annulé le respect que leurs derniers succès avaient inspiré aux Etats européens. Il avait révélé à tous la déchéance du Grand-Mogol, et provoqué directement les entreprises des Français dans l'Inde. Enfin, il avait porté le coup de grâce aux Ouzbeks de la Transoxiane.

Sa mort fut le signal de la décomposition de la Perse. Tout d'abord, un de ses lieutenants afghans, le Dourani, fit sécession, et se tailla, dans l'Hindou-housh, un domaine d'où il allait rayonner dans l'Inde.

1. Le territoire cédé servit pourtant aux Russes à établir des réfugiés venus de la péninsule balkanique. Pour la première fois, ils se posaient en protecteurs des frères slaves et orthodoxes.

Dans le Korassan, les descendants de Nadir végétèrent quelques temps. Mais une famille iranienne, les Zends, s'empara de l'Iran occidental. Et la tribu turque des Khajares se leva au sud de la Caspienne, dans la région de Téhéran. C'est un Khajar, Aga Mohammed, qui devait, au prix de cruautés inouïes, rétablir l'unité de la Perse (1794), et fonder la dynastie qui y régnait hier encore.

Mais la Perse avait cessé d'être un danger pour l'empire ottoman.

Celui-ci était sorti affaibli et appauvri des guerres contre Nadir-Chah. Vingt ans de paix ne réparèrent pas le mal. En 1757 montait sur le trône Mahmoud I, homme sympathique et cultivé, doué même de qualités littéraires devenues rares dans le monde de l'Islam. Dans des vues où s'exhale le fatalisme musulman, ce poète couronné s'écrie : « La splendeur de l'Empire est passée ! Sous moi elle ne pourra renaître ! Hélas ! le dévouement n'existe plus chez les serviteurs ! » Des soulèvement petits, mais constants, justifiaient ces gémissements : en Albanie, en Anatolie, à Bagdad, en Egypte, en Arabie enfin, où commençait à poindre la secte des Wahabites. Ainsi s'annonçait le traité de Kontchouk-Kaïnardji (1774), avec lequel conmmença la désagrégation lente et continue.

Déjà, dans l'Afrique du nord, le recul est flagrant au XVIII[e] siècle. Tunis et Alger sont devenus des Etats complètement indépendants. A Tunis règnent des beys héréditaires, les Hussaïnides. A Alger, ce sont les deys, élus éphémères de la soldatesque régnante. Les Etats se font la guerre fréquemment et librement : en 1756, Tunis deviendra pour longtemps vassale d'Alger. Les seuls vestiges de l'ancienne appartenance à l'empire sont la nationalité turque des milices et le caractère anatolien de l'architecture.

Personne ne songeait plus à demander au Sultan compte des pirateries barbaresques. Ces pirateries, d'ailleurs, étaient en voie de décroissance. Les relations commerciales avec les Etats européens étaient notablement plus réglées. Les Français tenaient la première place, au moins à Tunis, et à côté d'eux les Gênois, jusqu'au moment où ils perdirent la Corse (1768).

Quant au Maroc, nous avons dit qu'il avait toujours repoussé l'ingérence turque. Après la mort du terrible Moulay-Ismaïl (1727), l'existence des chérifs alaouides devint sensiblement plus orageuse. Pourtant les Européens ne songèrent pas à en profiter. Les Anglais avaient renoncé à Tanger dès 1681, et, quand la guerre de la Succession d'Espagne leur eut donné Gibraltar (1713), ils se bornèrent à trafiquer avec la côte opposée. Les Espagnols finirent par abandonner même Oran. Quant aux Français, les relations nouées au temps de Louïs XIV avaient mal fini. La prétention de Moulay-Ismaïl d'annexer à son harem Mlle de Conti n'avait pu être prise au sérieux, et il en était résulté un certain refroidissement. En 1767 seulement, Choiseul conclut un traité de commerce avantageux.

Le Maroc avait toujours des relations commerciales avec le Soudan : elles permettaient aux sultans de Meknès de recruter leur garde noire. Mais politiquement le Soudan vivait à part. Tombouctou était devenue « la ville mystérieuse ». Au XVIIIe siècle, une peuplade musulmane bien douée, les Peuls, partant de la région du Sénégal, s'étendit dans le bassin du Niger. Des aventuriers à allure de prophètes se taillèrent çà et là des principautés.

Tout ce monde musulman africain échappait au Sultan de Constantinople.

II. La question américaine

On a vu comment avait été réglé, au traité d'Utrecht (1713), le sort du Nouveau-Monde. L'Amérique méridionale restait dans le *statu quo*. Les questions relatives à l'Amérique du Nord avaient, pour la première fois, été prises en sérieuse considération. Mais l'Amérique tropicale et australe devait rester longtemps encore au premier plan dans les préoccupations des hommes d'Etat, des trafiquants, des marins de l'Europe. Au moment du traité de Paris (1763), il y aura toujours des Anglais qui seraient prêts à rendre les « arpents de neige » du Canada pour garder la Guadeloupe et la Martinique.

La grande partie de cette Amérique du Sud restait à l'Espagne. Elle avait dû faire au commerce anglais d'inquiétantes concessions : l'*asiento*, le monopole de la traite des nègres, — et le *vaisseau de permission*, seul vaisseau qui fût autorisé à trafiquer avec les ports de la Nouvelle-Espagne, mais que la contrebande ne tarda pas à rendre prolifique. Il en résulta des frictions continues, qui finirent par amener, en 1739, une guerre formelle. Elle se fondit bientôt dans la guerre de la Succession d'Autriche, et se décida sur la Méditerranée. Au traité d'Aix-la-Chapelle (1748), l'Angleterre obtint le renouvellement pour quatre ans de ses deux privilèges.

La contrebande reprit, mais c'est seulement en 1761 que l'Espagne entra dans la guerre de Sept ans : le pacte de famille, signé entre les ministres de Charles III et Choiseul, la mit alors de nouveau aux côtés de la France. La disproportion de ses forces navales et de celles de l'Angleterre, qui alignait alors 372 vaisseaux, avait crû dans l'intervalle, et

cette guerre ne fut pas heureuse pour elle. Au traité de Paris (1763), elle perdit la Floride.

Ce commerce frauduleux, qui jetait tant de trouble dans les rapports de deux grandes nations, était cependant, statistiquement, peu de chose pour l'Amérique espagnole. En gros, le système de prohibition était à peine entamé. C'est tout au plus si maintenant le gouvernement de Madrid permettait un certain commerce entre ses colonies elles-mêmes. Vis-à-vis des Indiens, aussi, rien n'avait changé, L'expulsion des jésuites (1767) dissocia l'Etat du Paraguay, où, depuis plusieurs générations, des centaines de mille Indiens vivaient sous le despotisme paternel des Pères. Il eût été plus intéressant d'alléger le système de la corvée de mines, la *mita* : il paraît que les Indiens qui partaient pour la Potosi recommandaient leur âme à Dieu et mettaient ordre à leurs affaires de famille. Et, encore en 1780, le Pérou vit un soulèvement conduit par un cacique qui se prétendait descandant des Incas : Tupac-Amaru.

Le Portugal, en entrant dans la guerre de Succession d'Espagne (1703), s'était lié à l'Angleterre par le traité de Methuen. Il avait ouvert ses colonies au commerce anglais, qui ne tarda pas à y être prépondérant. A partir de 1750, Pombal essaya de revigorer le commerce de son pays, mais sans grand succès Et la suzeraineté anglaise finit par amener une guerre avec l'Espagne (1761-3), d'autant plus qu'entre les deux pays ibériques il existait des points de friction en Amérique : les points de l'immense Brésil qui étaient les plus intéressants pour l'Européen étaient précisément au contact des établissements espagnols du Rio-de-la-Plata.

La traite des nègres continuait, inépuisablement alimentée par l'anarchie africaine. Chaque année,

elle prélevait un fort tribut sur les populations du Sénégal, de la Guinée et du Congo. Au XVIII[e] siècle, pourtant, le gaspillage du bétail humain diminua : les Danois avaient inventé un système de ventilation qui diminuait pour le noir les dangers du séjour à fond de cale. C'est sur ce commerce que reposait uniquement la prospérité des divers établissements européens des Antilles, et en partie celle des colonies de climat subtropical dans l'Amérique du Nord : Louisiane et colonies anglaises méridionales.

Les Espagnols surveillaient toujours jalousement les côtes américaines du Pacifique en raison de leurs relations avec les Philippines. Lorsque, dans la guerre de 1761-1763, les Anglais rançonnèrent Manille, ils furent frappés de la splendeur de cette colonie. Il vivait là un million de blancs. Ils avaient le monopole du commerce des produits chinois avec les colonies espagnoles d'Amérique. Les galions remontaient d'ailleurs très haut, presque jusque dans la Colombie britannique, en tout cas jusqu'en Californie, pour aller de Manille au Mexique ; ils redoutaient les aptitudes nautiques des sauvages de la Polynésie. C'est pourquoi ces îles, deux ou trois siècles après Magellan, restaient mal connues : après la guerre de Sept ans, les voyages du Français Bougainville et de l'Anglais Cook dans ces parages auront la valeur d'une découverte.

Au reste, durant la période qui nous occupe, l'intérêt des questions relatives à l'Amérique espagnole a pâli devant le grand drame qui se jouait dans l'Amérique du Nord.

Colbert, Louis XIV et Law avaient laissé à la France une position dominante sur ce continent. Il paraissait évident aux théoriciens français qu'il appartenait au roi de France, comme l'autre moitié

du nouveau monde au roi d'Espagne; les petits établissements anglais de la côte atlantique et de la baie d'Hudson étaient considérés comme des enclaves qui normalement devaient disparaître. Ce domaine, déjà immense, on ne songeait qu'à l'agrandir jusqu'au Pacifique; à partir de 1736, Le Vérendrye explora activement les régions de l'Ouest. Mais, plus le domaine revendiqué gagnait en étendue, plus devenait choquante la disproportion avec la base démographique. Les Français n'avaient pas encore occupé la ligne de l'Ohio, qui joignait si naturellement le Canada et la Louisiane : c'est qu'ils ne disposaient pas des éléments nécessaires.

Cependant, les colonies anglaises croissaient et multipliaient dans leur modeste domaine. En 1733, une nouvelle apparut, la treizième : la Géorgie, à côté de la Floride. Et parmi les colons se développait, contre l'encerclement français, un sentiment de mécontentement qui allait surmonter les antipathies si prononcées entre les colonies diverses. Bien que, conformément aux théories générales de l'époque, elles fussent considérées comme autant de domaines de la Couronne et ne fussent pas représentées au Parlement britannique, ce mécontentement trouvait un écho dans les discours enflammés de Pitt et d'autres patriotes anglais.

Aussi, lorsque l'affaire de la Succession d'Autriche eut amené une guerre générale entre la France et l'Angleterre (1744), les Anglo-Américains se portèrent-ils avec ardeur contre Louisbourg. Bien que les flottes françaises fussent encore en mesure de tenir tête aux Anglais, la place tomba. Mais elle fut rendue à la paix d'Aix-la-Chapelle (1748), en échange de Madras que les Français avaient conquis dans l'autre hémisphère.

Les hostilités n'en étaient pas moins définitivement

déchaînées entre Français et Anglais d'Amérique. Durant la paix fourrée qui suivit, elles se prolongèrent sournoisement sur deux points : en Acadie et sur l'Ohio.

L'Acadie avait été cédée à l'Angleterre dès 1713. Les Anglais avaient fait preuve longtemps de libéralisme, bien que le choix d'un huguenot réfugié comme gouverneur ne fût pas des plus heureux vis-à-vis d'une population foncièrement catholique. Mais la guerre de la Succession d'Autriche posa pour les Acadiens la question du service militaire contre les Français, et la révolte fut intense chez eux. Enfin, en 1755, les Anglais se résolurent à la mesure radicale de l'expulsion en masse de milliers de colons travailleurs et prospères. On n'eut même pas l'humanité de concentrer les déportés sur le Maryland, la seule des colonies anglaises qui fût catholique. Le ressentiment provoqué par cette mesure contribua à envenimer une lutte que l'emploi d'auxiliaires indiens rendait déjà assez féroce.

D'autre part, les Français s'étaient enfin décidés à construire, au moins sur l'Ohio, une série de postes militaires. Les Anglo-Américains revendiquèrent formellement la région, et un détachement virginien se heurta à un détachement français. Jumonville qui le commandait venait en parlementaire : il n'en fut pas moins tué. L'officier virginien fut aussitôt cerné par les Français, et dut reconnaître, en capitulant, qu'il avait violé le droit des gens : ainsi débuta dans la vie un homme qui devait racheter plus tard ce péché originel, Washington (1754). Peu après, les miliciens américains que le général Braddok conduisait sur l'Ohio furent dispersés.

L'état de guerre existait donc en fait en Amérique. L'amiral Boscawen, envoyé pour croiser sur les côtes,

s'en autorisa pour enlever, sans provocation, 300 bateaux de commerce français. Pourtant Louis XV ne déclara pas encore la guerre. Elle n'était même pas déclarée officiellement quand Richelieu enleva aux Anglais la ville de Port-Mahon, qu'ils occupaient depuis la paix d'Utrecht (1756).

Malgré la supériorité maritime des Anglais, la France n'était pas coupée du Canada. Elle y envoya un militaire éprouvé, le marquis de Montcalm, dont le caractère était en heureux contraste avec la note fâcheuse répandue par l'exemple de Louis XV sur la haute société française et même sur la société coloniale : à Québec, l'intendant Bigot voulait avoir sa Pompadour ! Montcalm porta la guerre sur le territoire des colonies anglaises du nord, et remporta victoire sur victoire (1757-1758). Mais, là où il n'était pas, les Anglo-Américains, clopin-clopant, avançaient ; les forts de l'Ohio étaient évacués, l'ennemi portait ses avant-postes jusqu'au Niagara.

Il fallut du temps pour que l'Angleterre se décidât à l'effort nécessaire : il fallut surtout l'arrivée au pouvoir de William Pitt. C'est lui qui choisit l'homme destiné à porter le coup décisif, Wolf. En 1759, une escadre anglaise porta l'armée de celui-ci sur le Saint-Laurent, et Québec revit les Anglais. Dans la bataille d'Abraham (septembre 1759), Montcalm et Wolf tombèrent tous deux. Les Anglais l'emportèrent, et Québec capitula. Un an après, Montréal avait le même sort. Le vainqueur, Murray, félicita les Français d'avoir prolongé durant six campagnes une résistance que ses compatriotes, avec les moyens dont ils disposaient, auraient dû briser en une.

Le Canada était perdu. Choiseul essaya de prolonger la lutte en entraînant l'Espagne. Le résultat fut qu'au traité de Paris (1763), il fallut, pour indem-

niser celle-ci de la perte de la Floride, lui céder la Louisiane. Il y avait là une coquette ville de 1.600 âmes, la Nouvelle-Orléans, qui n'accepta pas sans résistance le régime espagnol. Le Mississipi fut reconnu comme frontière entre les domaines de l'Angleterre et de l'Espagne.

Ainsi s'acheva, accompagnée du « hideux sourire » de Voltaire, l'éviction de la nation qui avait ouvert aux Européens le continent nord-américain. La France gardait des droits de pêche à Terre-Neuve, les colonies des Antilles, elle devait recouvrer un instant la Louisiane, aux Canadiens on laissa leur langue, leur religion, leurs lois, et ils les ont encore. Mais ils virent immédiatement commencer une immigration anglo-saxonne, que bientôt la fuite des loyalistes anglais, lors de la sécession des treize colonies, allait précipiter.

Les Anglo-Américains, malgré un effort pour coordonner leur action, n'avaient pris qu'une part subalterne à la lutte. Les doux quakers de la Pensylvanie avaient même refusé de prendre le fusil. C'étaient les marins et les militaires anglais qui avaient amené la décision. Financièrement aussi la métropole avait porté le poids de la guerre. Un pamphlétaire écrivait : « L'Angleterre doit à M. Pitt plus qu'elle ne pourra jamais rendre : une dette énorme ». Il était très normal que les Anglais cherchassent à faire payer aux treize colonies leur part de cette dette. On sait que pourtant cette prétention provoqua aussitôt une agitation qui, encouragée par les rancunes de la France et de l'Espagne, devait aboutir à la déclaration d'indépendance des États-Unis (4 juillet 1776).

La déclaration d'indépendance, avec ses conséquences directes et indirectes, allait clore un chapitre de l'histoire américaine, une période de trois siècles

pendant lesquels l'Amérique avait été une annexe de l'Europe. Mais à ce moment l'européanisation de l'Amérique était assurée. Dans le Nord, la population blanche dominait certainement. Même dans l'Amérique latine, où le métissage était bien plus prononcé, on comptait, d'après les évaluations les plus modérées, 3 millions de créoles purs. Les questions d'indépendance se débattront donc entre Européens, les Etats qui en sortiront auront un caractère européen (à une exception près, Saint-Domingue). J'entends par Européens des hommes à qui une longue ascendance assurait les éléments essentiels de la civilisation européenne :

la culture esthétique gréco-latine;

la religion chrétienne sous ses diverses formes ;

et même l'entraînement de la science moderne : B. Franklin, qui s'était signalé parmi les Anglo-Américains, est l'inventeur du paratonnerre, et le premier gouverneur espagnol de la Louisiane avait collaboré avec les savants français dans la mesure de l'arc du méridien terrestre.

L'Amérique, même émancipée, devait rester fille de l'Europe.

III. La question des Indes orientales.

Au début du XVIII[e] siècle, la Hollande restait de beaucoup la première puissance de l'océan Indien par l'étendue de ses possessions. Le Cap, Ceylan, les îles Malaises, se développaient normalement. Les Hollandais n'avaient pas une population suffisante pour éprouver le besoin de coloniser l'Australie, ni des forces de terre suffisantes pour entreprendre d'agrandir leurs comptoirs de l'Inde. Durant les

guerres du XVIIIe siècle, ils se bornèrent à tâcher de faire respecter leur pavillon, et n'y réussirent même pas toujours.

Les Compagnies française et anglaise n'avaient, au début du siècle, que des domaines infimes. La première exploitait les deux îles malgaches, Bourbon et l'île de France, et ses factoreries indiennes de Pondichéry, Mahé, Karikal, Chandernagor. Les vaisseaux anglais, une fois partis de Sainte-Hélène, ne trouvaient de ports anglais qu'à Bombay, Madras ou Calcutta. Les deux Compagnies virent croître, pendant la première moitié du siècle, les dividendes de leurs actionnaires et, plus encore, les profits illicites de leurs agents. Elles ne nourrissaient pas d'arrière-pensées politiques.

Encore au milieu du XVIIIe siècle, la voie des Indes orientales était essentiellement pour l'Européen la voie des épices, grâce à laquelle on évitait les tributs énormes que prélevaient sur le poivre, par exemple, les souverains « mores », persan, turc ou abyssin dont il eût fallu, autrement, traverser les domaines.

La situation fut changée peu à peu par les effets des grands événements de l'Inde : mort d'Aureng-Zeyb (1707), dislocation de son empire, et surtout sac de Delhi par Nadir-Chah (1739), qui ouvrit pour tous, Asiatiques et Européens, la succession du Grand-Mogol. Il est indispensable de voir quelle était, après le passage du conquérant persan, la situation générale de l'énorme péninsule.

Mohammed-Chah, le souverain humilié par Nadir, et ses successeurs se débattirent au milieu des intrigues de leurs vizirs et des empiétements de leurs vassaux. Et pourtant le Grand-Mogol restait la seule source légitime de l'autorité, même au Bengale et dans le Dekkan. Un diplôme signé de lui, arraché

par la violence ou par la corruption, en imposait toujours à des dizaines de millions d'hommes, Musulmans ou Hindous.

Au nord-ouest, depuis le passage de Nadir, on vivait dans la terreur du retour des Iraniens. De fait, après la mort du conquérant (1747), on a vu qu'un de ses lieutenants, Ahmed-Shah le Dourani, s'était taillé un royaume dans l'Afghanistan. Il intervint à plusieurs reprises dans les troubles de Delhi, poussa jusque sur le Gange la tribu afghane des Rohillas. Les Sikhs du Penjab n'étaient pas de force à arrêter ce flot.

Les Mahrattes de Poona l'auraient pu. Mais les peshwas, qui avaient peu à peu usurpé le pouvoir sur les descendants de Shivaji, s'étaient vu contester leur autorité par des lieutenants indisciplinés, de sorte que la confédération mahratte était un assemblage des plus lâches. En outre, l'objectif ordinaire de ses chefs était du côté du Gange inférieur ou des petits Etats du Dekkan. Ils ne devaient songer à arrêter les Afghans qu'en 1761. Ils ne pouvaient même pas compter sur l'aide des Radjpoutes, les autres représentants de l'hindouïsme militaire.

Les petits Etats du Bengale et du Deccan vivaient ainsi d'une vie misérable au milieu des compétitions incessantes, des incursions mahrattes. Leurs soubahdars et leurs nababs allaient être conduits à invoquer d'eux-mêmes les Européens de la côte, dont une supériorité militaire de plus en plus évidente rendait l'appui décisif. Mais quels Européens? Français et Anglais étaient de taille et d'humeur à se disputer ce rôle profitable.

Or, à partir de 1746, les deux nations furent en guerre ouverte. Dupleix, qui représentait la compagnie française, appela à son secours le gouverneur

de l'Ile-de-France, La Bourdonnais, et celui-ci prit Madras en 1746. Il en résulta d'ailleurs entre les deux hommes un conflit dont La Bourdonnais fut victime, et Madras fut rendu aux Anglais à la paix d'Aix-la-Chapelle, contre Louisbourg (1748). Mais le fait d'armes avait porté à leur prestige un coup sensible.

Dupleix en profita. Appelé à intervenir dans les querelles des princes hindous, il assura à l'un de ses protégés la nababie du Carnatie, à un autre la soubahdarie du Dekkan. Dans le Carnatic, ce succès fut balancé par un Anglais qui, à la différence de Dupleix, était un soldat : Clive débuta dans l'Inde en prenant Arcote (1751). Mais, dans le Dekkan, Bussy, le lieutenant de Dupleix, trônait à Haïderabad. Le prince indien ne pouvait se passer de l'appui de ses quelques centaines de Français, de ses quelques milliers de Cipayes (soldats indigènes) : parmi les contingents locaux il en est qui ne connaissaient même pas encore la baïonnette à douille, courante en Europe depuis soixante ans ! Bussy et ses hommes reçurent en paiement des fiefs territoriaux : précédent décisif, qui, pour la première fois, faisait d'un Européen un potentat installé sur le continent asiatique.

La guerre que se faisaient ainsi les deux Compagnies, sous le couvert de leurs protégés, créait assurément une situation bizarre au point de vue du droit international. Le gouvernement de Louis XV crut devoir imposer le remplacement de Dupleix par Godeheu (1754). Les deux Compagnies convinrent de s'abstenir de ces interventions et de ces chocs qui désorientaient les commerçants. Le traité Godeheu fut flétri en France, parce qu'il entraîna la ruine injuste de Dupleix. Cependant Bussy conserva sa situation dans le Dekkan, et rien ne dit qu'il ne

l'aurait pas maintenue sans l'explosion de la guerre de Sept ans.

En 1756, on apprit dans l'Inde que la France et l'Angleterre avaient repris les armes : tout redevenait permis. Un nabab du Bengale, Suradjah-Dowla, aidé de contingents français, se jeta sur Calcutta : les prisonniers anglais y furent entassés dans un cachot infect, d'où vingt ou trente seulement sortirent vivants. Clive se chargea de venger l'outrage. Avec 3.000 hommes, il rejoignit le nabab, qui en avait 50.000, à Plassey (23 juin 1757). Les ministres de Suradjah-Dowla avaient été travaillés, et la victoire ne fut pas due uniquement à des conceptions stratégiques. Elle n'en eut pas moins une portée immense. Un protégé anglais remplaça le vaincu, et Clive eut dans le Bengale une situation analogue à celle de Bussy dans le Dekkan.

Tout dépendait maintenant de la lutte engagée directement entre les deux nations dans le Carnatic. Lally-Tollendal commandait les Français, le colonel Eyre Coote les Anglais. Comparée aux batailles qui se livraient en même temps en Europe, celle de Vandavach (1760) ne fut qu'une escarmouche. Elle n'en décida pas moins de la suprématie dans l'Inde. Lally-Tollendal fut enfermé dans Pondichéry. La supériorité navale des Anglais acheva de fixer son sort : l'amiral d'Aché, accouru de l'île de France, fut battu par Pockock, et Pondichéry bloquée succomba (1761). L'infortuné Lally, à son retour en France, fut pris comme bouc émissaire, et périt sur l'échafaud (1766).

Le traité de Paris (1763), dans l'Inde comme en Amérique, consacra la déchéance de la France. Pourtant, nombre de hardis aventuriers refusèrent de le considérer comme définitif. Entraînés par l'exemple

de Bussy, ils se glissèrent à la cour des princes hindous hostiles à l'Angleterre, s'occupèrent d'organiser leurs armées. Et leurs efforts auraient pu n'être par vains, si jamais la France avait reconquis la suprématie navale dans les eaux indiennes : Suffren le fera sentir vingt ans plus tard.

En attendant, la Compagnie anglaise, sous l'action des suggestions de Dupleix et des victoires de Clive, avaient noué avec les potentats hindous, partout, des liens qui ne pouvaient plus se rompre.

Dans la présidence de Madras, elle avait pris sous sa protection le nabab du Carnatic, et ne pouvait plus tolérer qu'il risquât d'être débauché par un suzerain hostile à Haïderabad. Dans l'extrême sud en effet, au Mysore, un aventurier, Haïder-Ali, avait supplanté la dynastie locale, et, doué de qualités militaires reconnues, pouvait d'un jour à l'autre devenir inquiétant.

Dans la présidence de Calcutta, le nabab du Bengale était réduit au rang de vassal, et celui d'Oudh était en passe de prendre le même caractère. Là, dans son second séjour (1765), Clive fit un pas important. Depuis 1759, le Grand Mogol légitime était Chah-Alam II, mais il était, pour le moment, expulsé de sa capitale. Pour y rentrer, il était prêt à gagner l'appui anglais par toutes les concessions. Il détacha la nababie du Carnatic du Dekkan. Il concéda, moyennant une pension de 2.400.000 roupies, l'administration et les revenus du Bengale à la Compagnie. Les Anglais avaient désormais un titre légal aux yeux des indigènes.

Dans la présidence de Bombay, ils avaient commencé à se mêler aux querelles des Mahrattes, mais là ils avaient affaire à plus forte partie. Les Mahrattes avaient essayé, en 1761, d'arrêter les progrès des Afghans, et s'étaient attirés, à Panipat, une défaite

qui sembla un moment marquer la fin de leur puissance. Heureusement pour eux, le souverain afghan, occupé par la Perse, ne revint plus dans l'Inde. Un homme énergique, Madhu-Rao, rendit à la confédération la confiance en elle-même, et, en 1771, ce furent les Mahrattes qui réinstallèrent Chah-Alam à Delhi. Ils devenaient les gardes du Grand-Mogol. Ce furent eux désormais qui, aux lieu et place des Afghans, constituèrent le principal obstacle aux progrès de la puissance britannique.

La Compagnie était devenue une puissance politique, et ne songeait plus à abdiquer ce rôle, générateur de profits immenses : une bonne partie des capitaux qui allaient outiller la grande industrie naissante ont été amassés dans la commerce de l'Inde. Il n'en résultait pas moins une situation bizarre. Des institutions, des abus même, qui se concevaient aisément au sein d'une association de marchands, devenaient intolérables. Des gouverneurs de territoires énormes, des officiers généraux, n'étaient que les commis du Conseil des directeurs et de l'assemblée des six ou sept cents actionnaires de la Compagnie. Clive, dans son second séjour, commença à réagir contre cet état de choses. Mais l'intervention gouvernementale s'imposait. En 1772-73, le Regulating Act définit les pouvoirs du gouvernement et de la compagnie. La Couronne britannique prenait sous son contrôle le nouvel empire indien qui se dessinait.

La Chine n'était pas encore mûre pour un sort pareil à celui de l'Inde. Après la mort de Kang-Hi (1722), elle avait traversé un règne déprimant. Mais en 1736 monta sur le trône Chien-Luoug, un pur Chinois cette fois, presque dégagé de son atavisme tartare, inaccessible aux influences chrétiennes, sous lequel le traditionalisme chinois reprit ses

droits au dedans et au dehors. Il consacra son long règne à la reconstitution de l'antique empire des Han et des T'angs.

En 1751, il intervenait au Tibet, non plus pour se faire donner l'investiture par le Dalaï-Lama, mais pour lui imposer sa protection et son contrôle[1]. Cependant il travaillait à en finir avec la question des Eleuthes. Ce peuple indomptable avait repris les armes sous le règne précédent. Les généraux de Chien-Luong vinrent enfin à bout de sa résistance, et en rejetèrent les restes dans l'empire russe (1756). Du coup, ils rétablirent la suzeraineté chinoise dans le bassin du Tarim, malgré la sourde opposition de la population musulmane. Même les souverains de la Transoxiane, même le puissant émir de l'Afghanistan, firent hommage à l'empereur de Pékin (1764). Plus tard, des vexations infligées aux pèlerins du Tibet permirent à Chien-Luong d'intervenir au Népaul.

La Birmanie était à l'apogée de sa puissance, victorieuse du Pégou, victorieuse du Siam (1767). Comme elle avait noué des relations suspectes avec les montagnards rétifs du Sétchouen et du Yunnan, Chien-Luong lui fit sentir le poids de sa colère.

Vers la fin du règne de Chien-Luong, les rois de l'Annam, réduits aux abois par la révolte des montagnards Taï-song, se jetèrent dans les bras de la Chine (1786). Plus tard, quand Gya-long eut rétabli l'ordre dans ce royaume (1802), l'Annam se reconnut vassal et même tributaire du puissant Empire dont il avait maintes fois dépendu dans le passé.

Quant à la Corée, elle obéissait sans murmure,

1. Encore en 1842, les Chinois défendront le Tibet, dans des conditions méritoires, contre les Sikhs du Penjab.

protégée des influences dangereuses par le repli du Japon.

Un souverain comme Chien-Luong n'était pas porté à étendre les relations maritimes de la Chine, ni les contacts avec les puissances européennes, d'autant que la France et l'Espagne, au XVIII[e] siècle, s'étaient fermées aux soieries chinoises. A un ambassadeur du roi d'Angleterre George III, lord Macartney (1795), il déclarait : « Maître du monde, je n'ai en vue qu'un but : maintenir un parfait gouvernement et remplir les devoirs de l'Etat ; les tentatives étranges et coûteuses ne m'intéressent pas. Si j'ai ordonné que les offrandes envoyées par vous, ô roi, soient acceptées, c'est uniquement par égard pour l'intention qui vous a poussé à les envoyer de si loin... Comme votre ambassadeur peut le voir par lui-même, nous possédons toutes choses. Je n'attache aucune valeur aux objets étranges ou ingénieux, et je n'ai que faire des choses fabriquées dans votre pays. »

« La requête pour que vos marchands puissent établir un dépôt dans la capitale de notre empire, conformément au privilège conféré à la Russie, est inadmissible... Avant l'ouverture de Kiakhta, les Russes étaient autorisés à faire du commerce à Pékin, mais l'installation mise à leur disposition était purement temporaire. Dès que Kiakhta fut utilisable, ils furent contrints de se retirer de Pékin, qui s'est refermé à leur négoce depuis bien des années. Leur commerce à la ville frontière de Kiakhta est identique à votre commerce à Amoy. »

« En ce qui concerne l'envoi d'une expédition punitive au Népaul, notre commandant en chef envahit ce pays à la tête d'une grande armée, occupa les principaux points stratégiques, et terrifia les

Ghoorkas qui se soumirent aveuglément à notre majestueux empire... A ce moment, notre commandant en chef nous fit savoir que vous aviez envoyé une mission au Thibet, avec une pétition à notre résident, disant que vous aviez conseillé la reddition aux Ghoorkas. Mais, lors de votre pétition, nos troupes avaient déjà gagné une complète victoire et le but tant désiré avait été atteint. Nous n'avons pas eu à faire appel à l'aide de vos troupes... Néanmoins, ô roi, vous eûtes une claire notion de vos devoirs envers nous, et votre reconnaissance respectueuse de la suprématie de notre dynastie est digne des plus hauts éloges. »

On le voit, Chien-Luong n'était pas homme à s'incliner devant la supériorité de la science européenne. La littérature et l'art de la Chine suffisaient à son orgueil : il était lui-même poète.

Chien-Luong était octogénaire lorsqu'il abdiqua en faveur de son fils (1795). Le prestige de l'Empire devait lui survivre quelque temps : le premier craquement, la révolte du Turkestan chinois, est de trente ans postérieure à sa fin.

Au milieu du déclin général des puissances extra-européennes de l'Ancien Monde, quand la Turquie se délabrait, que la Perse et l'Inde sombraient dans l'anarchie, que le Japon somnolait, la vieille Chine restait debout.

IV. Contrec-oups sur l'Europe.

Le premier fait qui frappe, à la fin de cette période, c'est évidemment le déclin de la France. Elle a perdu la prépondérance qu'elle exerçait dans la première

moitié du siècle, sur le continent européen et au dehors. Son intervention dans l'affaire de la succession de Pologne lui avait apporté au moins l'assurance d'annexer la Lorraine, acquisition indispensable depuis que l'Alsace et la Franche-Comté étaient françaises. L'intervention dans le règlement de la succession d'Autriche, qui n'aurait pu se justifier que par la revendication de la couronne impériale, seul enjeu digne des sacrifices consentis dans une guerre de huit ans, n'a rien produit. Quant à l'intervention dans la querelle ouverte entre l'Autriche et la Prusse pour la possession de la Silésie, elle a abouti à des défaites militaires sans gravité en elles-mêmes, puisque les armées battues opéraient au cœur de l'Allemagne au profit d'une puissance étrangère, mais humiliantes jusqu'au ridicule inclus. Le prestige de la France est atteint aux yeux de ses amis comme de ses ennemis. Chose plus grave, ces interventions, en distrayant une notable partie de ses forces et de ses ressources, lui ont coûté, on l'a vu, toute sa situation mondiale. La leçon sera au moins comprise. de ses dirigeants : dans la guerre d'Amérique, ils ne se laisseront pas entraîner dans le guêpier germanique. Mais il sera trop tard.

A l'intérieur, les désastres de la guerre de Sept ans ont créé une indignation et une mauvaise humeur générales. Le roi Louis XV lui-même, qui, pour être un érotomane incoercible, n'en était pas moins un homme clairvoyant, s'est rendu compte que la nation ne tenait plus la place que devaient lui assurer normalement ses ressources de tous genres, supérieures alors à celles de n'importe quel Etat européen. L'admiration de ses sujets se porte vers le dehors, se partageant entre le despotisme « éclairé », dont Frédéric II est l'incarnation par excellence, et les « libertés »

anglo-saxonnes. Ces engouements sont quelque peu contradictoires, mais le despotisme débonnaire de Louis XVI les réunira en un amalgame curieux, d'où sortira la catastrophe.

Dans l'Empire, la situation s'est simplifiée en ce sens que deux Etats ont grandi, dépassant et dominant de beaucoup les autres. L'Etat autrichien, organisé par le prince Eugène, a pris consistance sous Marie-Thérèse. La réaction contre la tentative de spoliation d'où est sortie la guerre de la Succession d'Autriche y a créé un loyalisme auquel les Hongrois, pour la première fois, se sont associés. L'administration s'y est faite plus homogène : dans les finances surtout de grands progrès ont été réalisés. Quant à l'Etat prussien, il a été réellement créé par les exploits de Frédéric II. La résistance de cette monarchie de 4 millions d'habitants contre une coalition groupant 80 millions de sujets (France, Autriche, Russie et Suède) lui a donné un orgueil national qui va durer. Il se communique même à l'ensemble des Allemands, et bien que la France, dans ces guerres, ait toujours eu avec elle une grande partie des Allemands, c'est contre elle qu'il est le plus disposé à se tourner : même dans une ville cosmopolite comme Francfort, les souvenirs du jeune Gœthe sont une indication à cet égard. Ajoutons que l'Allemagne reste morcelée, que ses princes et ses seigneurs y conservent le caractère d'un corps de fonctionnaires publics, caractère que la noblesse a perdu en France et n'a gardé en Angleterre qu'en se faisant parlementaire : de sorte que la révolution de la France n'y trouvera pas d'écho, et fortifiera l'antipathie.

Contre ses adversaires allemands, la France a conservé l'habitude traditionnelle de s'aider de la Suède, de la Pologne, de la Turquie. Or, la première

et la dernière ont perdu beaucoup de leur valeur. La seconde s'effondre visiblement. Outre qu'elle a, durant toute cette période, des souverains saxons, elle s'est vu traverser, pendant la guerre de Sept ans, par toutes les armées belligérantes avec une passivité qui présage la ruine imminente. Pendant cette guerre, les alliances traditionnelles ont été remplacées par l'alliance russe. Mais la sympathie persistante pour la Pologne fait que celle-ci a été subie plutôt qu'acceptée par la France, et nous verrons que la grande Catherine tirera les conclusions nécessaires de cet état d'esprit.

En mer, la France, sous le ministère de Choiseul (1758-1770), a cherché à réparer tant bien que mal le désastre.

D'une part, elle a resserré les liens dynastiques qui unissent les Bourbons de France à ceux de l'Espagne et de l'Italie, Parme et Naples. Le but est de fortifier sa position sur la Méditerranée, le seul point où elle n'ait pas trop souffert de la guerre de Sept ans. En 1768, Choiseul annexe la Corse. Des traités sont signés avec les souverains musulmans d'Afrique. Dans le Levant, la France garde une situation matérielle et morale de premier plan. Marseille n'est encore concurrencée, et de loin, que par Livourne.

D'autre part, la France commence à grouper autour d'elle les Etats océaniques. L'Espagne lui est acquise. Le Portugal lui échappe. Mais, chose plus importante, la Hollande s'est rapprochée d'elle. Avec le Danemark, qui a toujours une situation intéressante sur la mer du Nord et sur la Baltique, les rapports n'ont pas cessé d'être bons. Il faut dire que cette coalition des puissances maritimes secondaires est un hommage rendu à la suprématie, devenue énorme, de l'Angleterre.

Celle-ci est la vraie bénéficiaire de ces guerres. Elle a éliminé, en Irlande et en Ecosse, les éléments qui pouvaient encore se grouper autour de la dynastie déchue des Stuarts. Ses rois sont électeurs de Hanovre, et il y a là pour elle un danger de subordination à une politique continentale. Mais, grâce à la puissance du Parlement, ce danger est écarté, et même le Hanovre a été un moyen d'acquérir les alliés allemands, et par là de paralyser la France. Ainsi débarrassée de toutes préoccupations intérieures ou continentales, l'Angleterre a pu réserver toutes ses forces aux questions extraeuropéennes : on a vu avec quel résultat.

Elle est, à ce moment, souveraine dans l'Amérique du Nord et dans l'Inde. Dans l'Amérique du Nord, il est vrai, ses vieilles colonies s'annoncent déjà comme des possessions précaires. Mais elle trouvera d'autres colonies de peuplement au Canada, et, à la fin du siècle, dans cette Australie qu'ont dédaignée Portugais, Espagnols et Hollandais. Et l'Inde lui apporte un domaine incomparable, d'abord pour l'acquisition, plus tard pour l'utilisation de ses capiteux. Mais, avant de revenir sur l'importance primordiale de cette conquête de l'Inde, il faut voir ce qu'était devenue la Russie.

L'homme d'Etat dont le nom est attaché à cette ascension britannique est W. Pitt. Il ne sera pas hors du sujet de dire un mot de ses origines.

La famille Pitt était établie dans le Dorset. Le premier membre connu, Thomas Pitt, alla vers 1672 chercher fortune dans l'Inde. Il était sinon un *interloper* (c'est-à-dire un commerçant qui bravait le monopole de la compagnie privilégiée), du moins un agent assez douteux de celle-ci. Néanmoins, il se fit la réputation d'un gaillard qu'il valait mieux,

en affaires, avoir avec soi que contre soi, et, après la révolution de 1688, la Compagnie organisée le nomma gouverneur de Madras.

Son meilleur coup fut l'achat, pour 500.000 livres, d'un diamant qui avait échappé au sultan de Golconde. Il eut la chance de le faire passer en Angleterre à travers les corsaires français, en pleine guerre de la Succession d'Espagne, et plus tard le vendit pour 2.000.000 livres à Philippe d'Orléans : c'est « le Régent ».

Ces profits (et bien d'autres) permirent à M. Pitt d'acheter des terres à Old-Sarum. Old-Sarum avait été, sur les bords de l'Avon, une agglomération notable vers 1294 : d'où l'octroi de deux sièges à la Chambre des Communes. Depuis, l'agglomération avait complètement disparu, mais les deux sièges étaient restés. De sorte qu'en achetant quelques parcelles de terre à Old-Sarum, on achetait un siège de député, — deux si l'on y tenait. Th. Pitt s'en assura un, et le passa ensuite à son fils Robert.

Il fut toujours whig convaincu, et mourut en 1726.

Robert Pitt avait accompagné son père dans l'Inde, mais son cœur était resté en Angleterre. Il était fiancé à une demoiselle de Villiers, apparentée aux Buckingham et à d'autres familles notables. Le mariage était tout-à-fait normal, et promettait même au jeune Pitt une bonne situation dans la société de Londres. Mais Thomas Pitt le combattit, ne trouvant pas la future assez riche. Il fallut des années pour que la famille de son fils rentrât en grâce auprès de lui.

Robert Pitt, devenu député, joignit un autre tort à celui qu'il avait déjà aux yeux de son père. Son cœur était tory, et même il était suspect d'inclinations jacobites. Aussi, après l'avènement des Hanovre

(1714), le siège de la Chambre des Communes ne rapporta pas tous les avantages qu'en avait espérés Th. Pitt. Robert Pitt mourut en 1727.

Tels sont les ascendants de W. Pitt, fils de Robert, né en 1708. Du grand-père il dut hériter une conscience aiguë des avantages du commerce indien et de sa place dans l'économie britannique. Du père, il put tenir l'habitude de ne pas tout subordonner aux questions d'argent. De la divergence d'opinions dont il fut témoin dans sa famille, il lui resta toujours une large désinvolture dans les querelles de parti : il entra au Parlement comme « patriote ».

Il n'était pas l'aîné, et n'avait, à son entrée dans la vie, qu'un revenu de 5.000 francs. Un oncle du côté maternel, lord Cobham, lui procura une charge d'officier de dragons ; il en garda toujours une attention avertie pour les choses militaires. Mais, en 1735, des arrangements de famille mirent à sa disposition le siège d'Old-Sarum, et il entra au Parlement.

Le reste de sa vie appartient à l'histoire universelle, et est connu de tous. Mais la genèse de la famille, du caractère et de la fortune de celui que Frédéric II appelait « le sieur Pitt », est des plus caractéristiques pour l'Angleterre de XVIIIe siècle.

V. La question russe.

Pierre le Grand avait jeté violemment la Russie dans la vie de l'Europe, mais son esprit bouillonnant n'hésitait pas à mêler de traditionnelles ambitions asiatiques aux nouvelles ambitions européennes. Dans ce double testament, ses successeurs firent un choix.

Lentement, continûment, ils s'orientèrent vers l'Europe. La principale attraction en ce sens, mais non la seule, venait de l'anarchie polonaise. En 1733, les Russes furent les principaux soutiens du Saxon Auguste III, le concurrent du beau-père de Louis XV. Et ce furent eux surtout qui imposèrent son élection.

Puis l'action commune contre la Turquie, dont nous avons vu les médiocres résultats, resserra leurs liens avec l'Autriche. Quand s'ouvrit la Succession d'Autriche, ils avaient repris la querelle avec la Suède, à laquelle ils arrachèrent un morceau de Finlande (1743). La crainte de Nadir-chah les empêcha jusqu'en 1748 d'intervenir aux côtés de Marie-Thérèse. Quand ils s'y décidèrent, l'apparition de leur contingent ne contribua pas peu à faire signer la paix d'Aix-la-Chapelle.

Mais le moment décisif de leur entrée dans la politique intra-européenne fut la rupture de la tsarine Elisabeth avec Frédéric II. C'était surtout l'Autriche qui les avait décidés à franchir ce pas (1756). La France ne fut d'abord que l'alliée de leur alliée. Les Anglais, malgré leur situation commerciale déjà forte en Russie, ne furent pas assez influents pour empêcher la tsarine de se joindre aux ennemis de leur alliée.

L'Europe allait donc voir de près cette milice « invincible et mal conduite ». La Russie n'avait aucun point de contact avec la Prusse. Après avoir amené du fond de la Moscovie et des bords du Don leur armée d'opération à Riga, il fallait que ses généraux traversassent la Courlande, duché encore indépendant, pour atteindre la Prusse orientale. Puis il fallait encore traverser des terres polonaises, Dantzig, Thorn, Posen, pour atteindre le Brandebourg et prendre contact avec les Autrichiens. Les Russes firent tout cela, et plus encore.

Ces opérations se poursuivaient au milieu des difficultés causées par l'obligation de tourner constamment les yeux vers Saint-Pétersbourg. Voici un exemple. Les jeûnes du carême, très rigoureux dans l'Eglise orthodoxe, ajoutaient beaucoup aux fatigues du soldat. Le général Apraxine demanda au Conseil supérieur de la guerre la permission d'en dispenser les troupes d'opérations. Le Conseil dut en référer au Saint-Synode. Quand l'autorisation arriva, les fêtes de Pâques étaient passées depuis deux mois.

Dès 1757, ils firent tomber la résistance de la Prusse orientale à Gross-Jâgersdorf, et cette province resta occupée par eux pendant toute la durée de la guerre. Kõnigsberg les vit dans ses murs : Kant a commencé à enseigner pendant l'occupation russe. Les 500.000 habitants de ce noyau originaire de la monarchie, par une soumission assez prompte, se trouvèrent libérés des pilleries des Cosaques et du recrutement prussien. Ils s'en accommodèrent trop bien au gré de leur maître : après la paix, Frédéric II ne revint plus jamais à Königsberg.

En 1758, les Russes approchèrent de l'Oder, et les Autrichiens les laissèrent aborder seuls le premier capitaine de l'époque. Pourtant, la bataille de Zorndorf fut pour Frédéric un succès des plus douteux. A partir de ce jour, il cessa de parler avec mépris des « oursomanes ».

En 1759, il apprit à les estimer plus encore. Après avoir battu un de ses lieutenants à Zullichau, ils vinrent à Francfort-sur-l'Oder opérer, enfin, leur jonction avec les Autrichiens. Frédéric II attaqua les coalisés à Kunersdorf (12 août 1759), et subit cette fois un épouvantable désastre. Plus que toutes ses victoires, le fait d'avoir surmonté ce coup attesta sa vraie grandeur.

En 1760, à peine soutenus par les Autrichiens, les Russes franchirent l'Oder et abordèrent Berlin. Cette ville de 120.000 âmes se rendit sans coup férir, et fut pillée consciencieusement. Et l'armée russe se retira sans encombre.

Plus que par tous ces faits d'armes, le poids de la Russie fut prouvé par l'effet qu'eut sa défection. En 1761, la tsarine Elisabeth mourait, et son neven Pierre III lui succédait. C'était un admirateur forcené de Frédéric II, qui, non seulement se retira de la coalition, mais voulut agir de concert avec l'ennemi de la veille. Il est vrai qu'il fut renversé dès 1762 par un complot à la tête duquel était sa femme Catherine, mais le revirement russe avait suffi pour décider l'Autriche à céder. Catherine II retint la Prusse orientale juste le temps nécessaire pour faire signer la paix de Hubertsbourg (1763).

Ainsi, dans cette guerre où les Français n'avaient guère connu que des échecs, où les Autrichiens, malgré des succès partiels, n'avaient pu reprendre la Silésie, où les Suédois n'avaient rien fait, seuls les Russes avaient glorieusement tenu tête au grand Frédéric. Cette entrée en scène fut accueillie avec des sentiments mêlés même par les alliés de la Russie. Louis XV, plus clairvoyant que les gens de lettres français qui flirtaient avec la grande Catherine, écrivait à ses ambassadeurs :

« La saine politique ne doit pas permettre qu'on laisse la Cour de Pétersbourg profiter des avantages de son état actuel pour augmenter sa puissance et étendre les bornes de son empire. Un pays presque aussi étendu que les Etats réunis des plus grands princes de l'Europe et qui, n'ayant besoin que d'un petit nombre d'hommes pour sa sûreté particulière,

peut envoyer au dehors de ses frontières des armées formidables; un pays dont le commerce s'étend jusqu'à la Chine, et qui est à portée de se procurer de l'Asie, facilement et en peu de temps, les denrées que les autres nations ne peuvent en tirer que par de longues et dangereuses navigations; un pays dont les troupes sont aujourd'hui aguerries, et dont le gouvernement est absolu et presque despotique, doit avec raison paraître redoutable à ses voisins, et successivement aux peuples qui le deviendraient au moyen de ses nouvelles conquêtes...

Les Cours éclairées ont senti, lorsque les armées moscovites passèrent pour la première fois en Allemagne, combien il était intéressant pour tous les souverains de veiller avec attention sur les vues et sur les démarches d'une nation dont la puissance commençait déjà à devenir redoutable..., etc. »

Catherine II connaissait fort bien cet état d'esprit. Elle se rapprocha des deux puissances allemandes, et le résultat fut le partage de la Pologne (1772). Non seulement l'Etat russe s'agrandissait de 12 millions de sujets et s'enfonçait au cœur de l'Europe centrale, mais c'est lui qui allait bientôt donner le ton, politiquement, à Berlin et à Vienne.

Pour bien saisir la portée de cette évolution, il faut — ce qu'on oublie généralement — mettre en regard la politique asiatique des tsars et des tsarines du XVIIIe siècle. La colonisation de la Sibérie s'arrêta. Pour alimenter les armées qui soutenaient la politique européenne, les gouvernants n'avaient pas trop de toutes les ressources de la Grande Russie. Les paysans furent rattachés plus sévèrement à la grande propriété foncière, l'émigration proscrite. Les 200.000 Slaves qui étaient déjà établis au delà de l'Oural vers 1700 ne s'accrurent au XVIIIe siècle que de condamnés.

Au sud, nous avons vu que la tsarine Anne avait déjà sacrifié les acquisitions de Pierre le Grand à l'ouest de la Caspienne. Une seule exception : par un contre-coup de l'anarchie prolongée qui suivit en Perse la mort de Nadir-Chab, les Géorgiens portèrent leurs hommages à la tsarine Catherine (vers 1780). La noblesse géorgienne, qui avait si longtemps paradé à la cour d'Ispahan, fournit d'emblée à la Russie un de ses meilleurs généraux, Bagration, qui portait le nom de la vieille dynastie nationale du pays, et qui fut tué à Borodino en 1812. Malgré les justes sujets de plaintes que les khans ouzbeks de la Transoxiane ne cessaient de donner au commerce russe, on n'osa leur demander aucune réparation. Avec l'empire chinois, que l'empire russe touchait vers l'Altaï, on évita avec soin tout conflit. Les Eleuthes, dans leur résistance aux empereurs mandchous ne trouvèrent aucun appui en Russie, et, sous la grande Catherine elle-même (1770), quand des tribus kirghizes (les Torguts) émigrèrent en masse au Turkestan chinois, nulle tentative ne fut faite pour les réclamer.

En réalité, l'empire russe ne devait devenir une puissance asiatique qu'avec le tsar Nicolas Ier (1825). Et, à cette époque, les khans du Turkestan aralien, dont les connaissances historiques avaient évidemment périclité depuis Aboulghazi, ne se rendaient nullement compte qu'il y avait dans le monde d'autres empires puissants que l'Empire chinois.

CONCLUSION

Aux environs de 1757 s'était produit un fait nouveau, dont l'importance primordiale n'apparut que peu à peu. Pour la première fois, un Etat purement européen, mêlé au premier chef à la vie océanique de l'Europe, devenait maître d'une vaste portion de la vieille Asie civilisée.

Tout aussitôt, cette possession prit une importance de premier ordre par la sécession des colonies anglaises d'Amérique (1776). Il fallut s'habituer à ne plus considérer les créations européennes du Nouveau Continent comme des dépendances de la métropole.

L'Inde devenait ainsi la pièce maîtresse de l'Empire anglais. Aujourd'hui, sur 400 ou 500 millions d'hommes qui vivent sous l'autorité britannique, 300 millions sont des Hindous.

La préoccupation des possessions indiennes devint un facteur dominant de la politique anglaise et, par là, de la politique européenne. Des révolutions qui avaient des origines variées, et parfaitement indépendantes de l'Hindoustan, ont subi le contrecoup du grand événement du XVIIIe siècle, et ont reçu des solutions qu'elles n'auraient certainement pas reçues sans cet événement.

Au lendemain de la conquête, l'ennemi traditionnel de l'Angleterre était encore la France. Une dernière lutte allait s'engager, décisive, et à laquelle le génie de Napoléon a donné l'ampleur que l'on sait (1793-1815).

Même après la victoire, l'Angleterre a surveillé jalousement une rivale qui avait plus d'un avantage sur elle au point de vue de l'exploitation de l'Afrique. Or, l'Afrique commandait les routes maritimes vers l'Inde.

Puis la Russie reprit, avec Nicolas Ier (1825), le caractère qu'elle avait eu jusqu'au traité de Nertchinsk, de puissance surtout asiatique. Dès lors se dessina, entre elle et l'Angleterre, un conflit qui atteignit son paroxysme dans la guerre de Crimée (1854-1856). Et, après cette nouvelle victoire, l'Angleterre ne perdit plus de vue les routes continentales vers l'Inde.

En revanche, elle se montra moins âpre dans les rivalités soulevées par l'ouverture du monde jaune au milieu du XIXe siècle : aussi cet événement n'eut-il pas, pour la politique mondiale générale, la portée de la conquête de l'Inde. C'est que la Chine et le Japon, quelle que fût l'importance des intérêts britanniques qui y étaient engagés, étaient en dehors de la grande route de Londres à Calcutta, artère vitale de l'Empire.

Enfin l'Allemagne, après avoir assis sa position européenne, prit à son tour figure de puissance mondiale. A son tour, elle devint la rivale de l'Angleterre : on sait le reste.

Tout naturellement, l'Allemagne avait jeté ses vues sur le proche-Orient musulman, vers lequel la conduisait une pente naturelle. Sa marche dans cette direction n'a pas été la seule cause du choc avec l'Angleterre, ni même la principale. Mais la dislocation de l'Empire turc dans l'Asie antérieure a été le résultat qui a le plus directement intéressé l'Angleterre, en lui procurant une facilité nouvelle pour les communications avec l'Inde.

Bref, l'histoire politique de l'Europe et du monde, après 1757, doit être contée d'après d'autres principes

que ceux que nous avons suivis dans l'exposé précédent : un facteur secondaire jusque-là est devenu essentiel. Il faut mettre au centre l'Empire anglo-indien, sous peine de ne pas saisir les ressorts cachés des principaux événements d'intérêt général. C'est pourquoi nous nous sommes arrêtés au seuil de cette nouvelle période : elle constitue vraiment un chapitre bien distinct, que nous livrons à l'historien de l'Empire britannique.

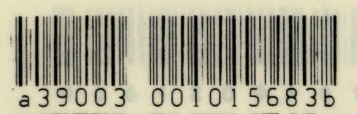
TABLE DES MATIÈRES



(Cliché Martonne, Armand Colin, éditeur.)

Bordeaux. — Imprimerie J. Bière, 18, rue du Peugue. — 1934.


Universitas
BIBLIOTHECA
Ottaviensis


a39003 001015683b

